

Agreste Panorama



Numéro 5 - décembre 2019

Bilan conjoncturel 2019

Une année 2019 en demi-teinte

- Climatologie
- Céréales
- Oléoprotéagineux - Pomme de terre - Sucre
- Fruits
- Légumes
- Vins
- Productions animales
- Intrants
- IAA
- Commerce extérieur agroalimentaire



Éditorial

Une année 2019 en demi-teinte

En 2019, avec des températures particulièrement élevées l'été et une sécheresse persistante sur une grande partie de l'année, l'évolution des productions végétales est contrastée : baisse pour les oléagineux, la plupart des légumes d'été et la vigne, hausse pour les céréales et les fruits. Les productions animales se maintiennent globalement : hausse pour les porcins, les veaux de boucherie et les ovins, recul pour les volailles, les œufs, les gros bovins, et quasi-stabilité pour la collecte de lait. Les cours à la production augmentent dans l'ensemble, sous l'effet de la hausse de la plupart des légumes d'été, de la pomme de terre, du lait et des porcins. Ceci dans un contexte d'accroissement des coûts de production du fait de la hausse du prix des engrais et des aliments.

L'année 2019 se caractérise sur les neuf premiers mois par des températures particulièrement douces en hiver et au printemps, voire chaudes en été (au 3^e rang des étés les plus chauds) et par une pluviométrie globalement déficitaire dès l'hiver 2018-2019. Bénéfiques pour les fruits d'été, les conditions climatiques ont pesé sur les productions d'herbe, de légumes d'été, de colza, de lait et sur la vendange.

En 2019, les récoltes de céréales à paille et de protéagineux augmentent en France (sauf blé dur) grâce à des superficies et des rendements en hausse. Il s'agit de la récolte la plus importante après celles de 2014 et 2015. La qualité des blés est au rendez-vous. En revanche, les conditions climatiques pénalisent les cultures d'été (maïs) et surtout les oléagineux. Tout en reculant par rapport à la moyenne quinquennale, la récolte de maïs s'accroît toutefois légèrement sur un an, la hausse des surfaces faisant plus que compenser le repli des rendements. Quant à la récolte de colza, elle chuterait sous l'effet de la baisse des surfaces liée à la sécheresse lors des semis de l'été 2019, les rendements restant comparables à ceux de l'an dernier. Les récoltes de grains au niveau mondial (Ukraine, Argentine) et dans l'Union européenne sont également abondantes. Dans ce contexte, les cours des céréales françaises (hors blé dur) baissent par rapport à 2018, en dépit de prix qui se redressent en début de campagne. Les prix des grandes cultures sont toutefois fermes grâce à la bonne tenue des cours des pommes de terre et des oléagineux.

Pénalisés par le manque d'ensoleillement en première partie d'année et la sécheresse estivale, les rendements des légumes d'été se contractent. Conjuguée parfois au recul des surfaces, la baisse des rendements tire les récoltes à la baisse, à l'exception du concombre. Ces reculs favorisent la hausse des cours à la production (sauf pour la salade). En revanche, le redressement

des productions de fruits, par rapport à une année 2018 de faible récolte, s'accompagne d'un repli des prix. Les chiffres d'affaires s'accroissent pour la plupart des fruits et des légumes (sauf melon, salade, chou-fleur et endive).

Au 1^{er} octobre 2019, la production de vins s'établirait à 42,2 Mhl, en baisse de 14 % par rapport à 2018 et de 7 % comparée à la récolte moyenne des cinq dernières années. Le gel localisé au printemps, l'humidité et les basses températures au moment de la floraison et enfin la canicule et la sécheresse estivales concourent à faire de cette récolte l'une des plus basses des cinq dernières années, après celle historiquement faible de 2017. En revanche, l'état sanitaire des vignes est dans l'ensemble préservé. Dans un contexte où la commercialisation de la récolte abondante de 2018 se poursuit, les vins s'écoulent à des prix peu soutenus sur un an et par rapport aux cours moyens des cinq dernières campagnes.

Sur les neuf premiers mois de 2019, l'évolution des productions animales est contrastée : hausse des productions ovines, porcines, de brouillards et de veaux, léger repli de la collecte laitière, recul des volailles, œufs et gros bovins finis. La demande intérieure de viandes ovine et de volaille progresse, mais continue de diminuer pour les viandes bovine et porcine tandis que la seule consommation à domicile peine à repartir. Parallèlement, les importations de viandes bovine, ovine et de volaille s'accroissent, creusant le déficit des échanges extérieurs de ces filières. Le solde du commerce extérieur en viande porcine redevient positif grâce à l'appel d'air généré par la demande chinoise tandis que l'excédent des produits laitiers s'accroît, sous l'effet de la reprise du marché mondial des poudres écrémées. La marge des exploitants laitiers et surtout porcins s'améliore : la hausse des prix à la production, est supérieure en moyenne sur neuf mois à celle de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas

des exploitations bovines, pénalisées par le manque de ressources fourragères et un recours accru aux aliments.

Plus généralement, pour des volumes d'aliments quasiment stables, en hausse pour les bovins et les porcins et en baisse pour les volailles, le coût des aliments s'accroît en 2019. Au dernier trimestre 2019, la production d'aliments composés pourrait s'accélérer en raison de stocks de fourrages limités et déjà bien entamés en 2019. Avec un prix des engrais en augmentation également, les prix de l'ensemble des moyens de production achetés par les exploitants agricoles (Ipampa) sont en hausse sur un an (+ 2,5 %) pour la troisième année consécutive. Les prix de l'énergie restent stables.

En 2019, les cours de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production restent à un niveau élevé, malgré une certaine volatilité des cours en cours d'année. En moyenne sur les neuf premiers mois, les prix s'accroissent de 2,9 % du fait de la hausse des légumes, du lait, des porcins et surtout des pommes de terre. L'année se caractérise par deux mouvements inverses : après une première partie d'année en hausse en moyenne sur un an, les prix deviennent inférieurs aux niveaux 2018 en seconde partie d'année.

Ces évolutions reflètent la baisse des cours des céréales entre les deux campagnes (2018-2019 jusqu'en juillet et 2019-2020, ensuite).

Sur les neuf premiers mois de 2019 et pour la deuxième année consécutive, la production de la branche des industries agroalimentaires (hors tabac) se contracte, de même que la consommation alimentaire des ménages. En revanche, les prix à la production se redressent, tirant le chiffre d'affaires à la hausse et confirmant la reprise amorcée en 2017. L'excédent commercial s'accroît en valeur sous l'effet de l'augmentation des exportations de boissons alcoolisées.

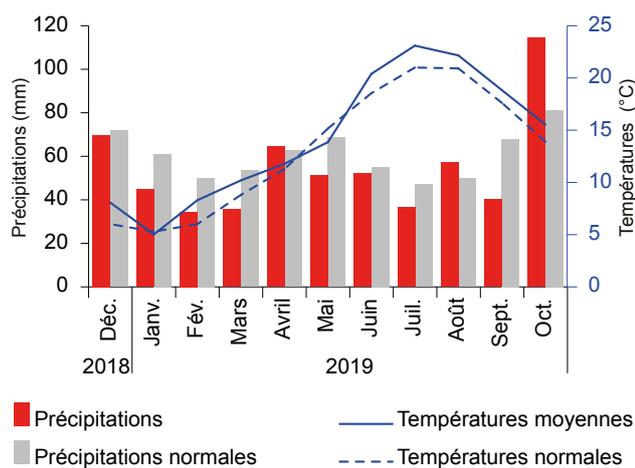
En hausse pour la troisième année consécutive, l'excédent des produits transformés est porté en 2019 par le dynamisme des ventes de vins et spiritueux et, dans une moindre mesure, des produits laitiers. L'excédent des échanges de produits bruts participe également à la consolidation de l'excédent agroalimentaire global grâce à des exportations de céréales et de légumes bien mieux valorisées. Comme lors des deux années précédentes, l'excédent agroalimentaire provient exclusivement des échanges avec les pays tiers, le solde avec l'UE étant devenu structurellement déficitaire.

CLIMATOLOGIE

L'année 2019 a été marquée par des températures au-dessus des normales de saison en hiver et au printemps, à l'exception du mois de mai légèrement plus frais que la normale et par deux vagues de chaleur exceptionnelles fin juin et fin juillet sur l'ensemble du territoire. L'été 2019 serait ainsi au 3^e rang des étés les plus chauds. La pluviométrie a été déficitaire dans la plupart des régions jusqu'en septembre, pour redevenir ensuite légèrement supérieure aux normales.

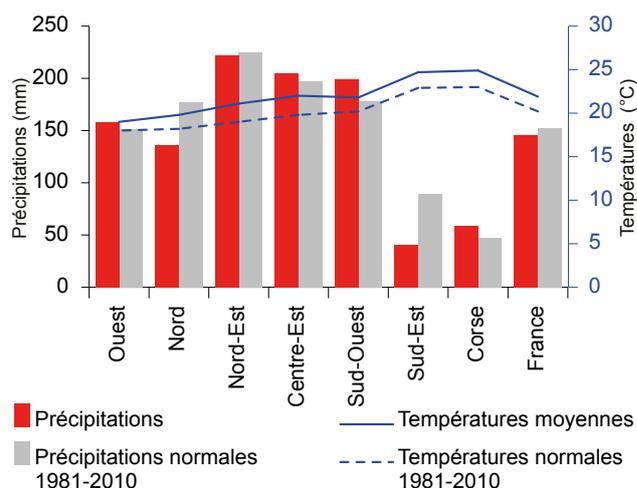
Principaux indicateurs

Graphique 1
Températures - Pluviométrie au niveau national



Source : Météo France

Graphique 2
Températures et pluviométrie par bassin à l'été 2019



Source : Météo France

Un hiver 2018-2019 particulièrement doux, marqué par une pluviométrie contrastée mais globalement déficitaire

L'hiver 2018-2019 enregistre des températures largement au-dessus des normales saisonnières, sauf en janvier qui reste proche des températures de saison (graphique 1). La pluviométrie est contrastée géographiquement mais le déficit s'étend progressivement à l'ensemble du territoire pour atteindre - 20 % en moyenne pour la saison.

Un printemps globalement sec sur tout le territoire

Au printemps, les températures sont proches des normales : plutôt douces en mars et avril, elles se rafraîchissent

nettement en mai. Les pluies sont globalement déficitaires, mais inégalement réparties sur le territoire. En mars, le déficit hydrique se fait particulièrement sentir dans le Sud-Est ainsi qu'en Corse (- 87 %). Il atteint le Nord et l'Ouest en avril, puis le Centre-Est en mai (- 53 %). Fin mai, les précipitations sont déficitaires de près de 20 % sur l'ensemble de l'hexagone (annexe Climatologie). Si la pousse de l'herbe démarre de façon prometteuse fin avril, des écarts importants apparaissent sur le territoire, dès le mois de mai : la moitié nord du territoire et les régions de l'ouest ont une production excédentaire, alors que la situation est plus contrastée dans les régions du centre et du sud. À la fin du printemps, la pousse est encore globalement dans la norme, au niveau national.

Le 3^e été le plus chaud, avec une pluviométrie contrastée

L'été est marqué par deux vagues de chaleur courtes mais exceptionnelles, en juin et juillet. Selon Météo France, le 25 juillet est le jour le plus chaud que la France ait connu, avec une température moyenne de 29,4 °C au niveau national. Les températures restent élevées tout au long de l'été, avec un écart par rapport aux normales qui atteint + 2,1 °C en juillet. Toutes régions confondues, la pluviométrie est déficitaire, particulièrement en juillet (- 23 %). Les précipitations sont toutefois contrastées selon les régions : en juin, le déficit concerne le Sud et la Corse ; en juillet, la moitié Nord est à son tour fortement déficitaire, alors que la Corse, frappée par de violents

orages, enregistre un excédent de plus de 600 % (*graphique 2*). La pousse de l'herbe reste très contrastée en juin, quoiqu'encore dans la norme en moyenne ; dès le mois de juillet, elle devient déficitaire au niveau national. Près de la moitié des régions fourragères sont déficitaires, un cinquième d'entre elles enregistrant un déficit important. Les régions du Sud et du Centre sont les plus pénalisées, Auvergne-Rhône-Alpes en tête. En août, le déficit de production d'herbe s'accroît encore sous l'effet du second épisode caniculaire de l'été. Plus des deux tiers des régions fourragères deviennent déficitaires et 23 % le sont de façon importante.

Des précipitations abondantes en début d'automne

Le début de l'automne est marqué par des températures encore douces. Les précipitations deviennent plus abondantes à partir de la dernière décennie de septembre et se poursuivent en octobre. Au 1^{er} novembre, l'indice d'humidité des sols est excédentaire sur la plus grande partie du territoire.

En septembre, la production d'herbe se dégrade à nouveau. Le déficit de pousse concerne plus des trois quarts des régions fourragères du territoire et un tiers connaît un déficit

important. Malgré la reprise des précipitations en octobre, le déficit de pousse ne peut être rattrapé. Ainsi, à l'issue de la campagne agricole, la production cumulée des prairies permanentes atteint seulement 73 % de la pousse annuelle de référence. Plus de huit régions fourragères sur dix terminent la campagne fourragère avec un déficit de production, parmi lesquelles 62 % avec un déficit important. Toutes les régions sont concernées à l'exception de la Bretagne. La région la plus affectée est Auvergne-Rhône-Alpes, avec un déficit atteignant 38 % au 20 octobre.

Annexe - Climatologie

Températures et précipitations en 2019

	Température moyenne (°C)	Température Moy annuelle 1981-2010 (°C)	Précipitations (mm)	Précipitations Moy annuelle 1981-2010 (mm)
Janvier	5,0	5,3	52,6	61,0
Février	8,3	6,0	40,8	50,1
Mars	10,2	8,8	5,7	53,4
Avril	11,8	11,3	55,4	62,6
Mai	13,9	15,2	51,4	68,7
Juin	20,4	18,5	0,9	55,0
Juillet	23,1	21,0	56,5	47,1
Août	22,2	20,9	1,4	49,9
Septembre	18,8	17,6	22,5	67,9
Octobre	15,5	13,9	57,3	81,3

Source : Météo France

Températures par bassin 2019 (écarts aux normales 1981 - 2010, en °C)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	-0,2	0,0	0,2	-0,1	-1,0	-0,2	-0,5
Février	2,1	2,8	3,1	2,3	2,7	1,5	1,4
Mars	1,1	1,6	1,8	1,6	1,2	1,2	1,3
Avril	0,5	0,8	0,5	0,5	0,7	0,0	0,5
Mai	-0,7	-1,4	-1,9	-1,5	-1,3	-0,8	-1,6
Juin	0,9	2,1	2,9	2,3	1,2	1,4	2,2
Juillet	1,9	1,6	2,1	2,6	2,5	2,1	1,9
Août	0,3	1,1	1,5	1,6	1,0	1,7	1,5
Septembre	0,5	0,8	1,0	1,5	1,4	1,7	1,8
Octobre	0,8	1,3	2,0	2,0	1,7	1,7	1,9

Source : Météo France

Précipitations par bassin 2019 (écarts aux normales 1981 - 2010, en mm)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	-36	-16	-13	-14	-1	-39	6
Février	-9	-10	-29	-13	-36	-16	3
Mars	-9	0	0	-19	-25	-33	-39
Avril	-14	-18	4	5	7	25	3
Mai	-24	-8	-21	-48	-14	-22	14
Juin	21	-2	-15	-5	23	-18	-24
Juillet	-36	-41	-31	-13	-6	3	50
Août	22	3	43	26	4	-34	-14
Septembre	-1	-22	-34	-54	-26	-24	-32
Octobre	58	32	27	41	32	63	-20

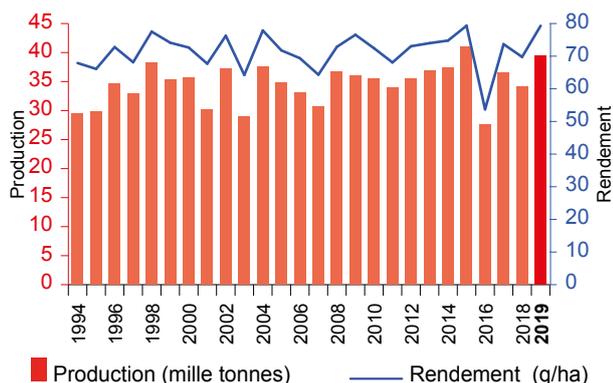
Source : Météo France

CÉRÉALES

En 2019, la production française de céréales atteint 71 millions de tonnes (Mt), en augmentation de 13,5 % sur un an. Il s'agit de la troisième plus importante récolte après 2015 et 2014. La sécheresse, accompagnée de deux vagues de canicule, n'a pas impacté les rendements des cultures d'hiver. Avec des disponibilités en hausse au niveau mondial, à l'exception du maïs, les prix des céréales sont globalement plus bas qu'en 2018, à l'exception notable du blé dur confronté à un recul de la sole et à des problèmes de qualité.

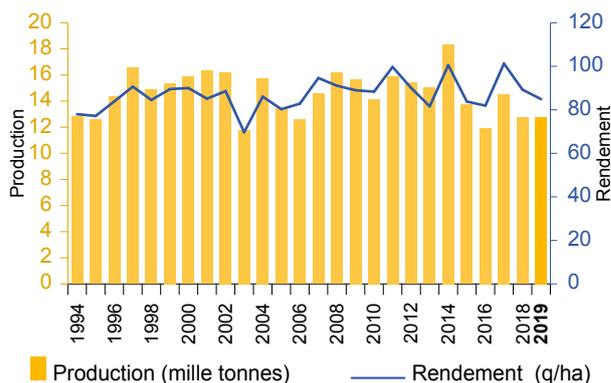
Principaux indicateurs

Graphique 1
Blé tendre



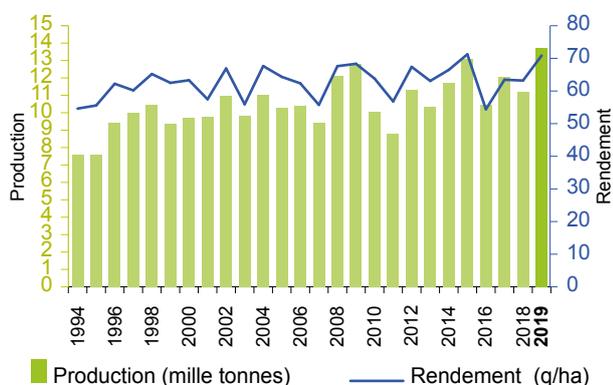
Source : Agreste

Graphique 2
Maïs



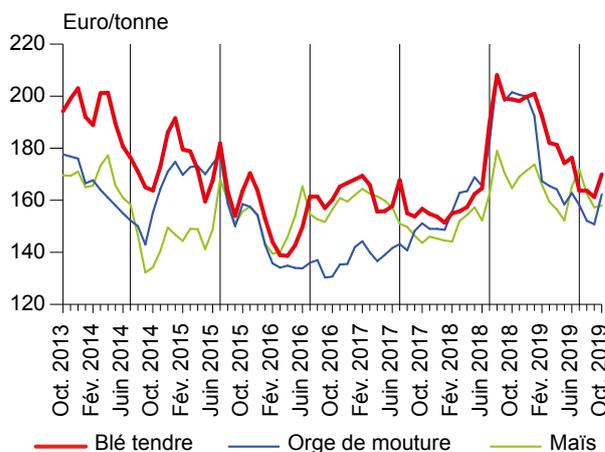
Source : Agreste

Graphique 3
Orge



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : La Dépêche

En 2019, la production française de céréales atteint 71 Mt

En 2019, les récoltes de céréales sont dans l'ensemble abondantes avec de très bons rendements pour les blés et les orges, contrairement au maïs qui a pâti de la sécheresse (*encadré*). De leur côté, les superficies totales en céréales augmentent de 330 milliers d'hectares avec toutefois

une contraction de la sole de blé dur (*annexe Céréales*).

Blé tendre : une récolte abondante et de qualité

La production nationale de blé tendre atteint 39,5 Mt, en hausse de 16 % sur 2018 (*graphique 1*). Les surfaces augmentent de 102 000 hectares sur un an tandis que le rendement moyen

atteint 79,3 q/ha contre 69,8 q/ha en 2018. À l'exception de l'Auvergne, la hausse des rendements concerne tout l'hexagone. La région Centre, première région productrice, est aussi celle qui affiche la progression la plus importante (de 68,6 q/ha en 2018 à 84,6 q/ha en 2019). L'importance de la récolte s'accompagne d'une qualité satisfaisante, selon les critères de FranceAgriMer et d'Arvalis. Le taux

de protéine s'établit à 11,5 % (11,8 % en moyenne sur la période 2014-2018) et le poids spécifique (PS) à 79,5 kg/hl (contre 76,8 kg/hl sur la période 2014-2018). La teneur en eau est historiquement basse (12,1 %).

Blé dur : surfaces en fort recul

En 2019, la production de blé dur se replie à 1,55 Mt (- 13,8 % sur un an). Les surfaces affichent une forte baisse, de 354 milliers d'hectares en 2018 à 249 milliers d'hectares en 2019. Les difficultés liées à des prix insuffisamment rémunérateurs lors des dernières campagnes et à des problèmes de qualité pour la fabrication de pâtes expliquent cette chute. Le rendement atteint un record, à 62,1 q/ha, après 50,7 q/ha l'an passé, et compense en partie la baisse de production.

En Midi-Pyrénées, après une mauvaise année 2018, le rendement progresse de façon spectaculaire (+ 21,5 q récoltés par hectare par rapport à 2018), atteignant 61,5 q/ha. Dans le Centre, le gain est plus faible (+ 4,1 q/ha sur un an) mais le rendement atteint néanmoins 72,9 q/ha. En ce qui concerne la qualité des grains, la teneur en protéines recule cette année à 13,9 %, contre 14,5 % en 2018. En revanche, le poids spécifique est élevé : 80,2 kg/hl contre 76,5 kg/hl l'an passé. À l'image du blé tendre, la teneur en eau est très faible à 11,4 % en moyenne au niveau national.

Orges : hausse des surfaces et de la production

En 2019, la récolte d'orges atteint 13,7 Mt, en hausse de 23 % par rapport à 2018 (*graphique 3*). Le rendement est de 70,8 q/ha (+ 7,6 q/ha en un an). Outre le rendement, la hausse de la production s'explique par l'augmentation des surfaces des orges de printemps (484 milliers d'hectares en 2018 à 637 milliers d'hectares en 2019). Elles bénéficient du recul et des difficultés rencontrées lors des semis de colza. Les surfaces d'orges d'hiver ne progressent, elles, que de 20 milliers

En 2019, des conditions climatiques sèches et chaudes mais des conditions de cultures favorables

L'absence de pluie à la fin de l'été et au début de l'automne 2018 a rendu les semis difficiles, et retardé les levées. Toutefois, les pluies en novembre ainsi que les températures clémentes sont propices à un bon développement des plantes. Après un mois de janvier 2019 froid et arrosé, les températures restent élevées en février, avec peu de précipitations. La période d'alternance de fraîcheur et de hausses de température qui suit affecte particulièrement les cultures en sol superficiel, alors que les conditions sont meilleures en sol profond. Les conditions fraîches et humides au printemps favorisent ensuite un bon développement des grains dans la plupart des régions. La première canicule, fin juin, n'a pas de conséquences importantes dans le sud de la France, les grains étant déjà formés. Dans le nord, des pertes de rendement sont enregistrées alors que les grains sont en cours de remplissage mais la chaleur modère les attaques de ravageurs. Les effets des épisodes de canicule et de sécheresse sont au final limités, sauf sur les cultures d'été, en particulier le maïs, qui enregistre une baisse significative de rendement sous l'effet de stress hydriques et thermiques pénalisants, notamment au moment de la fécondation.

d'hectares. La qualité des orges de printemps est moyenne : faible taux de protéines et calibrages moyens.

Maïs : baisse des rendements en 2019

En 2019, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 12,8 Mt, en légère hausse de 0,5 % par rapport la récolte 2018 (*graphique 2*). Les surfaces augmenteraient de 80 milliers d'hectares. En revanche, les rendements seraient orientés à la baisse, à 84,9 q/ha, après 89,2 q/ha en 2018. Une incertitude sur la destination de la récolte entre grains et fourrages demeure cependant, les travaux de récolte étant rendus difficiles du fait des pluies tombées en octobre et novembre.

Une production mondiale de céréales en hausse

En 2019-2020, la récolte mondiale de céréales progresserait de 15 Mt, pour atteindre 2 157 Mt, selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales) à fin octobre. Ce serait la première augmentation depuis trois ans, constituant le troisième plus gros volume enregistré, sans toutefois atteindre le pic de 2016-2017

(2187 Mt). La récolte de maïs est attendue en baisse à 1 098 Mt (- 32 Mt par rapport à l'an dernier) alors que celle de blé augmenterait à 762 Mt (+ 29 Mt) et celle d'orge, de 14 Mt. Dans l'UE, les récoltes de blé tendre et d'orges augmenteraient respectivement de 15,3 % et 10,3 %.

S'agissant des exportations, les exportations de l'UE grimperaient de 30,8 Mt en 2018-2019 à 34,8 Mt en 2019-2020, tous grains confondus. Celles des États-Unis se réduiraient fortement, à 75 Mt (contre 87,7 Mt en 2018-2019) tandis que les volumes exportés par l'Ukraine augmenteraient à 53,4 Mt (49,6 Mt en 2018) et ceux de la Russie, à 44,4 Mt (43,3 Mt en 2018), selon l'USDA. En Russie, toutefois, les ventes de blé se contracteraient à 34 Mt contre 35,4 Mt l'an dernier pour une récolte en légère progression (+ 0,8 Mt), à 72,5 Mt. La Russie demeurerait, cependant, le premier exportateur mondial de blé. En Ukraine, la récolte et les exportations devraient croître (respectivement de + 3,6 Mt, à 28,7 Mt, et de + 3,5 Mt, à 19,5 Mt).

Si la récolte, tous grains confondus, est attendue en hausse de 15 Mt d'après le CIC, la consommation mondiale ne progresserait que de 13 Mt, la hausse importante pour le

blé (+ 17 Mt) étant compensée en partie par la baisse des utilisations du maïs (- 13 Mt). Les stocks mondiaux baisseraient de 27 Mt en fin de campagne, principalement du fait du maïs (- 40 Mt).

Repli sur un an des cours du blé tendre au début de la campagne 2019-2020

La perspective de récoltes abondantes dans le monde pour la campagne 2019-2020 et la concurrence entre pays exportateurs entraînent les prix à la baisse dès le mois de juillet 2019. Ainsi, les prix du blé tendre rendu Rouen sont en moyenne de 164,6 €/t sur la période juillet à octobre 2019, contre 198,9 €/t sur la période juillet à octobre 2018, soit - 17,2 % (*graphique 4*). Ce recul des prix, combiné à la relative faiblesse de l'Euro par rapport au Dollar, favorise la compétitivité des blés français à l'export. Le total des exportations devrait atteindre 20,2 Mt pour cette campagne contre 17,2 Mt l'an dernier, soit une hausse de 13,6 % en un an. Il faut cependant noter une légère remontée des prix sur les dernières semaines, liée à une demande internationale soutenue et aux inquiétudes quant à la récolte sud-américaine, pénalisée par les difficultés climatiques. Ainsi en

octobre 2019, les prix du blé tendre rendu Rouen augmentent en moyenne de 8,6 €/t à 169,9 €/t.

Les cours du blé dur en hausse

Pour la campagne 2019-2020, la production mondiale de blé dur est estimée en recul, à 35,6 Mt contre 38,2 Mt en 2018-2019, d'après le CIC. Ce recul s'explique en partie par une baisse significative de la sole dans le monde, notamment au Canada, premier producteur et exportateur mondial. En raison de problèmes de qualité du grain, seuls 30 % de la production pourront être utilisés pour la fabrication des pâtes. L'Italie du Nord est également touchée par une mauvaise récolte. Les exportations françaises de blé dur profitent de ces difficultés. En moyenne de 213,5 €/t au premier trimestre 2019, les prix du blé dur rendu la Nouvelle atteignent 230 €/t en juin 2019. Avec la nouvelle campagne, ils se redressent sensiblement, à 262 €/t en octobre 2019.

Une production mondiale d'orges qui pèse sur les prix

La production mondiale d'orges augmente de 14 Mt en 2019-2020 pour s'établir à 154,6 Mt, d'après le CIC. Les surfaces s'accroissent

de près de 2,2 Mha quand le rendement ne progresse que de 0,8 q/ha, à 30,3 q/ha. Les achats chinois seraient en net recul à 5,7 Mt (- 37 % en deux ans) en raison de la peste porcine africaine, et les stocks mondiaux s'alourdiraient de près de 5 Mt. Cette situation, ainsi que des problèmes de qualité, orientent nettement les prix à la baisse. Les prix de l'orge de mouture passent ainsi de 197,4 €/t (moyenne juillet-octobre 2018) à 155,8 €/t (moyenne juillet-octobre 2019).

Les cours du maïs en baisse en 2019-2020

En 2019-2020, la récolte mondiale de maïs reculerait de 14 Mt sur un an pour s'établir à 1 102 Mt, d'après le ministère américain de l'Agriculture. La récolte américaine baisserait, à elle seule, de 19 Mt. Les exportations se replieraient de 4 Mt, à 172 Mt. L'épidémie de peste porcine africaine qui touche le cheptel chinois réduit les besoins en alimentation animale et donc les achats à l'extérieur. Cette situation pèse sur les prix. Dans ce contexte, et malgré la faible récolte française, les prix s'orientent à la baisse, avec 158 €/t en moyenne en octobre 2019 pour le maïs rendu Bordeaux contre 164,7 €/t au même mois de l'an dernier (- 4 % sur un an).

Annexe - Céréales

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2018 ET 2019

	RECOLTE 2018 (1)			RECOLTE 2019 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	19/18 (%)	19/MOY(c*) (%)
CEREALES (a)	9 054	69,1	62 566	9 370	75,7	70 963	+ 13,4	+ 7,4
Blé tendre	4 880	69,8	34 045	4 982	79,3	39 487	+ 16,0	+ 11,8
hiver	4 866	69,8	33 955	4 968	79,3	39 388	+ 16,0	+ 11,9
printemps	14	64,9	90	14	69,1	99	+ 10,2	- 4,8
Blé dur	354	50,7	1 795	249	62,1	1 548	- 13,8	- 13,0
hiver	347	50,6	1 758	242	62,1	1 506	- 14,4	- 13,2
printemps	7	56,0	37	7	60,2	42	+ 14,4	- 5,3
Orge, escourgeon	1 768	63,2	11 173	1 942	70,8	13 738	+ 23,0	+ 17,4
hiver	1 284	63,4	8 140	1 304	71,0	9 260	+ 13,8	+ 4,8
printemps	484	62,6	3 032	637	70,3	4 478	+ 47,7	+ 56,2
Avoine	92	46,6	428	87	48,7	422	- 1,5	- 2,1
hiver	59	47,0	279	49	48,0	236	- 15,6	- 9,5
printemps	32	45,9	149	38	49,6	186	+ 24,9	+ 9,2
Seigle	24	44,9	110	29	48,0	137	+ 25,1	+ 20,6
Triticale	284	47,5	1 349	306	54,6	1 668	+ 23,6	+ 1,3
Autres (pures et mélanges)	153	35,6	545	173	38,5	665	+ 22,1	+ 47,9
Riz	12	57,8	72	14	58,2	82	+ 13,6	+ 0,5
Céréales à paille	7 567	65,4	49 518	7 781	74,2	57 747	+ 16,6	+ 12,1
Mais (b)	1 426	89,2	12 728	1 506	84,9	12 789	+ 0,5	- 10,3
grain (b)	1 365	91,6	12 503	1 441	87,2	12 566	+ 0,5	- 10,2
semences	61	36,6	225	65	34,5	223	- 0,9	- 13,4
Mais fourrage (d)	1 416	120,7	17 082	1 422	114,5	16 283	- 4,7	- 9,4
Sorgho grain	61	52,7	320	83	51,2	427	+ 33,3	+ 36,4

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation Mensuelle au 1^{er} novembre 2019 - Agreste

(a) y c. semence

(b) y c. maïs grain humide

(c) moyenne 2014-2018

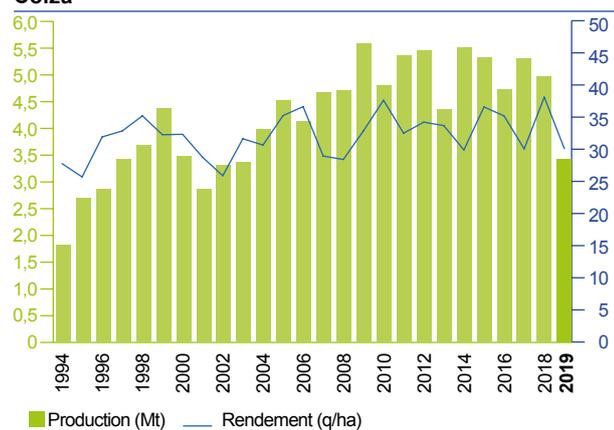
(d) production matière sèche

OLÉOPROTÉAGINEUX – POMME DE TERRE – SUCRE

En 2019, la production française d'oléagineux s'établit à 5,23 Mt, en repli de 21,7 % sur un an en raison de la forte baisse des surfaces de colza. Les prix du colza se raffermissent depuis juillet 2018 tandis que ceux du soja restent toujours dépendants des tensions commerciales sino-américaines. Les cours du tournesol sont légèrement à la hausse, le niveau de la récolte mondiale limitant les possibilités d'augmentation des prix. Malgré la hausse de la production en 2019, la baisse des prix des pommes de terre devrait être limitée du fait d'une demande qui reste soutenue. La production de sucre se contracterait mais les incertitudes persistent sur une remontée significative des cours pour la campagne 2019-2020.

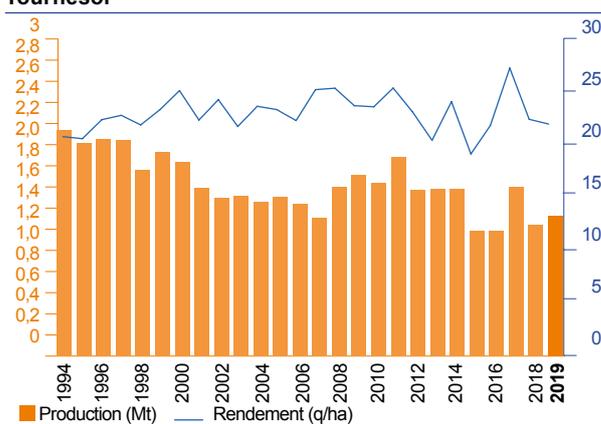
Principaux indicateurs

Graphique 1
Colza



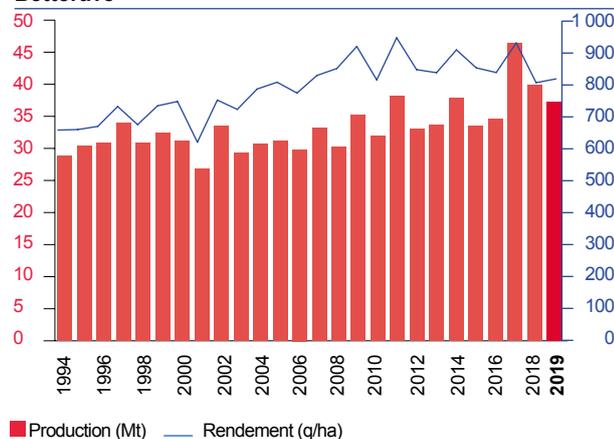
Source : Agreste

Graphique 2
Tournesol



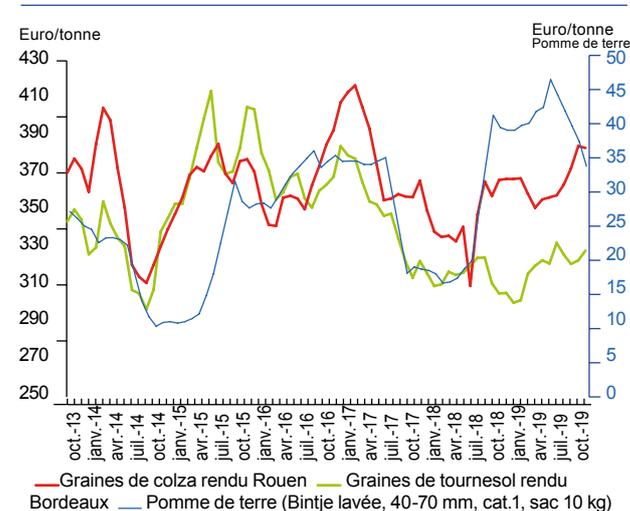
Source : Agreste

Graphique 3
Betterave



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : La Dépêche

En 2019, des récoltes françaises d'oléagineux pénalisées par la chute des surfaces de colza ; de très bons rendements pour les protéagineux

En 2019, la production française d'oléagineux est en forte diminution. Si le rendement global reste comparable

à l'année précédente, les surfaces sont en net retrait, passant de 2,36 Mha en 2018 à 1,90 Mha en 2019.

Ce recul de la production d'oléagineux s'explique par la sole de colza qui perd 512 milliers d'hectares en 2019. En effet, la production de colza recule à 3,44 Mt, en diminution de

31 % en un an et de 33,6 % par rapport à la moyenne 2014-2018 (graphique 1). Les conditions difficiles des semis en 2018 liées à la sécheresse ainsi que les attaques de ravageurs ont conduit les agriculteurs à substituer d'autres cultures au colza, en particulier le blé tendre et les orges de printemps.

Les rendements augmenteraient de 0,3 q/ha, à 31,1 q/ha (*annexe Oléoprotéagineux*).

La récolte de tournesol s'établit à 1,325 Mt (+ 7 % sur un an et - 2,5 % par rapport à la moyenne 2014-2018). Les surfaces progressent de 52 milliers d'hectares par rapport à 2018 tandis que le rendement s'inscrit en légère baisse à 22 q/ha, contre 22,4 q/ha lors de la campagne précédente (*graphique 2*).

La récolte française de protéagineux s'accroît sensiblement (+ 18,1 % sur un an ; + 3 % par rapport à la moyenne 2014-2018). La production de pois protéagineux augmente de 16,9 %, à 690 milliers de tonnes, grâce à des rendements atteignant 40 q/ha (35,3 q/ha en 2018). Pour les fèves et féveroles, la hausse des rendements, combinée à celle de 10 % des surfaces, entraîne une croissance de la production (+ 23,3 %, à 176 milliers de tonnes).

Recul de la production mondiale d'oléagineux, dans un contexte d'incertitudes géopolitiques toujours fortes pour le soja

La production mondiale d'oléagineux s'établirait à 574,9 Mt en 2019-2020 selon l'USDA, soit 17 Mt de moins que pour la campagne 2018-2019. Les stocks de fin de campagne d'oléagineux s'élèveraient à 109,8 Mt, en baisse de 18,5 Mt.

Le soja, premier oléagineux produit dans le monde, verrait à lui seul sa production baisser de 20 Mt à 339 Mt d'après l'USDA. Le Brésil redeviendrait le premier producteur mondial devant les États-Unis (123 Mt, contre 96,6 Mt).

Le net recul de la production américaine (- 18 %) s'explique par la contraction des surfaces (- 5 millions d'hectares). Le soja produit aux États-Unis fait face à une double incertitude quant à ses débouchés en Chine, premier importateur mondial. D'une part, la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis avec la hausse des taxes sur les exportations chinoises a entraîné l'instauration de taxes chinoises, en représailles, en particulier sur le soja américain. D'autre part, la peste porcine africaine a provoqué l'abattage d'une partie du cheptel porcin

chinois, réduisant ainsi ses besoins en soja (composante importante de l'alimentation des élevages), dans un pays où le porc représente 60 % de la consommation de viande.

En 2019-2020, les échanges mondiaux seraient quasiment stables, à 149,4 Mt (+0,5 % sur un an) et les stocks mondiaux en fin de campagne diminueraient fortement, à 95,2 Mt contre 109,9 Mt en 2018-2019. La production de tourteaux de soja augmenterait de 4,5 Mt, atteignant 239,7 Mt.

Le recul de la production de colza européen stimule le commerce mondial

La production mondiale de colza se contracterait de 3,3 Mt, à 68,6 Mt d'après l'USDA (ministère de l'agriculture des États-Unis). La consommation de colza serait de 70,1 Mt, en baisse de 0,9 Mt sur un an. Les stocks mondiaux diminueraient de 22 %, à 6,4 Mt.

En 2019, l'Union européenne enregistre une très mauvaise récolte, 17,1 Mt contre 20 Mt l'an dernier, selon l'USDA. La consommation étant attendue à 23 Mt en 2019-2020, les besoins en importation de l'UE sont importants, soutenant le commerce mondial et les prix. L'UE devrait importer 5,1 Mt et puiseraient dans ses stocks à hauteur de 0,9 Mt pour satisfaire sa consommation en 2019-2020.

En France, les prix moyens du colza rendu Rouen sur les quatre premiers mois de la campagne 2019-2020 sont en hausse de 4,7 % par rapport à 2018-2019 (*graphique 4*).

Tournesol : stagnation des récoltes mondiales et légère hausse des prix

En 2019-2020, la production mondiale de tournesol serait stable à 51,4 Mt, selon l'USDA, malgré un léger recul de l'Ukraine, premier producteur mondial (-0,5 Mt) à 14,5 Mt, compensé par une hausse de la production russe de 0,3 Mt, à 13 Mt. L'Ukraine représente 28 % de la récolte mondiale. Sur les quatre premiers mois de campagne 2019-2020, les prix de la graine de tournesol rendu Bordeaux augmentent de 2,8 % en moyenne par rapport

à la même période de la campagne précédente. Les prix étaient restés plutôt faibles jusqu'à fin 2018 où ils avaient atteint un plus bas à 300 €/t, avant de remonter au printemps 2019 aux alentours de 320 €/t et de se stabiliser ensuite.

Pomme de terre : l'impact de la hausse de la production sur les prix pourrait être limitée en raison d'une demande soutenue

En 2019, la production de pommes de terre de conservation et de demi-saison, qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre, s'élèverait à 6,5 Mt, d'après les estimations du SSP. Elle augmenterait de 9 % par rapport à 2018 et de 11 % par rapport à la moyenne 2014-2018.

La hausse de la production s'explique essentiellement par l'augmentation des surfaces (+ 5 % par rapport à 2018 et + 16 % par rapport à la moyenne quinquennale), les rendements n'ayant progressé que par rapport à 2018 (+ 3 % contre - 4 % par rapport à la moyenne 2014-2018). La forte augmentation des prix liée au recul de la production en 2018 et les besoins de l'industrie ont été des facteurs incitant à l'accroissement des surfaces.

Les rendements affichent de fortes disparités selon les régions mais aussi entre parcelles irriguées et non irriguées (en France, 50 à 60 % des surfaces emblavées sont irriguées). Les vagues de canicule et la sécheresse en juin et juillet ont surtout affecté les variétés précoces et hâtives et les surfaces non irriguées. La récolte de pommes de terre de féculerie fléchirait, quant à elle, de 7 % sur un an, en lien avec la baisse des surfaces.

La récolte française s'inscrit dans un contexte de production européenne également en hausse selon l'estimation provisoire du Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) rassemblant les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique). Les récoltes s'établiraient à 26,9 millions de tonnes, en augmentation de 10 % par rapport à 2018 et de 2 % par rapport à la moyenne 2014-2018,

sous l'effet de la hausse des surfaces (excepté en Grande-Bretagne). Les rendements se caractérisent par une grande hétérogénéité selon les pays. L'enracinement et le développement des plantes se sont bien déroulés, malgré certaines difficultés liées au froid en début du cycle de la culture. Par la suite, la sécheresse et le manque de capacité d'irrigation ont généré de l'incertitude sur le potentiel de croissance en fin de cycle. Ainsi, avec un faible développement de l'irrigation, les rendements en Belgique seraient les plus bas de la zone NEPG. Des interrogations demeurent cependant car la récolte 2019 est plus tardive que d'habitude. En effet début septembre, l'irrigation fonctionnait partout où elle était disponible car il faisait trop sec et, courant octobre, il était impossible de commencer les arrachages en raison de l'humidité des sols.

Orientés en baisse depuis septembre, les niveaux de prix anticipent la hausse de l'offre attendue pour la nouvelle campagne (*graphique 4*), à condition que les arrachages se déroulent normalement. Selon le NEPG, s'il est certain que les prix ne se maintiendront pas au niveau de la dernière campagne, ils devraient rester fermes du fait d'une demande industrielle d'autant plus importante que les stocks sont faibles en début de campagne.

Sucre : en 2019-2020, incertitude sur une remontée des prix malgré une campagne qui s'annonce déficitaire

En France, les semis 2019 ont été marqués par des conditions météorologiques plutôt favorables voire excellentes dès le début du printemps. Les surfaces sont en revanche en diminution de 8 % par rapport à 2018, dans un contexte de forte baisse des prix du sucre. Malgré un été plutôt sec qui a pu affecter le potentiel des cultures dans certaines régions, notamment celui des parcelles non irriguées, les rendements, estimés à 83,4 t/ha, sont supérieurs à ceux de la récolte 2018 (82,2 t/ha) mais diminueraient de 6 % par rapport au niveau moyen 2014-2018. La récolte betteravière 2019 se contracterait ainsi à 36,9 Mt (- 8% par rapport à la production 2018 et - 4 % par rapport à la moyenne 2014-2018). En

conséquence, la production française de sucre en 2019 ne pourra que reculer : elle devrait atteindre 4,8 Mt pour le sucre de betterave contre 5,1 Mt en 2018, auxquels il faut ajouter 0,18 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

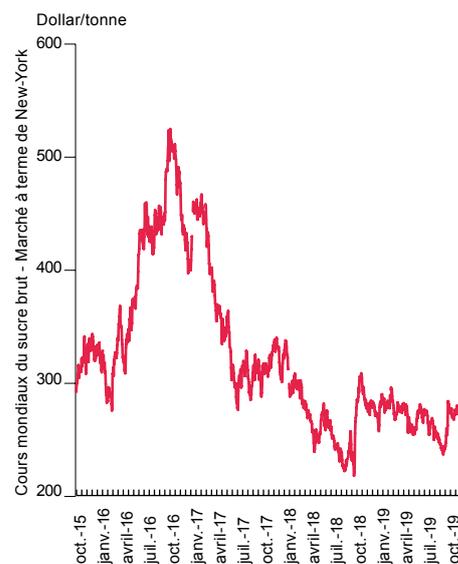
La campagne 2019-2020 débute par un léger rebond des cours en octobre, en lien avec la double perspective d'un déficit du bilan mondial production-consommation pour la campagne à venir et d'une hausse des prix du pétrole (*graphique 5*). La production mondiale reculerait d'au moins 4 Mt selon l'ISO, à 172 Mt en 2019-2020, alors que la consommation mondiale, bien qu'en hausse ralentie, s'élèverait à 177 Mt. Les productions de sucre en Inde et en Thaïlande sont attendues en baisse (conditions météorologiques peu favorables et crise du secteur en Inde, développement de l'éthanol carburant en Thaïlande, ...). C'est aussi le cas au Brésil, du fait de l'orientation accrue de la production de canne à sucre vers la production d'éthanol, ainsi que dans l'UE, en lien avec la baisse de la production de betteraves, dans un secteur qui connaît par ailleurs des difficultés économiques.

Si le rebond des cours mondiaux est notable par rapport aux prix affichés en septembre, il s'agit peu ou prou d'un retour à des valeurs enregistrées durant l'été et, aux niveaux de prix du début de campagne précédent. Ainsi, le niveau des cours mondiaux reste bas. Certains facteurs pèsent sur la poursuite d'un redressement durable des cours du sucre : stocks disponibles notamment en Inde et au Brésil, politique de subvention des exportations en Inde, ralentissement de la consommation.

En outre, il n'est pas certain que le redressement relatif des cours mondiaux se traduise à court terme sur le marché européen du sucre ; même si le cours du sucre européen remontait, les prix de la betterave payés aux agriculteurs devraient enregistrer cette hausse avec un certain retard, puisque la production de betteraves est contractualisée bien en amont du début de la campagne sucrière. Les prix contractuels sont fixés au printemps et ont donc été négociés lorsque les cours du sucre étaient encore plus bas.

Graphique 5

Des prix de début de campagne 2019-2020 à peu près au même niveau que ceux du début de 2018-2019



Source : FranceAgriMer

Annexe – Oléoprotéagineux – Pomme de terre – Sucre

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2018 ET 2019

	RECOLTE 2018 (1)			RECOLTE 2019 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	19/18 (%)	19/MOY(d*) (%)
OLEAGINEUX (a)	2 357	28,3	6 679	1 903	27,5	5 233	- 21,7	- 24,6
Colza	1 617	30,8	4 981	1 105	31,1	3 436	- 31,0	- 33,6
hiver	1 615	30,8	4 975	1 103	31,1	3 429	- 31,1	- 33,7
printemps	2	28,6	5	2	29,8	7	+ 29,7	+ 22,3
Tournesol	552	22,4	1 239	604	22,0	1 325	+ 7,0	- 2,5
Soja	154	25,9	398	163	25,4	413	+ 3,7	+ 20,2
Autres oléagineux	35	17,5	61	32	18,3	58	- 4,5	- 0,2
PROTEAGINEUX (a)	227	32,5	740	239	36,6	873	+ 18,1	+ 3,0
Féveroles (et fèves)	57	24,9	143	63	27,9	176	+ 23,3	- 17,9
Pois protéagineux	167	35,3	590	173	40,0	690	+ 16,9	+ 11,2
Lupin doux	3	23,8	7	3	25,4	8	+ 10,2	- 44,1
BETTERAVES (b)	486	821,5	39 914	446	834,1	37 162	- 6,9	- 3,3
POMMES DE TERRE (c)	191	398,8	7 606	...	...	...	...	...
Plants	22	316,9	684	...	...	...	...	...
Féculerie	24	397,4	957	22	396,6	890	- 7,0	- 10,7
Conservation et demi-saison	145	411,2	5 965	153	425,0	6 494	+ 8,9	+ 11,4

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation Mensuelle au 1^{er} novembre 2019 - Agreste

(a) y c. semences

(b) non compris semences, données à 16 % de richesse en sucre

(c) dessus de plants inclus dans la production, non compris dans les surfaces et rendements

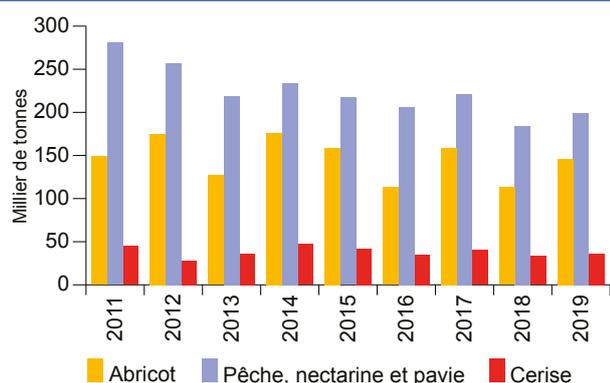
(d) moyenne 2014-2018

FRUITS

En 2019, favorisée par une météo clémente, l'offre française et européenne en fruits d'été se redresse par rapport à 2018, année de faibles récoltes. Cette hausse de la production s'accompagne d'une baisse des cours, à l'exception de la cerise et de la fraise. La production de pommes se redresse alors que celle de poires est l'une des plus basses des cinq dernières années. Le chiffre d'affaires à la production s'accroît en France sur un an pour tous les fruits d'été, avec toutefois des disparités selon les régions. Pour les fruits d'hiver, en ce début de campagne, il progresse pour la cinquième année consécutive pour la poire, mais recule pour la pomme.

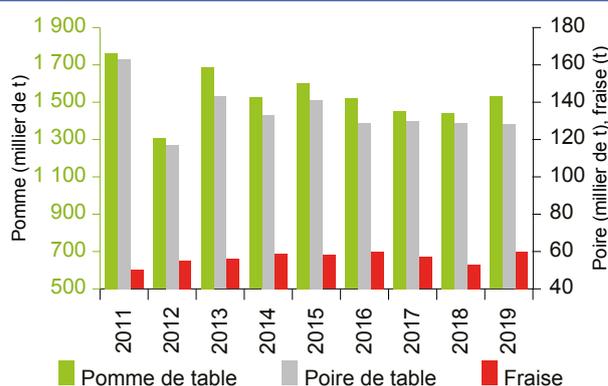
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production



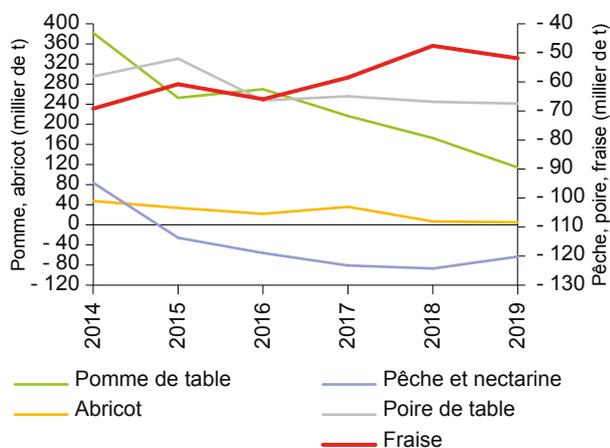
Source : Agreste

Graphique 2
Production



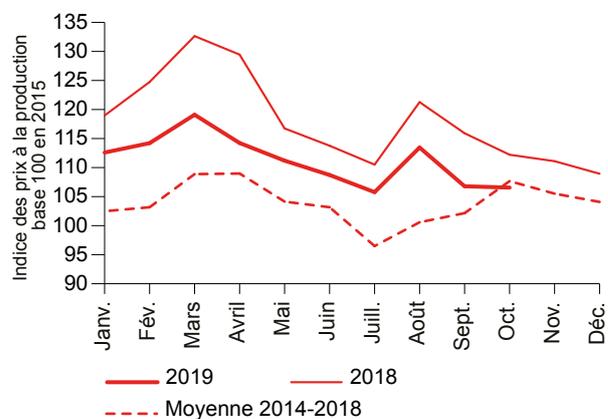
Source : Agreste

Graphique 3
Solde des échanges (9 mois*)



* Sur les 9 mois de chaque année.
Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des fruits frais



Sources : Insee, Agreste

En 2019, rebond des productions de fruits d'été en France et dans l'Union européenne

En 2019, la production française de fruits à noyaux (abricot, pêche et cerise) augmente sur un an (*graphique 1 - annexe Fruits*), malgré des orages de grêle destructeurs en été.

La production d'**abricots** augmente fortement sur un an (+ 29 %) pour s'établir dans la moyenne 2014-2018, grâce à des conditions climatiques favorables à la floraison, notamment en Vallée du Rhône (+ 44 % sur un an). Dans ce bassin, toutefois, la récolte sera inférieure au niveau moyen des années 2014 à 2018 (- 6 %), des orages de grêle estivaux

particulièrement destructeurs ayant réduit le potentiel de production initial.

La production de **pêches** est en hausse de 8 % sur un an, mais baisse par rapport à la moyenne 2014-2018. Dans la Vallée du Rhône, la production diminue à la fois sur un an et par rapport au niveau moyen, en raison d'orages de grêles dévastateurs pendant l'été.

La récolte française de **cerises** rebondit de 11 % par rapport à 2018, la plus faible des six dernières années. Néanmoins, elle reste inférieure de 11 % à la moyenne sur cinq ans.

Dans l'Union européenne, les récoltes de fruits à noyau s'accroissent également. La production d'abricots augmente de 7 % par rapport à 2018 et de 14 % par rapport au niveau moyen des campagnes 2013 à 2017, selon MEDFEL (salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée). La production italienne, la première en Europe, progresse de près de 30 % sur un an, se situant 23 % au-dessus de son niveau moyen. Seule la production espagnole se contracte sur un an, et de façon très marquée (- 36 %), conséquence du gel survenu en février dans les régions de Murcie et Castille-La Manche. Les récoltes européennes de pêches et nectarines s'accroissent aussi (+ 9 % par rapport à 2018 et + 1 % comparé à la moyenne 2013-2017) : celles de l'Espagne et de l'Italie, principaux pays producteurs dans l'UE, se redressent tandis que la production de la Grèce diminue. En Turquie, premier producteur en Europe, la récolte de cerises est estimée en hausse de 6 % sur un an, selon Infofruit. Les productions espagnole et italienne sont particulièrement limitées en variétés précoces.

La production française de **pommes** est prévue en hausse de 6 % sur un an, malgré la canicule et la sécheresse qui ont réduit le calibre des variétés précoces (*graphique 2 - annexe*). Dans la plupart des régions, la production reste élevée, notamment en Golden et Gala, hormis en région Centre et dans les vallées alpines.

En revanche, la production française de **poires** reculerait de 1 % sur un an, avec des différences selon les variétés : baisse marquée (- 8 %) pour les poires d'été William en raison du gel et légère hausse pour les variétés d'automne et d'hiver. La production reculerait dans le Centre, en Paca et en Occitanie et progresserait dans les Pays de la Loire et dans la Vallée du Rhône.

Dans l'UE, la production de pommes et de poires chuterait sur un an après le rebond important observé l'année précédente : la Pologne, premier pays producteur en Europe de pommes, serait fortement pénalisée par le gel printanier (- 44 % sur un an). L'Italie, en tête des pays producteurs de poires, enregistrerait un recul d'un tiers de sa production de poires. En Italie, la variété Abate-Fétel est particulièrement touchée, avec une baisse de moitié de la récolte.

Une production de fraise en hausse pour la deuxième année consécutive

En 2019, la production nationale de fraises non destinées à la transformation progresse nettement par rapport à celle de 2018, sur des surfaces nationales en légère hausse par rapport à la moyenne 2014-2018. Les récoltes sont en hausse sur un an dans tous les bassins, en dépit des fortes chaleurs de l'été et de la pression des nuisibles, notamment de la drosophile *Suzukii*.

Des cours en baisse pour les fruits d'été (excepté la fraise, la cerise et la poire) - des exportations toujours en repli pour l'abricot

En 2019, les cours à la production des fruits, mesurés par l'indice des prix agricoles à la production (Ippap), sont dans l'ensemble peu soutenus par rapport à ceux de 2018, sauf pour la fraise, la cerise et la poire (*graphique 4 - annexe*).

Sur la campagne 2019 (juin à août), les prix à la production de l'**abricot** sont inférieurs de 9 % à ceux de 2018 et de 2 % à la moyenne 2014-2018. Contrairement à l'année précédente, le marché intérieur a peu souffert de la concurrence espagnole, en raison d'une récolte limitée dans ce pays. La demande sur le marché intérieur, dans un premier temps, est relativement modérée, surtout en calibre A, puis est stimulée par la canicule à partir de fin juin. Sous l'effet de la canicule qui bloque le grossissement des fruits, l'offre devient déficitaire, notamment en gros calibres. Bien que l'écoulement du produit soit fluide, la

demande reste modérée, surtout à partir de la mi-juillet. Dans un contexte de ralentissement des ventes et de lots marqués par la grêle ou la canicule, les cours peinent à se redresser. La concurrence sur le marché européen est vive, en raison de l'importance de la récolte italienne. En août, le marché intérieur est ainsi encombré par des lots de variété Bergeron qui n'ont pas pu trouver preneur à l'exportation. Sur la campagne, les exportations chutent d'un quart par rapport à 2018, après une baisse équivalente en 2018. Elles se réduisent de plus de la moitié par rapport à la moyenne 2014-2018 (- 57 %). L'excédent des échanges s'érode de nouveau en volume sur un an, malgré une contraction des importations. Il est ainsi dix fois moins élevé que le niveau moyen 2014-2018 (3 000 tonnes contre 30 000 tonnes) (*graphique 3 - annexe*).

Sur la période de juin à septembre 2019, les cours de la **pêche-nectarine** baissent sur un an (- 6 % par rapport à 2018), tout en se situant 15 % au-dessus des prix moyens 2014-2018. Sur la plus grande partie de la campagne, les cours bénéficient d'une demande dynamique, entretenue par un été caniculaire, le troisième le plus chaud depuis 1900. En été, les calibres restent assez petits, en raison d'une canicule persistante dans les régions productrices, ce qui a pour effet de réduire les quantités commercialisées. Un déficit d'offre se crée en fruits de calibre A ou supérieur, à l'inverse de ceux de calibre B, dont les cours s'effritent légèrement. En fin de saison (fin août-septembre), les volumes mis en marché sont toutefois plus importants que les années passées du fait de la canicule qui a retardé le calendrier de production. La formation de stocks pèse sur les cours. Avec la baisse de la demande, les cours de septembre fléchissent de 10 % sur un an, tout en restant proches de la moyenne quinquennale. Les importations en provenance d'Espagne baissent légèrement sur un an et par rapport à la moyenne sur cinq ans. Parallèlement, de mai à août 2019, les exportations françaises augmentent par rapport à 2018 (+ 8 %), tout en restant inférieures

d'un tiers à leur niveau moyen 2014-2018. Le déficit des échanges se réduit ainsi de 2 % sur un an (*graphique 3 - annexe*).

Sur l'ensemble de la campagne 2019 (mai à juillet), les prix à la production de la **cerise** augmentent sensiblement par rapport à ceux de la campagne précédente (+ 19 %) et de la moyenne 2014-2018 (+ 16 %). Le calendrier de production est plus étalé qu'en 2018. La commercialisation est tardive avec un pic de production atteint fin juin et des fruits présents en quantité sur les étals en juillet. Le fruit bénéficie au cœur de la campagne (juin et juillet) de conditions climatiques favorables à la fois à la production et à la consommation, contrairement à 2018.

Les prix moyens de la **fraise** en 2019 sont supérieurs à ceux de 2018 et aux cours moyens 2014-2018 (3 % environ). En début de campagne, les prix sont en retrait sur un an, le marché se heurtant à la concurrence ibérique et à une demande peu soutenue. Les prix à la production se tassent un peu plus avec la montée en production saisonnière des bassins. La plupart du temps, ils sont inférieurs à 2018 et à la moyenne quinquennale. Les fortes chaleurs de l'été activent la consommation, contribuant à l'écoulement fluide du produit et au raffermissement des prix. En fin de campagne, la faible production, issue essentiellement des variétés remontantes, alimente les étals de façon irrégulière, conséquence des chaleurs de juillet et d'août, sur un marché par ailleurs peu animé. Après un recul important en 2018, les importations sont de nouveau en hausse, en cumul de janvier à septembre, pour 2019, creusant ainsi le déficit des échanges de 9 % sur un an.

En début de campagne 2019-2020 et jusqu'à octobre 2019, seule la **poire**, parmi les fruits à pépins, affiche des prix en hausse sur un an, et plus encore par rapport aux prix moyens 2014-2018, alors que la production s'annonce en repli en France comme dans le reste de l'UE. À l'automne 2019, l'écoulement est fluide pour les dernières poires d'été, notamment la variété Guyot. L'offre commercialisée

en poires d'été est réduite, ce qui facilite la fermeté des cours de la poire en début de campagne. Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre 2019), les volumes de poires exportés sont quasiment stables sur un an (- 3 %) après avoir chuté lors de la campagne précédente. Ils restent très inférieurs à leur niveau moyen sur cinq ans (- 60 %).

Avec une météo automnale plutôt clémente, la demande en pommes est moins dynamique sur le marché national qu'à l'extérieur de l'hexagone. Sur les trois premiers mois de la campagne 2019-2020, les prix moyens de la **pomme** (août à octobre 2019) fléchissent comparés à 2018 sous l'effet de l'augmentation de la production française, tout en s'établissant au-dessus des cours moyens 2014-2018. Sur la période de juillet à septembre 2019, les volumes exportés vers l'Union européenne continuent de baisser sur un an (- 13 %) et par rapport à la moyenne 2014-2018 (- 43 %). En début de campagne, les volumes exportés se redressent vers les pays tiers (+ 28 % sur un an) après avoir chuté lors de la campagne précédente. Ils restent néanmoins inférieurs de 20 % à leur niveau moyen sur cinq ans. La demande est particulièrement bien orientée vers le Moyen-Orient ou l'Asie, où les stocks chinois de l'ancienne campagne sont au plus bas.

En 2019, hausse du chiffre d'affaires des fruits d'été

En 2019, le chiffre d'affaires à la production de la **pêche** s'accroît de 2 % sur un an, au niveau national, et de 9 % comparé à la moyenne 2014-2018, grâce à la bonne tenue de la production. Les disparités dans l'évolution du chiffre d'affaires sont toutefois importantes entre bassins de production : baisse en Vallée du Rhône en raison de quantités et de prix en repli et augmentation en Languedoc et Roussillon, sous l'effet de la hausse de la production. Ramené à l'hectare, la progression du chiffre d'affaires est encore plus marquée : + 15 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes au niveau national, atteignant + 24 % en

Languedoc et Roussillon et + 12 % en Paca.

Au niveau national, le chiffre d'affaires 2019 de la **cerise** progresse de 32 % sur un an et de 6 % comparé à la moyenne 2014-2018, sous l'effet de l'augmentation conjuguée des prix et des quantités produites (*graphique 3*). Dans tous les bassins de production, le chiffre d'affaires est estimé en hausse sur un an (surtout en Vallée de la Garonne) et par rapport à la moyenne quinquennale (sauf en Provence).

Le chiffre d'affaires de l'**abricot** augmente de 17 % sur un an au niveau national, dépassant légèrement le niveau moyen 2014-2018 (+ 1 %). Cependant, il reste en deçà des niveaux antérieurs à 2016. La hausse des volumes produits fait plus que compenser la baisse des prix. Cette tendance nationale masque cependant des différences entre régions. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires rebondit d'un tiers sur un an, grâce au redressement de la production, mais se situe de nouveau au-dessous de son niveau moyen (- 5 %). En Paca et Languedoc et Roussillon, il progresse sur un an et par rapport à la moyenne quinquennale, malgré la baisse des cours.

Le chiffre d'affaires cumulé de mars à juillet 2019 de la **fraise**, hors transformation, augmente nettement sur un an (+ 17 %) et par rapport la moyenne 2014-2018 (+ 8 %), porté par des récoltes supérieures à celles de 2018 dans un contexte de hausse des prix. Sous l'effet de la forte croissance de la production, le chiffre d'affaires de la région Nouvelle-Aquitaine est particulièrement dynamique.

Malgré la hausse de la production, le chiffre d'affaires national de la **pomme** baisse sur un an, dans le sillage du recul des prix. Il se situe néanmoins au-dessus du niveau moyen des cinq dernières campagnes. Pour la poire, le chiffre d'affaires national progresse pour la cinquième année consécutive. Ces évolutions sont néanmoins à relativiser dans la mesure où elles ne portent que sur les premiers mois de la campagne.

Annexe - Fruits

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19
Cerise	mai.-juil. 2019	32,0	6,2	19,0	16,0	10,9	-7,8	-1,4	-1,4
Pêche	juin.-sept. 2019	1,6	8,9	-6,1	15,1	8,2	-6,4	-0,5	-5,9
Abricot	juin.-août. 2019	17,5	1,0	-8,9	-2,0	28,9	1,0	-0,1	0,7
Fraise	mars-juil. 2019	17,4	8,3	2,6	3,0	14,4	5,2	1,2	2,2
Pomme	août 2019 - juin 2020	-2,7	3,1	-8,4	1,4	6,2	1,6	0,6	1,7
Poire	juil. 2019 - avr.2020	1,1	11,9	2,3	15,6	-1,2	-3,4	2,1	0,9

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne jusqu'au dernier mois sauf pour la pomme et la poire pour lesquelles le calcul est fait du 1^{er} mois de campagne jusqu'à octobre.

Note de lecture : pour la cerise (de bouche uniquement), l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de mai à juillet 2019, augmente de 32 % par rapport à mai-juillet 2018. L'écart de l'indice par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de + 6,2 %.

Commerce extérieur

Millier de tonnes

	Année	Cerise	Pêche	Abricot	Fraise	Pomme	Poire
Exportations	2011	8 050	43 886	48 713	17 649	476 563	27 993
	2012	3 913	47 046	58 254	19 733	451 189	19 614
	2013	4 477	43 614	45 450	16 451	305 125	21 047
	2014	7 079	43 828	65 145	13 201	501 052	16 178
	2015	4 624	46 004	52 704	12 199	402 380	16 933
	2016	2 732	40 880	42 041	11 167	402 438	10 085
	2017	2 721	43 359	56 088	10 701	353 447	10 705
	2018	1 879	25 096	28 173	8 595	295 563	5 669
	2019	1 746	29 008	21 718	8 474	239 517	5 311
Importations	2011	10 124	109 096	9 741	87 092	113 623	111 138
	2012	7 672	121 314	13 868	100 908	133 858	82 542
	2013	6 540	141 730	19 842	89 746	214 967	83 316
	2014	7 011	138 552	17 714	82 427	119 031	74 313
	2015	7 768	159 691	19 010	72 989	149 743	68 926
	2016	7 609	159 819	20 181	77 137	132 559	76 475
	2017	6 598	166 587	20 217	69 201	136 821	75 658
	2018	8 580	149 362	21 390	56 166	122 889	72 511
	2019	10 584	149 193	16 726	60 352	125 381	72 799
Solde des échanges	2011	- 2 074	- 65 210	38 972	- 69 443	362 939	- 83 145
	2012	- 3 759	- 74 268	44 385	- 81 175	317 331	- 62 928
	2013	- 2 063	- 98 115	25 608	- 73 295	90 158	- 62 269
	2014	67	- 94 724	47 430	- 69 226	382 021	- 58 134
	2015	- 3 144	- 113 687	33 694	- 60 790	252 637	- 51 993
	2016	- 4 877	- 118 938	21 860	- 65 969	269 879	- 66 390
	2017	- 3 877	- 123 228	35 871	- 58 500	216 626	- 64 953
	2018	- 6 701	- 124 266	6 783	- 47 571	172 673	- 66 842
	2019	- 8 838	- 120 185	4 992	- 51 878	114 135	- 67 488

Source : Douanes cumul de janvier à septembre

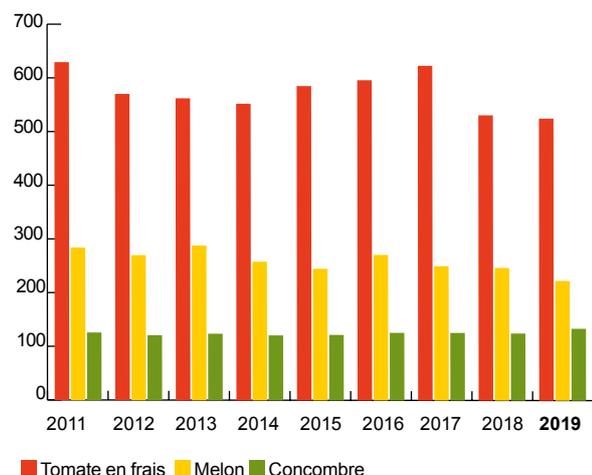
LÉGUMES

En 2019, les récoltes de légumes d'été, à l'exception du concombre, sont en repli, pénalisées par la météo printanière puis estivale, et dans certains cas, par la diminution des surfaces. En dépit d'une forte volatilité, les prix des légumes d'été augmentent par rapport à 2018, à l'exception des salades. Les récoltes des légumes d'hiver s'annoncent stables ou en hausse, hormis pour le chou-fleur, dont les surfaces reculent. En début de campagne 2019-2020, leurs cours (à l'exception du poireau) sont inférieurs à ceux de la campagne précédente, particulièrement élevés, tout en restant supérieurs à la moyenne quinquennale. La fermeté des prix soutient les chiffres d'affaires de la tomate, du concombre, de la courgette et du poireau mais ne suffit pas pour le melon. Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, le solde des échanges extérieurs de la plupart des légumes frais s'améliore.

Principaux indicateurs

Graphique 1
Production

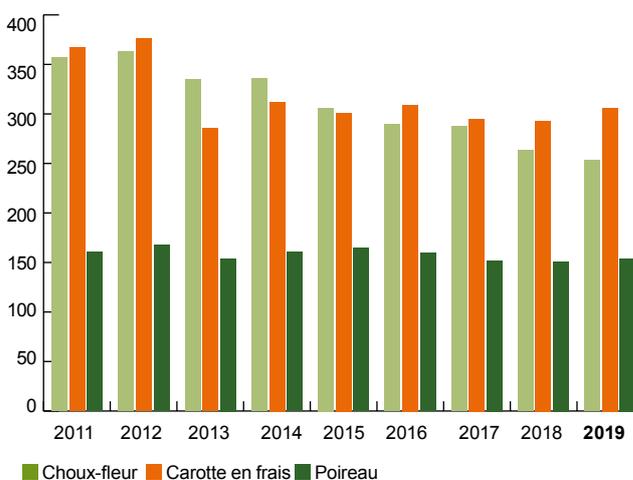
Millier de tonnes



Source : Agreste

Graphique 2
Production

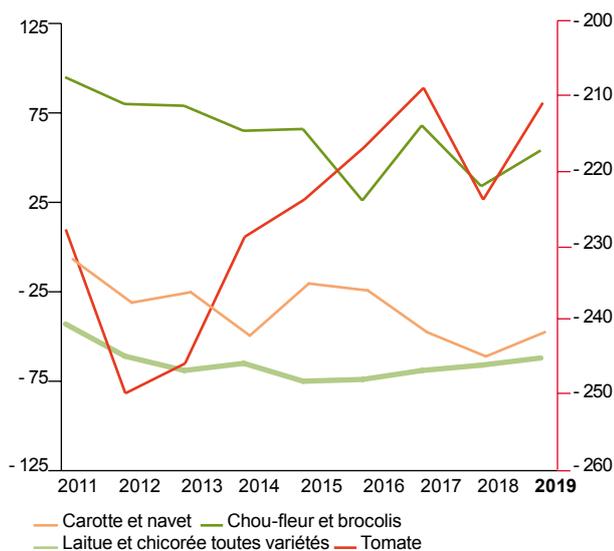
Millier de tonnes



Sources : Agreste

Graphique 3
Solde des échanges 2018 (9 mois*)

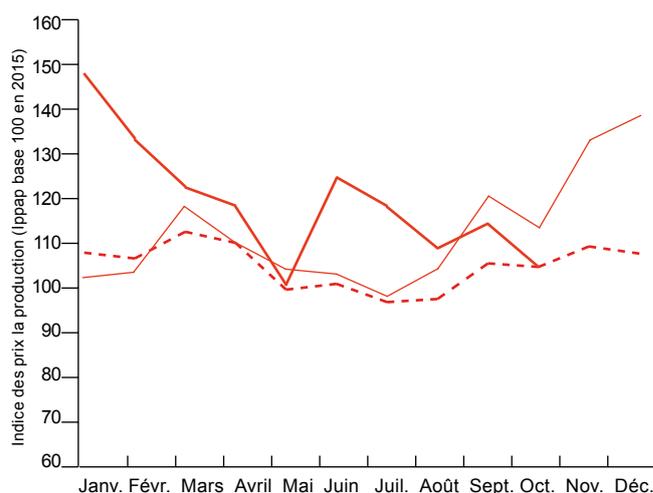
Millier de tonnes



* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des légumes frais



Sources : Insee, Agreste

Légumes d'été : déficit d'ensoleillement au printemps 2019 puis chaleurs estivales excessives perturbent les récoltes

À l'exception du mois de février 2019, les cultures souffrent d'un déficit d'ensoleillement en fin d'hiver 2018 et au printemps 2019. De ce fait, les rendements et les volumes des récoltes 2019 de légumes d'été sont inférieurs à ceux de 2018 et aux niveaux moyens des cinq dernières campagnes, à l'exception du concombre. Pour le melon et la chicorée, le recul est accentué par la réduction des surfaces. La consommation, affectée également par la fraîcheur du début de campagne, se trouve en équilibre avec l'offre disponible.

Avec l'installation de conditions estivales fin juin, les produits affluent sur le marché. La maturation accélérée de certains légumes (melon, tomate) entraîne le télescopage des productions en juillet. Le stress hydrique engendré par les deux vagues de canicule fin juin et fin juillet, accompagné parfois d'intempéries, perturbe le développement végétatif des légumes et dégrade la qualité des récoltes. La demande fait remonter les cours mais les excédents de certaines cultures qui finissent détruits, notamment pour les salades, ou qui engorgent le marché du melon et de la tomate, pèsent sur les prix.

Sur l'ensemble de la campagne d'été, les prix à la production augmentent, sauf pour les salades. Ils tirent les chiffres d'affaires à la hausse, à l'exception du melon et des salades pénalisés par des prix en berne.

Courgette et tomate : le chiffre d'affaires en augmentation grâce à la hausse importante des cours à la production

La production de **courgettes destinée au marché du frais** pour la campagne 2019 est estimée à 97 200 tonnes (t), en baisse de 8,5 % sur un an et de 18 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Le printemps maussade et la canicule pèsent sur les volumes et la qualité du légume. En moyenne, les prix progressent de 12 % par rapport à ceux de la campagne précédente,

malgré une consommation plutôt ralentie pendant l'été. Le chiffre d'affaires de la courgette destinée au marché du frais augmente de 3 % sur un an, tout en reculant de 13 % par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes.

Sur des surfaces stables, la **production de tomates destinées au marché du frais** est estimée à 520 500 t par rapport à la campagne 2019 (février à octobre), en repli de 1 % par rapport à la campagne précédente, et de 10 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Avec les températures estivales, des volumes importants arrivent sur les étals. Les fortes chaleurs mettent toutefois à mal les plants, faisant chuter les rendements. Au printemps, la demande est ralentie par la météo maussade (- 3 % sur les six premiers mois de 2019 par rapport à 2018, selon les données du panel Kantar), déclenchant une première crise conjoncturelle en mai 2019. La consommation est ensuite relancée par la météo estivale, et sur la période de juin à août les prix sont nettement supérieurs à ceux des années précédentes. De nouveau en octobre 2019, le marché de la tomate entre en crise sous l'effet d'un marché morose. Avec des prix moyens supérieurs à ceux de la campagne précédente et de la moyenne quinquennale, le chiffre d'affaires de la tomate en frais s'accroît de 13 % par rapport à 2018. Il diminue cependant par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 5*).

Melon : une baisse de production qui pèse sur le chiffre d'affaires malgré des cours soutenus

Sur la campagne 2019 (mai à octobre), la production de **melons** (225 000 t) se replie de 10 % sur un an et de 14 % par rapport à la moyenne 2014-2018, dans un contexte de contraction des superficies. Le printemps frais retarde le développement végétatif des premiers fruits mais les épisodes successifs de fortes chaleurs de l'été accélèrent la maturation des melons qui engorgent alors périodiquement les marchés. En moyenne sur la campagne, les cours sont toutefois plus élevés que ceux de 2018 et de la moyenne 2014-2018, portés

par la baisse de la production et la moindre concurrence du melon espagnol. La hausse des prix ne compense que partiellement la baisse de production et le chiffre d'affaires accuse un repli de 5 % en moyenne sur un an. Il progresse toutefois de 1 % par rapport au niveau moyen 2014-2018 (*graphique 5*).

Chicorée et laitue d'été : des productions et surtout des prix qui pénalisent le chiffre d'affaires des salades

Pour la campagne 2019 de la **chicorée d'été**, qui s'étend de mai à septembre 2019, la production s'établirait à 35 millions de têtes, en repli de 4 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La période estivale a compliqué la conduite des cultures et la consommation morose n'a pas permis d'écouler toute la production. Avec une production qui fléchit également en tonnes (- 20 %) et des prix moyens qui se contractent, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été recule de 27 % sur un an.

Pour la campagne 2019-2020 de la **laitue d'été** (mai à septembre), la production (241 millions de têtes) diminuerait de 2 % sur un an et de 16 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes à la suite de la baisse de rendements alors que les surfaces sont en légère hausse. Après un démarrage tardif en raison d'un printemps maussade et humide, la consommation et les prix baissent. Les fortes chaleurs de l'été entraînent des pertes de rendement ; la gestion de l'irrigation se complexifie et on observe des phénomènes de montaison. Les volumes, bien qu'en retrait sur un an, sont conséquents et la demande ne suffit pas à tout absorber. Avec un volume de production en net repli et des prix inférieurs de 11 % à ceux de la campagne 2018, le chiffre d'affaires de la laitue d'été est tiré vers le bas (- 18 % sur un an).

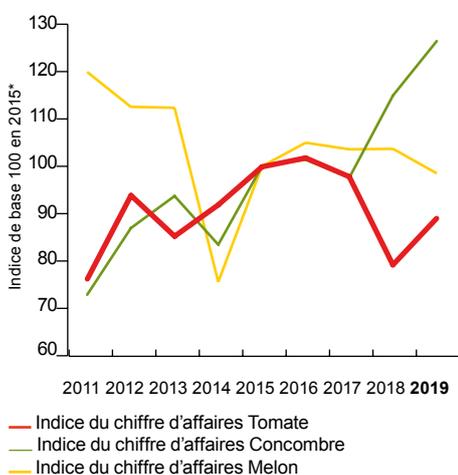
Concombre : un chiffre d'affaires porté par la hausse de la production et des prix

Sur la campagne 2019 (janvier-décembre), la production de

concombres (131 000 t) progresserait de 7 % par rapport à 2018 et de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, soutenue par une augmentation des surfaces (+ 1 % sur un an). Après un retard en début de campagne dû à un printemps maussade, les températures caniculaires de l'été et la pression sanitaire due aux insectes n'ont finalement qu'un effet limité sur le potentiel de production. La demande est au rendez-vous pendant les périodes de chaleur mais la canicule complique l'approvisionnement du marché intérieur tandis que la concurrence du Nord de l'Europe freine les prix. Néanmoins, sur l'ensemble de la campagne, les prix restent fermes. Sur la période de janvier à septembre 2019, le chiffre d'affaires du concombre progresse de 10 % sur un an et de 27 % par rapport à la moyenne 2014-2018 grâce à l'augmentation de la production et des prix moyens (+ 5 % par rapport à 2018 et + 17 % par rapport à la moyenne 2014-2018) (*graphique 5*).

Graphique 5

En 2019, le chiffre d'affaires de la tomate repart à la hausse après deux années de baisse



* chiffre d'affaires à la production calculé à partir de la production et des prix
Sources : Agreste

Commerce extérieur des légumes d'été : un déficit en baisse pour le concombre, la tomate et les salades

De janvier à septembre 2019, malgré le repli des récoltes, les exportations de légumes d'été croissent par rapport à la campagne précédente, grâce à la tomate (161 940 t) et à la courgette (16 740 t) tandis que

celles de melon, de concombre, et de chicorée régressent et celles de laitue se stabilisent. Le volume d'importation global des légumes d'été est stable sur un an, avec un recul pour le concombre, la tomate et les salades (chicorée et laitue). Le déficit se réduit ainsi pour le concombre, la tomate et les salades mais se creuse pour le melon.

Légumes d'hiver 2019-2020 : des prix qui se tassent à l'automne contribuant au repli du chiffre d'affaires du chou-fleur

En janvier 2019, les cours à la production des légumes d'hiver de la **campagne 2018-2019** se redressent après les intempéries de l'hiver qui ont fragilisé les récoltes et les mouvements sociaux qui ont désorganisé les circuits d'expédition et de commercialisation. Face à une consommation dynamisée par les températures hivernales, l'offre est limitée par le manque d'eau dans les champs : les cours sont fermes. L'offre européenne, notamment en carotte et poireau, se replie également. Les mois suivants se caractérisent par des températures exceptionnellement douces qui, en ralentissant la demande, font retomber les prix jusqu'en mars.

Pour la **campagne 2019-2020**, les semis ont été perturbés : printemps maussade (poireau et chou-fleur) et chaleur en juin (carotte). La mise en place des cultures d'endives se déroule dans de bonnes conditions. La sécheresse estivale vient ensuite peser sur la croissance des racines ainsi que sur les rendements des autres légumes d'hiver. Les prix sont plutôt fermes en début de campagne mais se tassent en septembre et octobre, la demande étant par ailleurs peu active, contribuant à l'effritement du chiffre d'affaires d'une partie des légumes d'hiver.

Carotte et endive : stabilité du chiffre d'affaires de la carotte et tendance au repli pour celui de l'endive

Au 1^{er} semestre 2019, en seconde partie de campagne 2018-2019, le froid hivernal entretient la consommation de **carottes** et les cours restent

fermes alors que l'offre est réduite sur les marchés nationaux et européens. La production de la campagne 2019-2020 (de mai 2019 à avril 2020) en carottes pour le marché du frais est estimée à 305 500 t, en progression de 8 % sur un an. Dans la continuité des premières carottes primeurs, les prix à l'automne 2019 sont fermes par rapport à la moyenne 2014-2018 mais en retrait par rapport à la campagne 2018-2019 dont la production avait été pénalisée par une succession d'aléas climatiques. Malgré le recul des cours sur un an, le chiffre d'affaires de la carotte en frais reste stable sur la période de mai à octobre 2019, grâce à la croissance de la production (*graphique 6*).

Au 1^{er} semestre 2019, la production de **chicons d'endives** de la campagne 2018-2019 est inférieure à celle de 2018 alors que les cours sont supérieurs à la moyenne 2013-2017.

Pour la campagne 2019-2020, la production de racines d'endives (de mai à octobre) serait stable sur un an et en progression de 7 % par rapport à la moyenne 2014-2018. Celle de chicons d'endives (150 560 t) se replierait de 1,5 % par rapport à la moyenne et de 1 % sur un an entre septembre 2019 et août 2020. En ce début d'automne, les prix de l'endive sont 10 % supérieurs aux prix moyens tout en se tassant sur un an. En moyenne sur les deux premiers mois de campagne, le chiffre d'affaires régresse sur un an de 3 %.

Poireau : un chiffre d'affaires en nette augmentation avec des prix et une production en hausse

Au début de l'année 2019, la fin de campagne 2018-2019 du **poireau** se caractérise par des niveaux de prix soutenus par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Pour la campagne 2019-2020 (mai 2019 à avril 2020), la production nationale de poireaux (153 950 t) augmenterait de 7 % sur un an. Fermes lors de la campagne primeur, les cours suivent une tendance à la baisse à l'arrivée de l'automne par rapport à la campagne 2018-2019. Sur la période de mai à octobre 2019, le chiffre d'affaires s'accroît de

15 % sur un an, porté par la hausse des prix pour la deuxième année consécutive (+ 7 %) (graphique 6).

Chou-fleur : tassement du chiffre d'affaires, en lien avec la baisse de production et des prix, après une année de progression

Au 1^{er} semestre 2019, la production hivernale de **choux-fleurs**, en forte baisse par rapport à 2018, en raison du printemps maussade et peu ensoleillé, s'accompagne de prix en repli face à une demande atone.

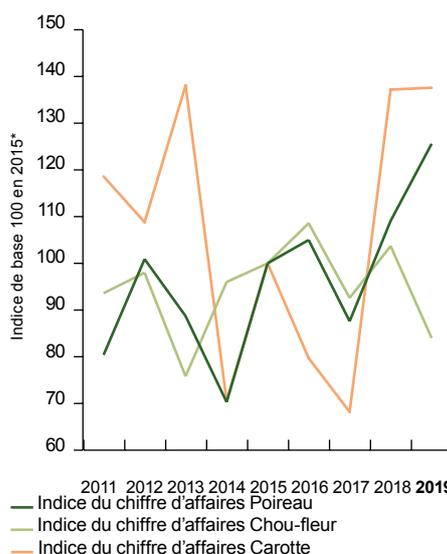
Pour la campagne 2019-2020, la production de choux-fleurs (253 000 tonnes) reculerait par rapport à la campagne précédente (- 2 %) et par rapport à la moyenne 2014-2018 (- 22 %), sur des superficies en régression. En dépit d'un début de campagne bien orienté, où l'offre encore limitée s'écoule sur un marché intérieur peu actif, et du soutien des exportations (Pologne), les cours à la production s'effritent à l'approche de l'automne alors que la météo encore clémente freine la

consommation. Les prix et la production étant en baisse à la fois sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, le chiffre d'affaires sur la période juin à octobre 2019 se contracte de 19 % sur un an et de 16 % par rapport à la moyenne (graphique 6).

Commerce extérieur des légumes d'hiver : une amélioration de la plupart des soldes commerciaux

Sur la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2019, le déficit commercial de la carotte se réduit tandis que l'excédent commercial du chou-fleur (y c. brocolis) progresse sous l'effet de la hausse des exportations et du tassement des importations. Le solde excédentaire du chicon se réduit, malgré des importations qui croissent de près de 10 % sur un an. Pour le poireau et autres légumes alliacés, le solde du commerce extérieur, historiquement déficitaire, se résorbe par rapport à 2018 pour devenir excédentaire, sous l'effet de la hausse de 20 % des exportations et de la baisse de 15 % des importations.

Graphique 6
En 2019, le chiffre d'affaires de la carotte se stabilise après une année de forte baisse



* chiffre d'affaires à la production calculé à partir de la production et des prix
Sources : Agreste

Annexe – Légumes

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires *		Indice de prix *		Indice de production *		Indice de surface *	
		Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19	Ecart en % à 2018 ou à 2018/2019	Ecart en % à la moy 2014-2018 ou 2014/15-2018/19
Tomate en frais	fév.-déc. 2019	12,6	-5,5	13,9	5,5	-1,1	-10,2	0,7	-0,1
Concombre	janv.-oct. 2019	10,0	27,1	2,4	20,3	7,4	5,7	6,5	1,0
Courgette	avril-oct. 2019	2,8	-12,7	12,3	6,2	-8,5	-17,8	1,3	0,2
Melon	mai-sept. 2019	-5,1	0,9	5,3	16,8	-9,9	-13,6	-12,9	-6,8
Laitue	mai 2019 - avr.2020	-17,6	-33,3	-11,3	-7,2	-7,2	-23,5	1,0	
Chicorée**	mai 2019 - avr.2020	-26,7	-47,3	-7,5	5,4	-20,8	-50,9	-3,0	
Carotte en frais	mai 2019 - avr.2020	0,2	51,0	-7,2	43,8	8,1	4,9	1,0	3,0
Poireau	mai 2019 - avr.2020	15,2	33,1	7,3	28,5	7,3	3,2	0,0	-1,0
Chou-fleur	juin 2019 - mai 2020	-19,0	-16,1	-17,5	-9,7	-1,8	-21,8	-2,8	-3,7
Endive chicon	sept. 2019-août 2020	-3,0	11,4	-3,6	9,6	0,6	1,5		

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2019 sauf pour la laitue et la chicorée (mai à septembre)

** hors bassin Sud-Est

Note de lecture : pour la tomate, l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de février à décembre 2019, augmente de 12,6 % par rapport à février-décembre 2018.

L'écart de chiffre d'affaires par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 5,5 %.

Commerce extérieur

Milliers de tonnes

	Année *	Carotte et navet	Chou-fleur et brocoli	Concombre	Courgette	Endive chicon	Melon	Poireau et autres légumes alliacés	Tomate	Laitue et chicorée toutes variétés
Exportations	2011	91	127	7	15	12	37	16	138	26
	2012	71	112	8	15	9	42	16	160	24
	2013	83	116	9	16	15	44	16	168	24
	2014	61	100	10	16	13	46	15	176	24
	2015	92	102	10	14	14	46	17	167	23
	2016	89	66	13	17	12	43	14	181	25
	2017	72	107	13	17	11	41	13	171	25
	2018	56	71	7	14	8	37	11	154	22
	2019	66	89	6	17	8	36	14	162	21
Importations	2011	95	33	49	103	3	129	16	366	69
	2012	101	32	52	99	3	157	17	409	85
	2013	107	37	51	103	3	166	22	414	93
	2014	110	35	53	97	2	163	18	405	89
	2015	111	36	54	88	3	168	15	390	98
	2016	112	40	57	109	2	166	15	398	99
	2017	120	39	55	101	2	171	17	380	94
	2018	116	36	52	103	2	154	15	378	88
	2019	113	36	49	108	3	160	13	373	84
Solde des échanges	2011	-5	95	-42	-88	8	-93	0	-228	-43
	2012	-30	80	-44	-85	6	-115	-1	-250	-61
	2013	-24	79	-42	-87	12	-122	-6	-246	-69
	2014	-49	65	-43	-81	11	-117	-3	-229	-65
	2015	-19	66	-43	-74	11	-122	2	-224	-75
	2016	-23	26	-45	-92	10	-124	-2	-217	-74
	2017	-47	68	-42	-84	9	-130	-3	-209	-69
	2018	-61	34	-46	-89	6	-117	-4	-224	-66
	2019	-47	54	-43	-91	5	-124	1	-211	-62

Source : DGDDI (Douanes)

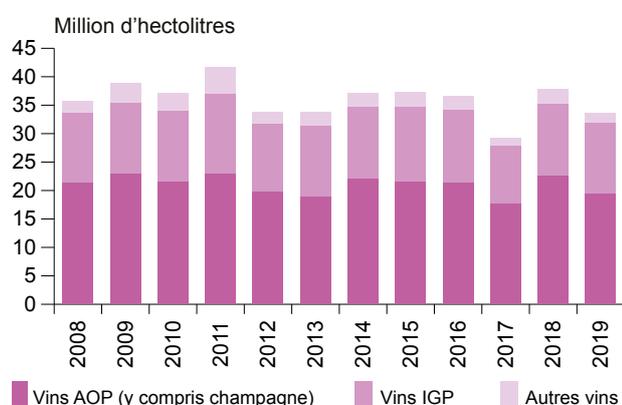
* du 1^{er} janvier au 30 septembre

VINS

En 2019, la récolte viticole française s'établirait à 42,2 millions d'hectolitres (Mhl), inférieure de 15 % à celle de 2018 et de 7 % au niveau moyen des cinq dernières campagnes. Après la reprise de 2018, la production recule à nouveau pour toutes les catégories de vins. Compte tenu de stocks de report en hausse pour les vins AOP mais en repli pour les autres vins, les disponibilités seraient stables pour les AOP et se contracteraient pour les autres vins par rapport à la moyenne 2014-2018. La faible récolte de 2017 a pesé sur les exportations en volume de vins français, hors spiritueux, de la campagne 2018-2019, qui reculent, malgré un redressement en 2019, en seconde partie de campagne, du fait de la commercialisation du millésime abondant de 2018. Si l'excédent commercial se réduit en volume, il atteint un nouveau record en valeur. Dans un contexte de disponibilités mondiales abondantes, de repli des exportations et d'un marché intérieur peu porteur, les prix des vins d'appellation sont orientés à la baisse depuis l'été 2018.

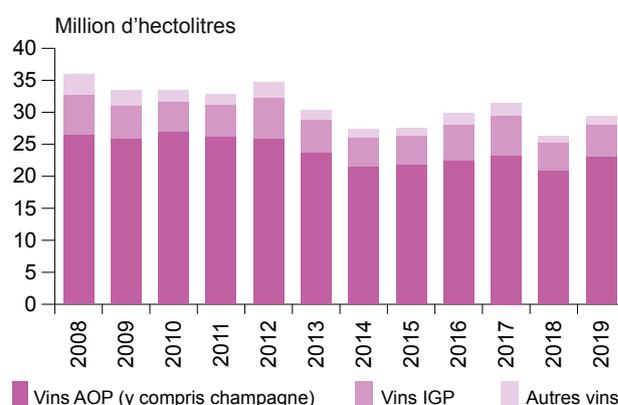
Principaux indicateurs

Graphique 1
Récolte



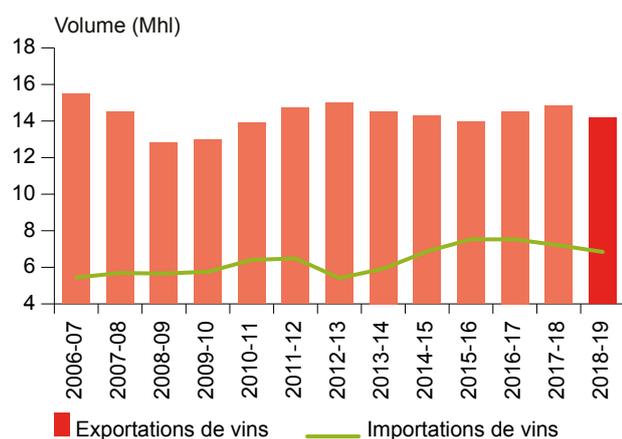
Sources : Agreste (récolte 2019), SAA-DGDDI pour années antérieures

Graphique 2
Stocks



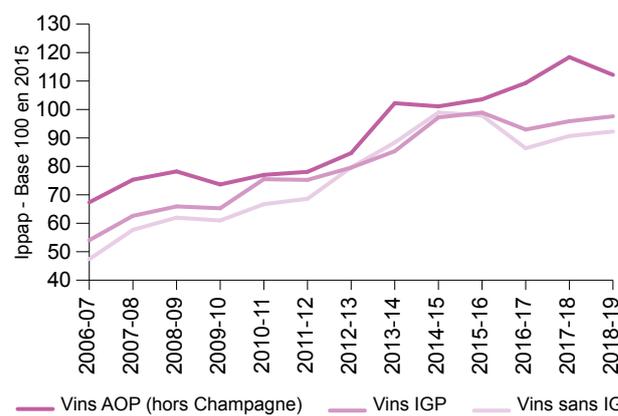
Source : DGDDI - Estimation au 31/10/19

Graphique 3
Commerce extérieur (campagne)



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des vins (campagne)



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) en moyenne sur 12 mois

Récolte 2019 en baisse par rapport à la production moyenne 2014-2018

Selon les estimations établies au 1^{er} novembre 2019, la récolte viticole française s'établirait à 42,2 millions d'hectolitres (Mhl) en 2019, inférieure

de 15 % à 2018 et de 7 % à la moyenne des cinq dernières années (*graphique 1 - annexe Viticulture*).

Le gel localisé au printemps, l'humidité et les basses températures au moment de la floraison et enfin la canicule et

la sécheresse estivales concourent à faire de cette récolte l'une des plus basses des cinq dernières années, après celle historiquement faible de 2017. La sécheresse a toutefois freiné la pression des maladies. Le Jura, très touché par le gel, enregistre une

production moitié moins importante qu'en 2018, le Beaujolais un tiers de moins et le Val de Loire, l'Alsace et la Champagne entre - 20 et - 30 % (la récolte 2018 ayant été exceptionnelle en Champagne).

Les conditions climatiques ont également eu un effet négatif sur les récoltes des deux autres principaux pays producteurs, l'Italie (- 15 % sur un an) et surtout l'Espagne (- 24 %). La France se maintiendrait derrière l'Italie, et loin devant l'Espagne selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV). La récolte serait quasiment stable aux États-Unis tandis qu'elle se réduirait ailleurs, sauf au Portugal, en Afrique du Sud, en Russie et en Géorgie. Après un volume de production de vin exceptionnellement élevé en 2018, la production mondiale 2019, estimée à 263 Mhl, est en nette baisse sur un an (- 10 %), retrouvant le niveau moyen des cinq dernières années.

Des disponibilités en 2019-2020 stables pour les vins AOP et en recul pour les autres vins par rapport à la moyenne sur cinq ans

La faiblesse de la récolte 2019 affecte toutes les catégories de vins : vins d'appellation (AOP), vins avec indication géographique protégée (IGP) ainsi que les vins sans indication géographique (IG). En revanche, les stocks à la production en début de campagne (stocks de report) se reconstituent sur un an (*graphique 2*). Pour les AOP, ils retrouvent les niveaux de 2017, après la baisse en 2018. Au total, les disponibilités en début de campagne 2019 (ensemble formé par la récolte et les stocks de report) sont quasiment stables sur un an et par rapport à la moyenne 2014-2018 pour les vins d'appellation, hors Champagne (et en légère baisse y compris Champagne), tandis qu'elles reculeraient pour les autres vins, surtout pour les sans IG.

En 2018-2019, recul des exportations françaises de vins en volume mais nouveau record en valeur

Après deux campagnes consécutives de hausse, les exportations de vins français, hors spiritueux, fléchissent en volume pour la campagne 2018-2019

(août 2018 à juillet 2019) (*graphique 3 - annexe*). Cette baisse est notamment imputable au recul de la demande chinoise et anglaise et au manque de disponibilités en vins français à la suite de la petite récolte de 2017.

Les volumes de vins tranquilles AOP exportés comme ceux de vins sans appellation marquent le pas tandis que les vins effervescents (y compris Champagne) continuent d'avoir le vent en poupe. Hors Champagne, ils représentent une part croissante de l'ensemble des vins effervescents en volume (42 % en 2018-2019) tout en stagnant en valeur à environ 10 %.

Le repli des volumes est plus que compensé par la forte hausse des prix moyens à l'exportation. Les exportations en valeur de l'ensemble des vins augmentent ainsi de 3 % (+ 6,6 % en 2017-2018), atteignant un nouveau record, à 9,7 milliards euros.

Pour la première fois depuis la campagne 2013-2014, une contraction des exportations en volume vers les pays tiers

Sur la campagne 2018-2019, les exportations françaises en volume de vins se contractent par rapport à la campagne 2017-2018 vers l'Union européenne (- 0,6 %) mais surtout vers les pays tiers (- 8,8 %), après une année de reprise en direction de l'UE et plusieurs années de progression vers les pays tiers (*graphique 5 - annexe*). Le repli toutefois beaucoup moins marqué vers l'UE se traduit par l'amélioration de la part de cette zone dans le total exporté par la France (57 % contre 55 % en 2017-2018).

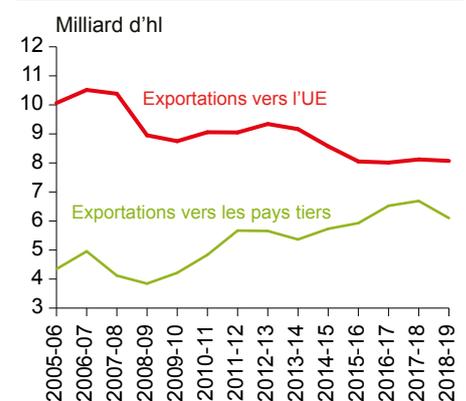
Les volumes de vins exportés vers l'UE pâtissent de la baisse des quantités de vins d'appellation expédiées vers le Royaume-Uni, la Belgique, l'Allemagne et les Pays-Bas. Les autres vins tranquilles s'en sortent mieux, grâce principalement à la bonne tenue des échanges avec l'Allemagne, premier client de la France pour les vins sans appellation.

Motrices de la croissance à l'exportation des vins français depuis 2014-2015, les exportations vers les pays tiers se réduisent sensiblement en volume en 2018-2019, tout en se

maintenant légèrement au-dessus de 2017-2018 en valeur (+ 2 %). Le recul en volume reflète la dégradation des échanges avec la zone Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan. Vers la Chine, pour la première fois depuis 2013-2014, les ventes diminuent même en valeur, malgré des prix à l'exportation en hausse soutenue. Le ralentissement de la croissance en Chine contribue à expliquer cette baisse de la consommation de vins, selon l'OIV. En Asie, seuls le Japon et la Corée du Sud augmentent leurs achats. Ailleurs, les exportations françaises sont portées par les États-Unis ; les volumes expédiés vers ce pays dépassent même pour cette campagne ceux vers le Royaume-Uni (*graphique 6*) avec le niveau de prix le plus élevé parmi toutes les destinations.

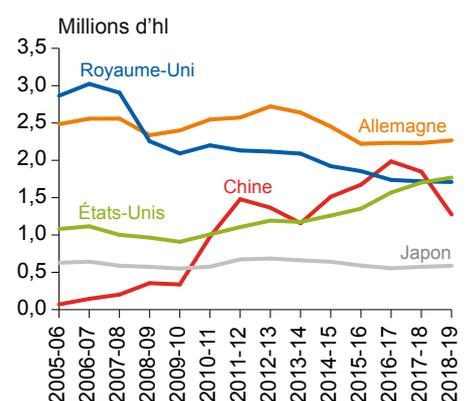
En 2018-2019, les exportations en volume de Champagne sont plus

Graphique 5
Sur la campagne 2018-2019, les exportations de vins s'infléchissent à la baisse vers les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 6
En 2018-2019, les exportations en volume de vins vers la Chine reculent



Source : DGDDI (Douanes)

dynamiques vers l'UE (+ 2,5 %) que vers les pays tiers (+ 0,8 %), grâce notamment au Royaume-Uni, premier débouché pour le Champagne français. Dans ce pays, les achats repartent à la hausse après deux années de repli. En revanche, la baisse des échanges avec l'Allemagne se poursuit. Les volumes à destination des États-Unis, deuxième plus gros client, restent fermes tandis que ceux vers Singapour, troisième devant l'Allemagne, diminuent.

La dynamique s'inverse pour les exportations d'autres vins effervescents (hors Champagne) : la zone Pays tiers progresse plus (+ 9,5 %) que la zone UE (+ 2,2 %). La demande provient essentiellement d'Amérique du Nord et d'Allemagne. Sur ces destinations, la France reste toutefois concurrencée par les vins italiens et espagnols (Prosecco, Cava...) qui se positionnent sur des

segments de prix très inférieurs. Au Royaume-Uni, en négociation pour le Brexit, le rythme de croissance des achats ralentit nettement par rapport aux évolutions à deux chiffres des dernières campagnes.

Toutes catégories de vins confondus, l'Allemagne demeure le premier marché des vins français en volume, suivi des États-Unis, du Royaume-Uni et de la Chine. En valeur, les États-Unis caracolent en tête, confortant leur place de premier importateur de vins français, devant le Royaume-Uni.

Des importations de vins en recul pour la campagne 2018-2019

Pour la première fois depuis 2013-2014, les importations françaises de vins diminuent en valeur (- 4 %) en 2018-2019 sous l'effet de prix tirés vers le bas par les disponibilités européennes abondantes de 2018 et

de volumes qui marquent le pas pour la troisième année consécutive. Le vrac continue d'alimenter l'essentiel de nos importations (76 % du total), la France manquant de vins d'entrée de gamme. L'Espagne demeure notre principal fournisseur de vins en vrac (76 % des volumes). Toutefois, la position de l'Espagne recule, cédant notamment des parts de marché aux mousseux italiens (Prosecco).

Avec une baisse des exportations supérieure à celle des importations en volume, l'excédent de la balance commerciale des vins se détériore en volume sur un an. Il se renforce néanmoins en valeur.

Sur la campagne 2018-2019, les prix des vins d'appellation en repli à la production

Sur la campagne 2018-2019, les prix à la production des vins d'appellation, hors Champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) se replient après trois campagnes en hausse, dans un contexte de disponibilités mondiales abondantes et de repli des volumes exportés, notamment vers les pays tiers (*graphiques 4 et 7 - annexe*). Ils demeurent toutefois fermes par rapport aux prix moyens sur les cinq dernières campagnes. Compte tenu de disponibilités plutôt stables sur un an et d'une certaine incertitude à l'international concernant les exportations françaises vers le continent nord-américain (droits de douanes pour les vins français), ou vers la Grande-Bretagne (Brexit), la baisse des cours des vins d'appellation sur un an pourrait se poursuivre en 2019-2020.

Les prix des vins sans appellation supérieurs à ceux de la campagne 2017-2018

En moyenne annuelle, les prix des vins hors appellation restent légèrement supérieurs à ceux de 2017-2018, les disponibilités ayant été plus limitées que pour les AOP et la demande européenne ayant réussi à se maintenir. Avec des disponibilités de nouveau en repli, mais des importations de vins sans IG espagnols à des prix particulièrement bas, les prix des vins sans appellation n'augmenteraient pas, voire pourraient baisser.

La commercialisation des vins sur les neuf premiers mois de 2019

Des échanges extérieurs de vins en volume en hausse par rapport à 2018

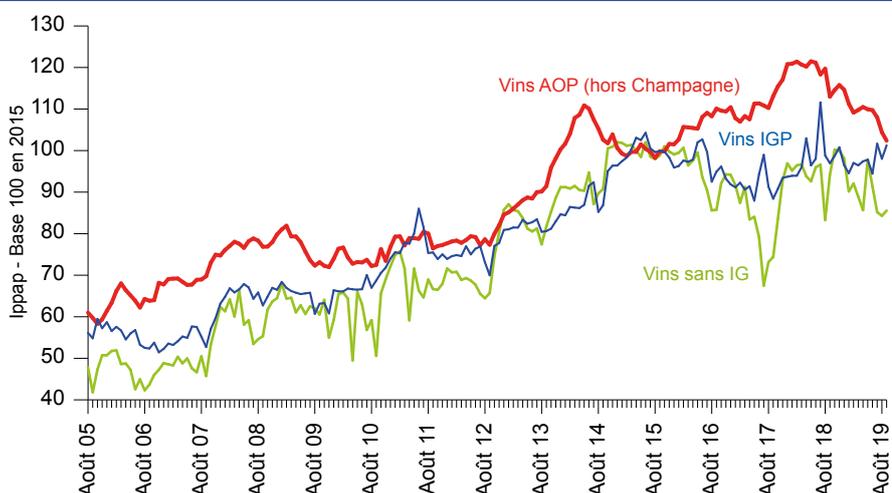
La commercialisation du millésime 2018 (issu d'une récolte abondante) et la détente des prix des vins AOP concourent à la hausse des exportations des vins français (hors spiritueux) à la fois en volume et en valeur sur un an sur les neuf premiers mois de 2019 (sept derniers mois de la campagne 2018-2019 + deux premiers mois de la campagne 2019-2020) (annexe). L'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux contributeurs à la croissance en volume de la zone UE (+ 3 %) tandis que le repli de la Chine limite la progression vers les pays tiers (+ 0,9 %).

Avec des importations qui repartent à la hausse en volume par rapport à la même période de 2018, notamment en provenance d'Espagne ou d'Italie mais qui reculent en valeur, l'excédent commercial de l'ensemble des vins se contracte sur un an en volume mais progresse en valeur.

Des prix des vins en diminution sur un an

Sur les neuf premiers mois de 2019, les prix à la production des vins tranquilles (hors Champagne) fléchissent par rapport à 2018, surtout pour les AOP, tout en restant relativement proches du niveau moyen des cinq dernières années.

Graphique 7
Les prix des vins AOP reculent sur la campagne 2018-2019



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Annexe -Vins

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2019

Unité : 1000 hl ou %

	Moyenne 2014-2018	2018	2019	2019/2018	2019/ Moy
Vins AOP	20 957	22 456	19 439	- 13,4	- 7,2
Vins pour eaux-de-vie	8 464	9 839	7 653	- 22,2	- 9,6
Vins IGP	12 335	12 661	12 409	- 2,0	+ 0,6
Autres vins (dont vins sans IG)	3 540	4 510	2 686	- 40,4	- 24,1
TOTAL VINS	45 296	49 467	42 188	- 14,7	- 6,9

Sources : Agreste pour 2019, Agreste-Douanes pour années antérieures

Estimation de récolte par vignoble au 1^{er} novembre 2019

Unités : 1000 hl ou %

	Tous vins (*)					Récolte pour AOP hors vins pour eaux-de-vie				
	Moy (***)	2018	2019	2019/ 2018	2019/ Moy	Moy (****)	2018	2019	2019/ 2018	2019/ Moy
Champagne**	2 624	3 417	2 526	- 26,1	- 3,7	2 309	2 659	2 199	- 17,3	- 4,8
Bourgogne - Beaujolais	2 403	2 960	1 894	- 36,0	- 21,2	2 279	2 723	1 815	- 33,3	- 20,4
Alsace	1 098	1 293	1 022	- 21,0	- 6,9	1 058	1 208	992	- 17,9	- 6,2
Val de Loire	2 658	3 376	2 373	- 29,7	- 10,7	2 149	2 551	2 003	- 21,5	- 6,8
Charentes	8 570	9 933	7 768	- 21,8	- 9,4	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	3 567	3 866	3 448	- 10,8	- 3,3	1 154	1 177	1 082	- 8,1	- 6,3
Bordelais	5 437	5 534	5 098	- 7,9	- 6,2	5 113	5 263	4 881	- 7,2	- 4,5
Languedoc- Roussillon	12 362	12 659	11 800	- 6,8	- 4,5	2 633	2 702	2 237	- 17,2	- 15,1
Sud-Est	5 374	5 084	5 142	+ 1,1	- 4,3	3 470	3 290	3 488	+ 6,0	+ 0,5
Autres vignobles	532	603	482	- 20,1	- 9,4	264	319	249	- 21,9	- 5,7

(*) la catégorie « tous vins » inclut outre les vins avec ou sans IG, une estimation des dépassements de plafonds (distillation) et des lies

(**) Pour la Champagne, le total des vins ("tous vins") est constitué uniquement des AOP et des volumes en dépassement de plafond ou de lies

(***) moyenne des années 2014 à 2018

Sources : Agreste pour 2019, Agreste-Douanes pour années antérieures

Commerce extérieur des vins

	Exportations			Importations			Solde		
	Campagne 2018-2019	2018-2019 /2017-2018	9 mois 2019/2018	Campagne 2018-2019	2018-2019 /2017-2018	9 mois 2019/2018	Campagne 2018-2019	2018-2019 /2017-2018	9 mois 2019/2018
	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%
Vins AOP tranquilles	5 380,8	- 6,6	+ 0,4	911,0	- 3,8	- 3,6	4 469,8	- 7,2	+ 1,3
Vins IGP tranquilles	3 742,4	- 1,6	+ 1,4	240,6	+ 4,7	+ 2,7	3 501,8	- 2,0	+ 1,3
Autres vins tranquilles	3 060,6	- 7,8	+ 3,6	5223,4	- 5,6	+ 7,7	-2 162,8	- 2,3	+ 13,3
Vins effervescents	1 987,4	+ 3,3	+ 5,8	468,1	- 5,2	- 0,7	1 519,3	+ 6,3	+ 8,3
dont Champagne	1 154,2	+ 1,7	+ 3,5	10,9	45,8	87,6	1 143,3	+ 1,4	+ 2,9
Total vins	14 171,3	- 4,3	+ 2,0	6 843,1	- 5,0	+ 5,4	7 328,2	- 3,7	- 1,2

Source : DGDDI

Prix des vins à la production

	Campagne 2018-2019 /2017-2018	9 mois 2019/2018	Campagne 2017-2018 /2016-2017	9 mois 2018/2017
	%	%	%	%
Vins AOP	- 5,3	- 9,4	+ 8,3	+ 9,1
dont Champagne	+ 0,4	...	+ 4,1	+ 3,9
Vins IGP	+ 2,1	- 0,8	+ 3,2	+ 7,5
Autres vins	+ 0,6	- 6,7	+ 5,0	+ 15,4
Total vins	- 2,9	- 5,8	+ 6,1	+ 7,1

Source : Insee (Ippap)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2019, les productions animales se maintiennent globalement au niveau de 2018, avec des évolutions contrastées : hausse des productions ovines, porcines, de broutards et de veaux, quasi-stabilité de la collecte laitière, recul des volailles, œufs et gros bovins finis. La demande intérieure totale (hors et à domicile) de viandes ovine et de volaille progresse, mais continue de baisser pour les viandes bovine et porcine tandis que la seule consommation à domicile peine à repartir. Parallèlement, les importations de viandes bovine, ovine et de volaille s'accroissent, creusant le déficit des échanges extérieurs de ces filières. Le solde commercial extérieur en viande porcine redevient positif grâce à la bonne valorisation des exportations tandis que l'excédent des produits laitiers s'accroît, sous l'effet de la reprise du marché mondial des poudres écrémées. Les exploitations laitières et porcines bénéficient de la hausse des prix à la production, supérieure en moyenne sur neuf mois à celle de leurs coûts de production, ce qui n'est pas le cas des exploitations bovines.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, les productions animales en volume sont globalement proches de celles de 2018. La production bovine recule : le redressement de la production des veaux de boucherie et la hausse des exportations de broutards ne compense pas la baisse pour les gros bovins finis.

Après deux années de baisse, la production ovine se redresse grâce à la hausse des exportations d'animaux vivants. Pour la deuxième année consécutive, la production porcine augmente, mais de manière limitée et sans retrouver le niveau antérieur à 2017, alors même que la demande chinoise bat des records. En reprise en 2018, la production de volaille se replie sur les neuf premiers mois de 2019, sous l'effet d'une moindre production de poulets et de dindes et d'une stabilisation de celle de canards. Cependant depuis août 2019, les abattages de poulets repartent à la hausse et la dynamique de croissance n'est pas remise en cause, la production 2019 restant très supérieure aux années 2014 à 2018.

Pour la deuxième année consécutive, la production française d'œufs se contracte de manière importante, en lien avec la transition des systèmes de production intensifs, en cage, vers des systèmes alternatifs (bio et plein air).

En début d'année 2019, la collecte de lait a souffert des effets de la sécheresse de l'été 2018 sur les disponibilités fourragères. La

sécheresse de l'été 2019 ne semble pas avoir le même effet sur la production de lait : à compter du mois d'août la collecte dépassent les niveaux de 2018. Sur l'année 2019, la collecte pourrait donc être proche de 2018, et des années 2016 à 2017.

En 2019, la consommation apparente calculée (domicile et hors domicile) est en hausse pour les viandes ovines et de volailles, tandis qu'elle baisse pour la viande bovine et porcine. Les achats des ménages pour leur consommation à domicile continuent cependant de diminuer, à l'exception de ceux de viande de volaille qui restent stables et d'œufs qui progressent tirés par la demande en œufs alternatifs. L'évolution des achats de produits laitiers par les ménages est plus contrastée : en hausse pour les fromages, la crème et les matières grasses (beurre), en baisse pour le lait liquide et les produits ultra-frais (yaourts).

En 2019, l'excédent global des produits de l'élevage et de l'abattage se renforce, tout en restant modeste (0,27 Md€ sur neuf mois) ; cette évolution positive résulte d'une hausse des exportations d'animaux vivants, d'œufs et de viandes porcines. Dans ce dernier cas, la hausse des exportations s'appuie sur une croissance à la fois des volumes et des prix. L'explosion de la demande chinoise fait en effet flamber les cours internationaux du porc. *A contrario*, le déficit structurel des échanges de viandes bovine et

de volaille se creuse un peu plus, sous le double effet de la hausse des importations (en particulier de viande de poulet en provenance de l'UE) et du recul des exportations (en particulier de viande de poulet vers les pays tiers). Hors animaux vivants et œufs, il se stabilise (- 1 Md€ sur neuf mois).

Pour la première fois depuis 2014, la balance extérieure des échanges de produits laitiers, structurellement positive, s'améliore en 2019 : 1,9 Md€ sur neuf mois contre 1,75 Md€ en 2018. La reprise du commerce mondial de la poudre de lait écrémé et le net redressement des cours mondiaux sont à l'origine de cette hausse.

En 2019, les prix à la production progressent globalement. Mais cette évolution moyenne recouvre à la fois une hausse très forte pour les porcins, sensible pour le lait et les volailles (en raison d'un coût moyen de l'aliment supérieur en 2019), des baisses pour les veaux de boucherie, les ovins et les œufs et une stabilité pour les bovins finis.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, si le coût moyen des aliments dépasse celui de 2018, l'évolution des prix à la production permet de compenser cette hausse, toutes choses égales par ailleurs, pour les filières porcines et laitières ; les marges brutes se redressent très nettement dans le cas des exploitations porcines. En revanche, l'évolution n'est pas aussi favorable pour les exploitations bovines.

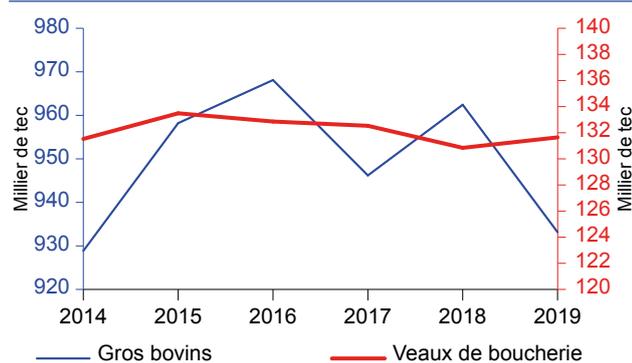
Bovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, la production de gros bovins finis recule par rapport à 2018, alors que celle de veaux de boucherie se redresse. Les abattages de bovins de plus de 8 mois, toutes catégories confondues, se contractent, dans un contexte de baisse du cheptel et de marché du lait plutôt favorable. Bien que la consommation globale de viande bovine recule, les importations de viande bovine augmentent, creusant le déficit du commerce extérieur de viande bovine. Sur cette période, les cours à la production des bovins finis restent stables, en moyenne sur un an. En revanche, les prix des veaux de boucherie chutent. Avec une demande à l'export qui se redresse, les exportations de bovins maigres s'accroissent, soutenues par les ventes vers l'Italie et l'Algérie.

Principaux indicateurs

Graphique 1

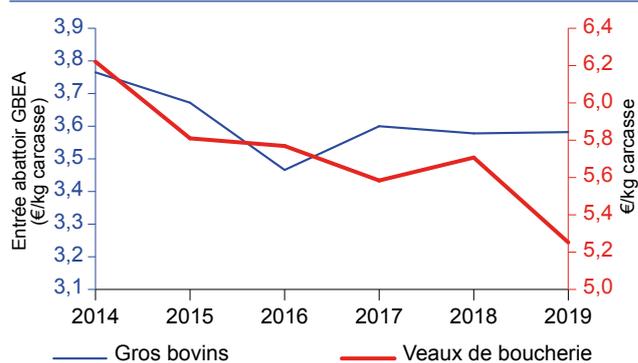
Production de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : Agreste - BDNI traitement SSP

Graphique 2

Cotations de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)

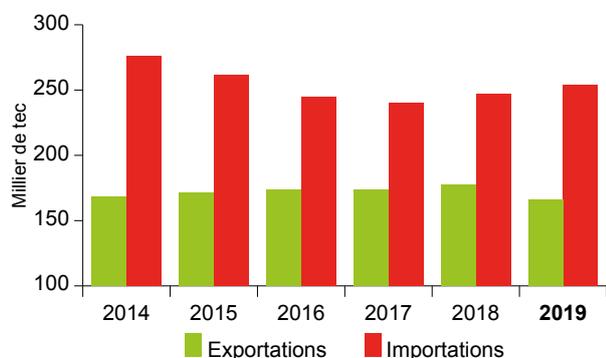


Source : FranceAgriMer

* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3

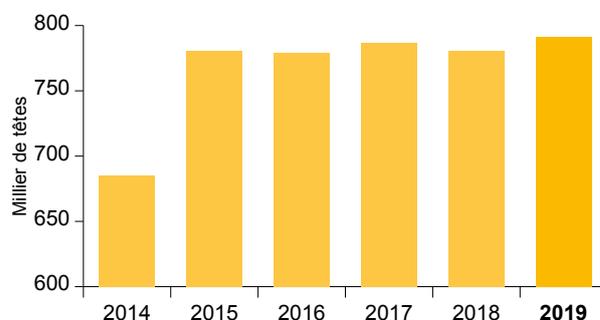
Commerce extérieur de viande bovine (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Graphique 4

Exportations de brouillards (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Repli de la production de bovins finis sur les neuf premiers mois de 2019

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, la production de bovins finis (calculée comme la somme des abattages de bovins corrigée du solde de commerce extérieur de bovins finis vivants) recule en têtes et en

poids par rapport au niveau de 2018 et au niveau moyen de la période 2014-2018 (*annexe Bovins*). En poids, le net repli de la production de gros bovins est légèrement compensé par la hausse de la production de veaux de boucherie par rapport à 2018 (*graphique 1 - annexe*). La baisse de la production de bovins finis s'explique par un repli des abattages

et une dégradation de l'excédent du commerce extérieur de bovins vivants finis, les importations augmentant plus que les exportations.

Des abattages de bovins en repli ...

En 2019, les abattages de bovins reculent sur un an, en têtes et en poids, conséquence du repli de plus

de 3 % des abattages de bovins de plus de 8 mois (*graphique 5*).

Après le pic de 2018, les abattages de vaches laitières retombent au niveau de 2017 ; ils sont inférieurs de 3,7 % à 2018 et de 2,4 % à la moyenne 2014-2018. Les niveaux élevés d'abattages atteints les années précédentes se traduisent par une diminution du cheptel de vaches laitières dans les exploitations (- 1,2 % entre mai 2018 et mai 2019). Avec de surcroît des problèmes de fertilité à l'automne 2017 dans les élevages, les effectifs de génisses laitières de plus de 8 mois potentiellement destinées au renouvellement du cheptel se replient (- 4 % entre mai 2018 et mai 2019). Par ailleurs, l'amélioration de la conjoncture laitière (hausse du prix du lait) incite les éleveurs à maintenir au maximum les animaux dans les exploitations.

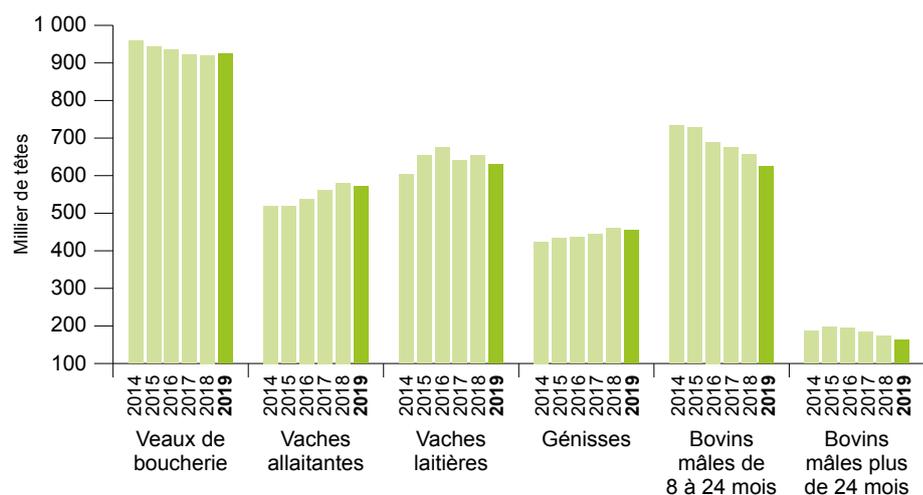
Pour la première fois depuis 2015 et après la phase de décapitalisation qui a suivi, les abattages de vaches allaitantes se replient sur un an. Jusqu'au mois de juin 2019 et le début des épisodes caniculaires, ils se situent en deçà des niveaux de 2018. À compter de juin, ils repartent à la hausse jusqu'à atteindre un pic au mois d'août, les difficultés d'affouragement commençant à se faire sentir dans les exploitations. Au total sur les neuf premiers mois de 2019, les abattages de vaches allaitantes reculent toutefois en têtes et en poids.

En 2019, les abattages de bovins mâles reculent de nouveau sur un an, compte tenu là encore de la baisse des disponibilités en animaux dans les exploitations. Entre le 1^{er} janvier 2018 et 2019, les effectifs de bovins mâles de plus de 8 mois reculent de 2,8 %. Néanmoins, l'augmentation du poids moyen à l'abattage compense en partie la baisse de l'offre. Entre 2014 et 2019, le poids moyen à l'abattage des bovins mâle âgés de 8 à 24 mois est ainsi passé de 398 kg/carcasse en 2014, à 411 kg /carcasse en 2019.

En repli constant depuis 2013, les abattages de veaux de boucherie se redressent légèrement en 2019 (+ 0,4 % en têtes sur un an) tout en demeurant inférieurs de 1 % à la

Graphique 5

En 2019, repli des abattages de vaches allaitantes pour la première fois depuis 2014



Source : Agreste - BDNI traitement SSP - Données sur les 9 premiers mois de chaque année

moyenne des abattages de la période 2014-2018. Cette augmentation est liée à la reprise d'un outil industriel de l'Est de la France par un opérateur d'un pays limitrophe qui abat en France les animaux élevés à l'étranger. En l'absence de ces animaux, l'activité d'abattage de veaux de boucherie continuerait de reculer en France. Constatée dès 2014, l'augmentation du poids moyen des animaux abattus se poursuit. Les intégrateurs compensent ainsi le recul du nombre d'animaux placés en atelier d'engraissement en France, tout en maintenant un certain volume de production de viande. Entre 2014 et 2019, le poids moyen à l'abattage des veaux de boucherie passe de 138 kg/carcasse en 2014, à plus de 146 kg/carcasse en 2019.

... un solde du commerce extérieur de bovins finis vivants qui se dégrade

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations françaises de gros bovins finis, toutes catégories confondues, augmentent en têtes et en poids. Elles restent cependant peu importantes et concernent les gros bovins mâles (56 % des exportations totales de gros bovins finis) et les veaux de boucherie (26 %). La France exporte plus de bovins mâles qu'en 2018 sous l'effet de la hausse de la demande italienne (+ 23 % sur un an) et algérienne (+ 75 %). En

revanche, les exportations de veaux de boucherie se replient (- 5 %).

Les importations de bovins finis, constituées à 87 % de veaux de boucherie, s'accroissent nettement sur un an, conséquence de la reprise de l'abattoir de l'Est de la France, fin 2017. Les achats de veaux de boucherie en provenance de Belgique dépassent de 54 % le niveau de 2018.

Au total, l'excédent du commerce extérieur de bovins vivants finis se détériore pour la seconde année consécutive, passant de 34 000 têtes en 2017, à 12 400 têtes en 2018 et à 1 200 têtes en 2019.

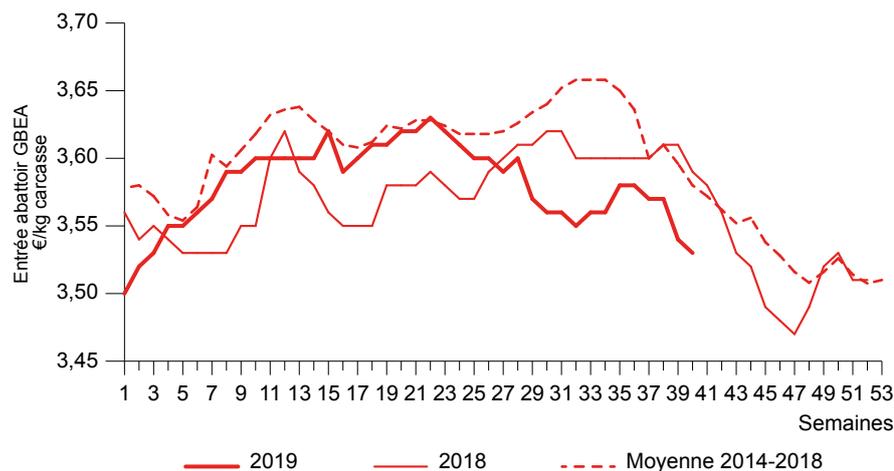
En 2019, stabilité des cours des gros bovins finis mais chute des cours des veaux de boucherie

Toutes catégories confondues, les cours moyens des gros bovins finis, indicateur national FranceAgriMer des prix moyens pondérés (PMP) des gros bovins entrée abattoir (GBEA), se maintiennent en 2019 au niveau de 2018, tout en étant inférieurs de 1 % aux cours moyens de la période 2014-2018 (*graphique 2*).

Jusqu'à la fin du mois de mai, l'offre limitée dans les abattoirs, due à la baisse des abattages de vaches laitières, contribue à soutenir les cours des bovins finis. À compter du mois de juin, ils reculent et passent en deçà du

Graphique 6

En 2019, net repli des cours des gros bovins finis dès la canicule de juin



Source : FranceAgriMer

niveau de 2018 (graphique 6). Il en va de même pour les cours des vaches de type « R » (plutôt allaitantes) : nettement supérieurs à ceux de 2018 jusqu'à la fin mai, puis en recul continu, sous l'effet du ralentissement de la demande pendant les fortes chaleurs estivales. Néanmoins, globalement sur les neuf premiers mois de l'année 2019, les cours des vaches de type « R », et de type « O » (plutôt laitières) restent égaux par rapport à 2018.

Conséquence d'une offre limitée et de la fermeté des cours des vaches, les cours des jeunes bovins restent proches des niveaux de 2018 tout au long de l'année ainsi qu'en moyenne sur l'année. La baisse de la demande liée aux épisodes de canicule n'a pas eu d'effet sur les cours des jeunes bovins.

Après la reprise de 2018, les cours des veaux de boucherie repartent à la baisse en 2019, restant, tout au long de la période, nettement en deçà des niveaux de 2018. En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, ils sont ainsi inférieurs de 8 % à ceux de 2018 et de 9,7 % à la moyenne des prix 2014-2018.

Recul de la consommation globale de viande bovine

Dans la continuité de la tendance constatée depuis 2010 et à l'exception du pic de 2018, la consommation

apparente de viande bovine recule légèrement (- 0,7 % sur un an), dans un contexte de baisse de la production. Ces résultats sont confortés par la contraction encore plus marquée des achats de viande bovine par les ménages pour leur seule consommation à domicile (enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer) : - 2,2 % pour la viande de gros bovins et - 6 % pour le veau, par rapport à 2018. Selon cette même enquête, le prix moyen des achats de viande par les ménages augmente de 1,8 % pour la viande de bœuf et 2,6 % pour la viande de veau.

En 2019, une aggravation du déficit du commerce extérieur de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine se creuse à la fois en volume et en valeur, passant de - 70 000 tec à - 88 000 tec sur un an et de - 281 millions d'euros à - 357 millions d'euros.

En 2019, pour la première fois depuis 2015, les exportations de viande bovine reculent de 6,6 % en volume et de 5,4 % en valeur (graphique 3). Ce repli concerne les échanges avec tous les partenaires traditionnels de la France : l'Italie, l'Allemagne et la Grèce mais aussi Israël et la Tunisie, clients ayant émergé plus récemment (annexe). Selon la destination

dans l'UE, la viande française est supplantée par celle venant de Pologne, d'Irlande, des Pays-Bas, voire d'Espagne.

A *contrario*, les importations de viandes s'accroissent sur la période, en volume et en valeur. La baisse des achats en provenance d'Allemagne est largement compensée par les importations d'Irlande et des Pays-Bas (annexe). Sur des volumes beaucoup plus modestes, le Brésil et l'Argentine augmentent légèrement leur position sur le marché français. La part des viandes fraîches ou réfrigérées s'accroît en 2019 (+ 4,4 % en volume sur un an), au détriment essentiellement de la viande congelée dont les importations reculent en volume de 2,6 %.

Des exportations de bovins maigres en hausse et des cours plutôt favorables

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations totales de bovins maigres (ou broutards) dépassent de 1,4 % celles de 2018 et de 3,8 % la moyenne 2014-2018 (graphique 4).

Le marché des broutards regroupe deux types d'animaux : les broutards légers, dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg, et les broutards lourds (mâles ou femelles), de plus de 300 kg vif. Ce marché cache des évolutions disparates selon ces catégories (graphique 7). Les ventes de broutards lourds de plus de 300 kg (près de 80 % des exportations totales de broutards français) augmentent de 3,5 % sur un an (soit + 21 000 têtes). Cette hausse ne suffit pas à compenser le repli des ventes de broutards légers (- 6,1 %, soit - 11 000 têtes).

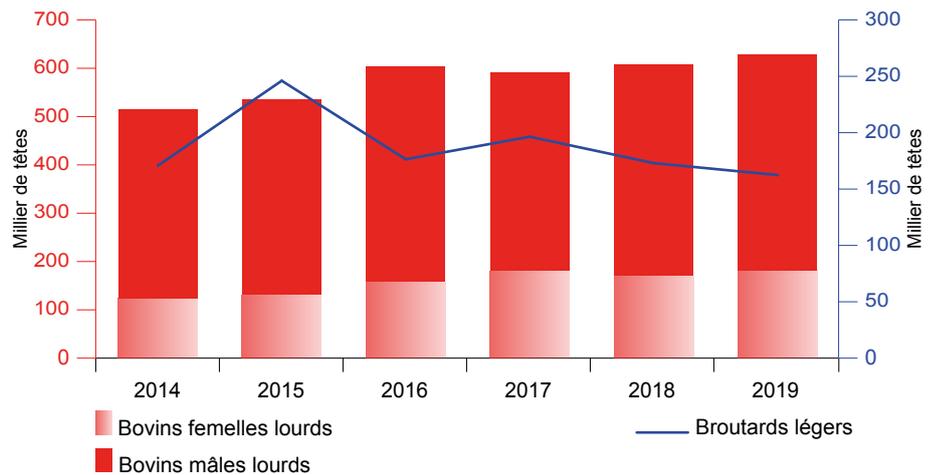
Les broutards lourds sont destinés à près de 95 % au marché européen et plus spécifiquement à l'Italie. Destination majeure pour la France (88 % des broutards lourds exportés par la France), ce pays réoriente toutefois légèrement sa demande. Ainsi, les achats italiens se portent dorénavant plutôt vers les broutards lourds femelles (+ 7 % soit + 12 000 têtes sur un an). Proches du niveau de 2018, les ventes de broutards mâles restent majoritaires.

En parallèle, les ventes de bovins mâles lourds à destination de l'Algérie augmentent pour la seconde année consécutive, dépassant de 45 % le niveau de 2018. L'Algérie devient ainsi le deuxième débouché après l'Italie, et devant l'Espagne pour ce type d'animaux.

Dans le même temps, les exportations de broutards légers reculent pour la seconde année consécutive, conséquence de la contraction de la demande espagnole (- 8 % soit 7 300 têtes). Les ventes aux pays tiers ne retrouvent pas les niveaux atteints avant la détection de foyers de fièvre catarrhale ovine (FCO) en septembre 2015. Seule l'Algérie et, dans une moindre mesure, le Maroc et la Tunisie restent présents sur ce marché.

En moyenne sur la période, les cours des bovins maigres sont supérieurs de 0,9 % au niveau de 2018 et de près de 3,8 % à la période 2014-2018.

Graphique 7
En 2019, les exportations de broutards lourds s'accroissent



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Jusqu'à la mi-juillet 2019, les prix s'établissent nettement au-dessus de 2018. Entre les semaines 29 et 30, ils chutent de 14 cts/kg, à 2,72 €/kg vif, sans retrouver par la suite leur niveau

initial. La sécheresse estivale et les incertitudes sur les récoltes de maïs ainsi que la baisse de la demande italienne durant l'été contribuent à expliquer cette baisse des cours.

Annexe - Bovins

Production

	Abattages			Exportations animaux finis			Importations animaux finis			Production bovins finis		
	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)
en têtes												
TOTAL BOVINS	3 372 276	-2,2	-0,2	42 114	+3,5	-12,4	40 866	+44,5	+28,6	3 373 524	-2,5	-3,0
Veaux de boucherie	924 101	+0,4	-1,6	11 140	-4,8	+6,5	39 308	+49,8	+60,2	895 933	-1,1	-3,7
GROS BOVINS	2 445 112	-3,1	+0,5	30 974	+6,9	-18,3	1 558	-23,6	-63,7	2 474 528	-3,0	-2,7
Gros bovins femelles	1 657 137	-2,2	+4,0	7 718	-7,0	+29,7	959	+22,6	-63,6	1 663 896	-2,2	+1,9
Gros bovins mâles	1 202 247	-5,1	-6,1	4 208	+12,4	-28,8	959	-52,3	-63,7	810 632	-4,6	-10,8
en tec												
TOTAL BOVINS	1 063 347	-2,4	+1,0	8 289	+4,1	-21,2	5 397	+83,1	+7,0	1 066 239	-2,6	-1,8
Veaux de boucherie	135 276	+2,6	-0,4	1 402	-3,0	+5,1	5 033	+103,1	+65,1	131 645	+0,6	-0,5
GROS BOVINS	926 633	-3,1	+1,2	6 887	+5,6	-25,3	364	-22,4	-62,5	933 156	-3,0	-2,1
Gros bovins femelles	601 552	-2,2	+4,9	1 740	-4,3	+20,3	249	+26,7	-56,0	603 042	-2,2	+2,6
Gros bovins mâles	437 260	-4,8	-4,9	956	+9,5	-34,9	249	-57,9	-66,1	330 114	-4,5	-9,6

Source: Agreste-DGDDI (Douanes) - BDNI
Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
en milliers de tec									
Monde	244	198	178	168	171	174	174	178	166
Italie	74	71	67	65	61	61	57	56	52
Grèce	56	47	42	38	33	35	33	34	33
Allemagne	38	30	29	26	33	34	33	33	31
Espagne	8	7	5	4	3	3	5	4	3
Israël	0	0	0	0	0	1	2	3	3
Tunisie	0	1	1	0	0	0	1	1	1
en millions d'euros									
Monde	914	833	764	700	719	715	726	760	719
Italie	325	334	318	304	286	277	271	263	246
Grèce	198	183	163	144	124	125	120	128	124
Allemagne	142	126	126	114	141	143	142	145	139
Espagne	34	30	23	18	17	17	22	19	17
Israël	2	2	2	2	2	3	7	15	14
Tunisie	1	3	5	0	2	0	3	6	6

Source : Agreste DGDDI (Douanes)
Données sur 9 mois

Importations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
en milliers de tec									
Monde	277	282	289	276	262	245	240	247	254
Pays-Bas	70	65	67	62	59	59	57	60	62
Allemagne	56	54	53	51	47	43	43	44	43
Irlande	44	43	45	47	44	44	42	41	45
Espagne	15	18	18	17	18	18	16	14	14
Italie	32	35	34	29	22	13	12	13	14
Brésil	2	2	1	2	1	2	1	2	2
en millions d'euros									
Monde	1 031	1 134	1 192	1 114	1 074	990	983	1 042	1 077
Pays-Bas	294	300	298	278	271	253	249	263	282
Allemagne	213	228	221	204	190	169	169	169	166
Irlande	140	158	173	172	161	153	149	159	173
Espagne	39	52	56	50	54	51	48	46	49
Italie	101	119	120	94	76	51	50	56	59
Brésil	8	11	6	7	7	7	5	9	10

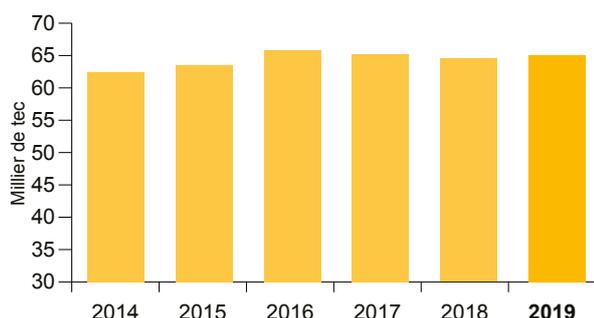
Source : Agreste DGDDI (Douanes)
Données sur 9 mois

Ovins

Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, avec une hausse des exportations d'animaux vivants, la production ovine augmente légèrement en têtes et en poids. Sur la même période, les abattages d'agneaux restent stables en poids et reculent légèrement en têtes. À compter du premier épisode de canicule de juin, le cours moyen des agneaux s'effondre, déjà fragilisé par ailleurs par la hausse des importations de viande ovine ; anticipant le Brexit et ses effets sur le marché, les opérateurs anglais ont en effet augmenté les abattages d'agneaux et accru leurs exportations de viande ovine à bas prix vers la France et l'Union européenne. La part de la production issue des exploitations françaises dans la consommation se maintient cependant.

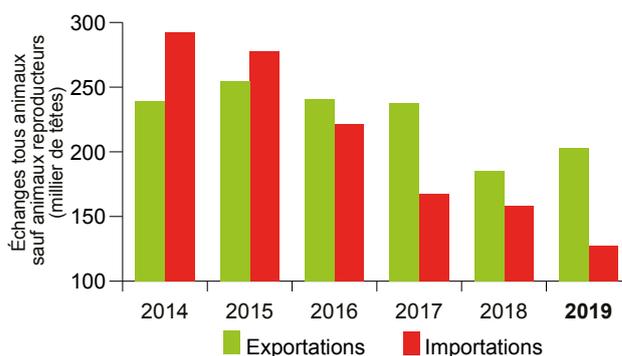
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production ovine (9 mois*)



Source : Agreste

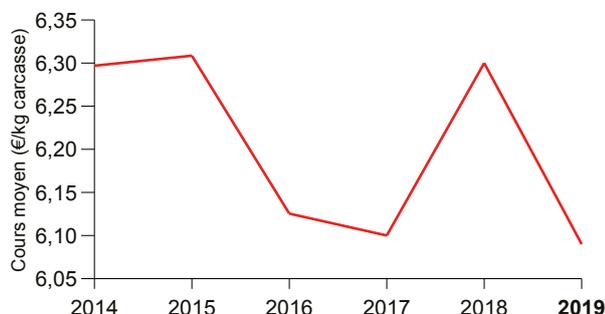
Graphique 2
Commerce extérieur d'ovins vivants (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

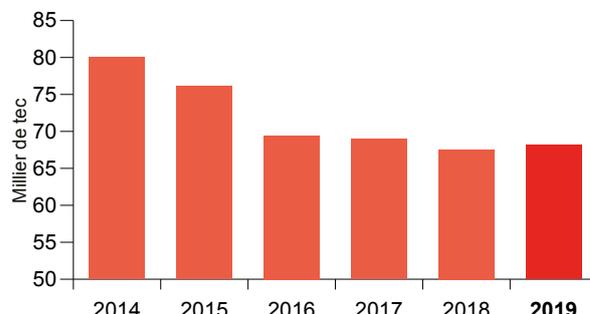
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Cotations des agneaux (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

Graphique 4
Importations de viande ovine (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Redressement de la production ovine, tirée par les exportations d'animaux vivants

Après s'être repliée de 2016 à 2018, la production ovine française (calculée comme étant la somme des abattages totaux d'ovins et du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) se redresse en 2019 (*graphique 1*). Sur les neuf premiers mois de l'année, elle augmente de 0,6 % en têtes et 0,8 % en poids, dans un contexte de recul des importations et de hausse

des exportations d'ovins vivants (*annexe*).

Sur la même période, les abattages totaux d'ovins ne progressent pas : ils sont quasiment stables en poids sur un an et en léger repli en têtes (- 0,9 %). Ce recul concerne majoritairement les ovins de réforme (13 % des ovins abattus), les abattages d'agneaux étant en retrait en têtes (- 0,4 %).

Hausse des exportations d'ovins vivants et recul marqué des importations

En 2019, après une baisse en 2018, les exportations d'ovins vivants se redressent nettement sur un an, en têtes (+ 9,6 %) et en poids (+ 24 %) (*graphique 2*). Cette hausse est imputable aux ventes d'agneaux (près de 80 % des ventes totales d'ovins) et à la mise en place d'envois d'animaux vers Israël (environ 17 000 têtes), nouveau débouché

pour les ovins français. En revanche, les ventes à destination de nos partenaires traditionnels reculent de 2,8 % vers l'Espagne, 1^{er} client avec 131 000 ovins exportés, et de 25 % vers l'Italie, second débouché.

S'agissant des importations d'ovins vivants, le repli est particulièrement marqué (- 20 % en têtes et - 13 % en poids sur un an). Les achats d'agneaux (91 % des importations d'ovins) à l'Espagne se contractent de nouveau : - 16,5 % sur les neuf premiers mois de 2019. Les volumes en provenance des Pays-Bas reculent eux sur un an (- 24,5 % en têtes), après une hausse en 2018. Tous les achats en provenance des autres pays diminuent également. Au total, l'excédent commercial d'ovins vivants s'accroît.

Des cours nettement en retrait sur les neuf premiers mois de l'année

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2019, le cours de l'agneau est nettement en retrait par rapport au niveau élevé de 2018 (- 3,3 %) (*graphique 3*). À l'exception des semaines 15 à 18 qui encadrent une fête de Pâques plus tardive en 2019 qu'en 2018, les cours restent en deçà des niveaux de 2018 et de ceux de la moyenne 2014-2018. En début d'année, alors que la demande est traditionnellement peu active, la concurrence créée par l'arrivée sur le marché d'agneaux engraisés issus des bassins laitiers et la pression des

produits d'importation pèsent sur les cours (*graphique 5*). À partir de début juin, les cours fléchissent à 5,86 €/kg carcasse pour s'établir à leur niveau le plus bas pendant les trois premières semaines de juillet. La fête de l'Aïd-El-Kébir (11 août en 2019 et 21 août en 2018) n'a ensuite aucun effet sur les cours qui restent atones sur cette période, nombre de consommateurs étant en vacances. Même si les cours remontent à partir de la seconde quinzaine d'août, ils demeurent en septembre en retrait par rapport aux cours de 2018.

Reprise des importations de viande ovine en 2019

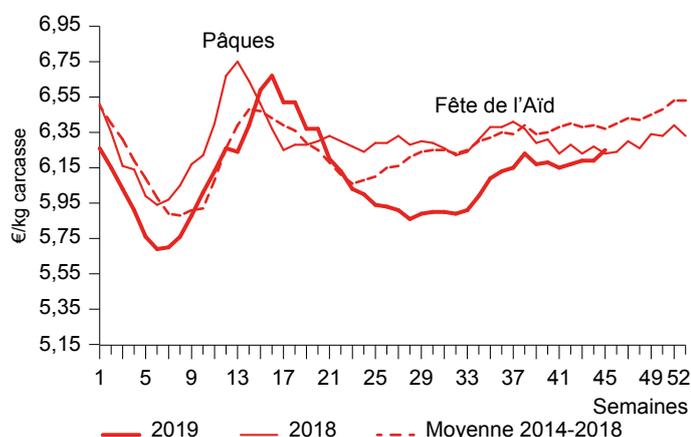
En baisse quasiment régulière depuis 2010, à l'exception d'un pic en 2014, les importations en volume de viande ovine sont en légère hausse en 2019 (+ 0,8 % par rapport à 2018) (*graphique 4*). Elles se contractent toutefois par rapport à la moyenne 2014-2018 (- 9 %). En valeur, elles reculent de 4 % sur un an et de 7,4 % par rapport à la moyenne quinquennale. Sur les quatre premiers mois de l'année 2019, elles dépassent de 5 % le niveau de 2018, avant de reculer à compter du mois de mai.

La reprise des importations en 2019 est essentiellement imputable au rythme particulièrement soutenu des entrées sur le territoire français de viandes britanniques : + 18 % sur les quatre premiers mois, puis

+ 11 % entre mai et septembre et + 14 % sur neuf mois (*graphique 6*). En prévision du Brexit et des incertitudes quant aux nouvelles règles douanières, le Royaume-Uni aurait anticipé ses abattages et accru ses ventes d'agneaux vers l'Union européenne et plus particulièrement vers la France, un de ses principaux débouchés. *A contrario*, la France réduit ses achats en provenance d'Espagne (- 9 %), d'Irlande (- 5 %) et de Nouvelle-Zélande (- 13 %). Les volumes de viande en provenance du Royaume-Uni pèsent sur les cours des agneaux français, les produits anglais rentrant sur le territoire français à des prix moyens nettement inférieurs à ceux de 2018 et à la moyenne 2014-2018.

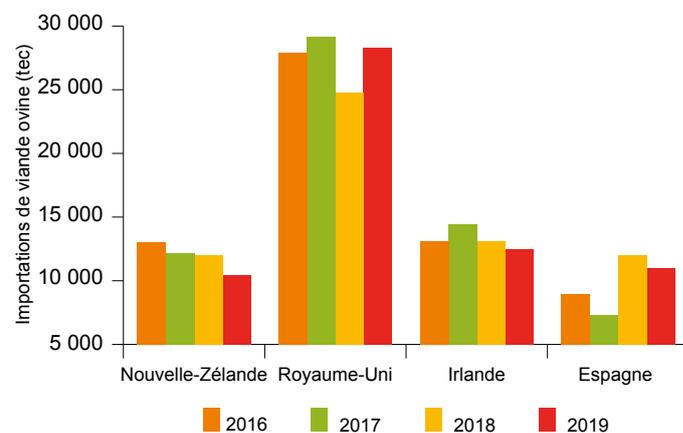
En 2019, l'augmentation des importations s'accompagne d'une légère reprise de la consommation apparente de viande ovine (+ 0,9 % sur un an). C'est la première fois depuis 2014, après un repli quasiment continu jusqu'en 2018. Cette hausse de la consommation « calculée » n'est cependant pas confirmée par les résultats de l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer qui suit l'évolution des achats des ménages pour leur consommation à domicile. Sur les neuf premiers mois de l'année 2019, la consommation recule en effet de 6,9 %. L'écart entre les deux indicateurs pourrait s'expliquer par la bonne tenue de la restauration hors domicile.

Graphique 5
En 2019, des cours de l'agneau en retrait par rapport à 2018 sur quasiment les neuf premiers mois de l'année



Source : FranceAgriMer

Graphique 6
En 2019, hausse des importations de viande ovine du Royaume-Uni et repli de celles en provenance d'Irlande, d'Espagne et de Nouvelle-Zélande



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Annexe - Ovins

Production ovine, commerce extérieur d'animaux vivants et abattages

	Abattages			Exportations animaux vivants			Importations animaux vivants			Production Ovins		
	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)
en têtes												
Total OVINS	3 302 575	-0,9	-1,5	202 920	9,6	-12,3	127 008	-19,9	-43,2	3 378 487	0,6	0,5
Agneaux	2 874 160	-0,4	-1,5	156 498	8,7	-14,9	115 735	-18,6	-40,4	2 914 923	0,9	0,3
Ovins de réforme	428 415	-4,0	-1,8	46 422	13,1	-2,2	11 273	-31,0	-61,4	463 564	-1,5	2,0
en tec												
Total OVINS	64 169	-0,3	-0,4	2 439	24,0	-10,3	1 887	-10,6	-37,4	64 721	0,8	0,9
Agneaux	52 926	0,8	0,0	1 204	21,1	-15,3	1 583	-7,1	-27,5	52 547	1,5	0,7
Ovins de réforme	11 243	-5,4	-2,5	1 236	27,0	-4,9	304	-25,2	-63,4	12 174	-2,2	1,4

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Abattages - Exportations et importations d'ovins vivants par année

	Abattages (milliers de têtes)			Abattages (milliers de tec)		
	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme
2014	3 307,9	2 884,6	423,3	62,8	51,8	11,0
2015	3 328,4	2 897,2	431,2	64,0	52,6	11,4
2016	3 445,3	3 009,9	435,4	66,4	54,8	11,6
2017	3 351,4	2 906,3	445,0	64,6	52,9	11,7
2018	3 332,8	2 886,8	446,0	64,4	52,5	11,9
2019	3 302,6	2 874,2	428,4	64,2	52,9	11,2

Source : Agreste

	Exportation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Exportation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2014	246,5	174,2	64,9	3,4	1,3	2,0
2015	268,1	213,6	40,8	3,3	1,8	1,2
2016	256,5	200,4	40,2	3,1	1,5	1,2
2017	258,2	187,3	50,3	3,1	1,4	1,2
2018	198,4	144,0	41,1	2,3	1,0	1,0
2019	213,3	156,5	46,4	2,7	1,2	1,2

Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

	Importation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Importation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2014	292,5	251,1	41,3	4,1	2,8	1,3
2015	278,0	237,6	40,4	3,7	2,6	1,1
2016	221,2	192,5	28,7	3,0	2,3	0,8
2017	167,3	148,1	19,3	2,2	1,6	0,6
2018	158,5	142,1	16,3	2,1	1,7	0,4
2019	127,0	115,7	11,3	1,9	1,6	0,3

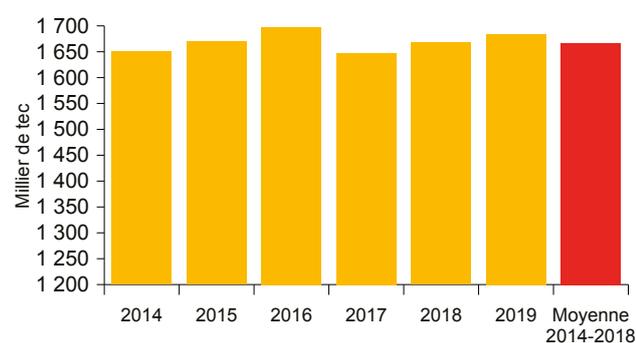
Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

Porcins

En 2019, la propagation de la peste porcine africaine (PPA) en Asie, premier continent de production porcine, provoque une pénurie de viande de porc. La demande chinoise absorbe les offres de viande porcine des continents européen et américain, générant une envolée des prix de la viande de porc, en Chine et dans l'Union européenne (UE). L'offre européenne se replie légèrement tandis qu'en France, les abattages de porcs sont en légère hausse. Les exportations de viande de l'UE et, dans une moindre mesure, françaises s'accroissent. La consommation française atone et les disponibilités européennes réduites contribuent au repli des importations de viande, notamment en provenance d'Espagne. Le solde du commerce extérieur de la viande porcine redevient excédentaire en volume tandis que le déficit se réduit en valeur.

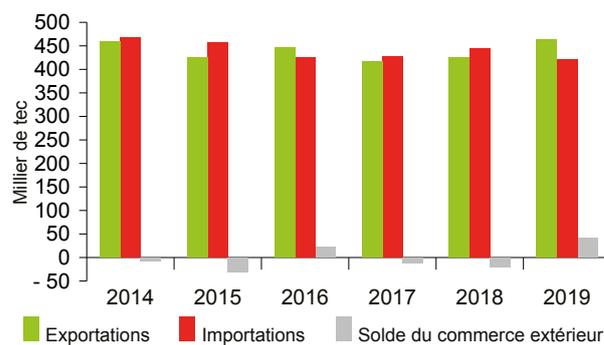
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production (9 mois*)



(Production = abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants).
Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

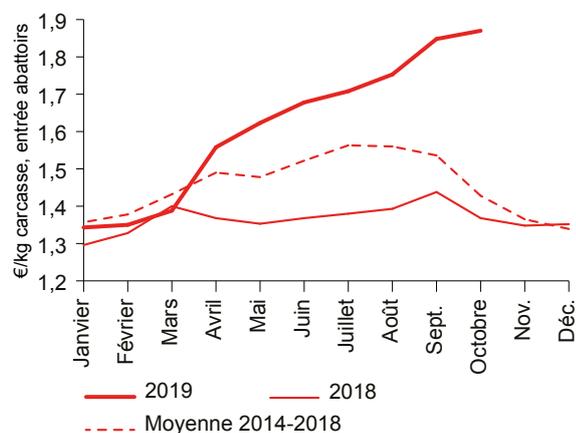
Graphique 2
Commerce extérieur de viande porcine (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

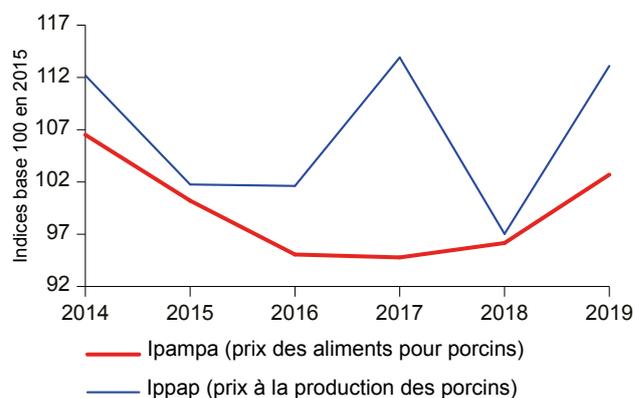
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Cotations mensuelles du porc charcutier E + S



Source : RNM - FranceAgriMer

Graphique 4
Prix à la production du porc et coût des aliments pour porcins (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

En 2019, dans un contexte de propagation de la PPA, le géant asiatique en demande de porc

Entre 2008 et 2018, portée par l'évolution démographique et l'augmentation de la consommation carnée par habitant, la production mondiale de viande de porc croît au

rythme de 1,6 % par an en moyenne. Cette hausse concerne notamment l'Asie, selon l'OCDE. Près d'un porc sur deux produit dans le monde est chinois et, plus généralement, l'Asie produit 67 % de la production mondiale de porc et consomme 72 % de la viande porcine. Apparue en Chine en août 2018, la PPA

se propage dans six autres pays asiatiques en 2019 (dont le Vietnam, deuxième producteur asiatique). Elle aurait décimé au moins 30 % du cheptel chinois sur un an, conduisant à une chute de la production chinoise d'environ 14 à 17 % en 2019, selon l'IFIP. En conséquence, après avoir puisé dans ses stocks, la Chine doit

Encadré 1 - Peste porcine africaine : la pénurie porcine en Asie conduit à la hausse des exportations européennes de viande porcine

En situation normale, la production chinoise ne suffit pas à couvrir les besoins de la population : 1,5 million de tonnes (Mt) de viande de porc a ainsi été importé en 2018 par ce pays (contre 250 000 tonnes en 2010), représentant un cinquième du commerce mondial. Sur la même période, l'UE, qui produit 23,6 Mt de viande porcine et en consomme 21,1 Mt, exporte pour 2,5 Mt, principalement concurrencée par l'Amérique du nord.

Sur les huit premiers mois de 2019, l'UE exporte 61 % de produits porcins supplémentaires en volume sur un an (+ 103 % en valeur). Cette manne profite en premier lieu à l'Espagne, premier fournisseur de la Chine, ainsi qu'aux autres pays européens (tableau 1). De ce fait, les échanges intra-UE ralentissent en 2019 (- 9 %), sur fond de production européenne en léger repli, relâchant en même temps la pression exercée par la concurrence que se livraient les différents états membres (exacerbée en 2018 par des disponibilités importantes).

Cette situation rappelle par certains aspects celle de 2016, lorsque la Chine avait doublé ses importations européennes en l'espace d'un an. Cherchant alors à atteindre l'autosuffisance en porcs, l'état chinois avait restructuré la filière porcine, provoquant une diminution transitoire de sa production et un recours massif aux importations. En 2019, la situation est toutefois plus problématique en Asie. La pénurie s'étend sur le continent, et, en l'absence de vaccin pour endiguer l'épizootie, aucun délai de sortie de crise sanitaire ne peut être avancé à ce jour.

De leur côté, en 2019, les exportations américaines de viandes et coproduits progressent fortement vers la Chine, malgré les tensions commerciales entre les deux pays ayant conduit à la mise en place de mesures de rétorsion par la Chine. En juin, la Chine suspend ses

achats de viande porcine en provenance du Canada, son troisième fournisseur (devant les USA et le Brésil), en raison d'un cas de ractopamine¹ décelé. Elle intensifie alors ses importations en provenance des États-Unis en levant les taxes supplémentaires instaurées à l'importation, offrant ainsi un appel d'air aux exportations états-uniennes dont la production porcine croît de 4 % en 2019 (contre - 0,7 % dans l'UE). Début novembre, les besoins s'intensifiant, la suspension des importations chinoises en provenance du Canada a été levée. Les achats de viande brésilienne progressent également.

Une demande chinoise qui pourrait perdurer en 2020

En Chine, depuis août 2019, les cours du porc flambent, doublant sur trois mois. Fin octobre, ils atteignent 4,93 €/kg selon FranceAgriMer. La demande de viande resterait importante en fin d'année, à l'approche des préparatifs du Nouvel An chinois, fin janvier 2020, d'autant plus que les stocks seraient épuisés. Avec une baisse de la production chinoise estimée entre - 36 et - 50 % en 2020, conséquence de la décapitalisation des reproducteurs et du prix élevé des porcelets freinant le repeuplement des élevages, la demande chinoise se poursuivrait en 2020. En novembre 2019, des accords bilatéraux Chine/France devraient faciliter l'accès de la viande et du matériel génétique porcin au marché chinois par la délivrance d'agrément à l'export à de nouveaux établissements français. Les importations du Vietnam pourraient également s'intensifier, en provenance de l'UE, suite à l'accord de libre-échange (EVFTA) signé le 30/06/2019. Toutefois, les prix très élevés du porc pourraient se heurter à la limite du pouvoir d'achat de la population.

1. Ractopamine : produit interdit dans de nombreux pays (dont Chine et UE) utilisé pour produire une viande plus maigre et plus protéinée

Tableau 1
En 2019, davantage d'exportations de viande porcine européenne vers l'Asie

	Milliers de tonnes	2019/2018 (%)	Millions d'euros	2019/2018 (%)
Exportations vers la Chine				
UE 28	700	+ 61	1 339	+ 103
Espagne	213	+ 53	432	+ 101
Allemagne	154	+ 33	290	+ 69
Pays-bas	102	+ 121	180	+ 175
Danemark	86	+ 102	186	+ 154
France	52	+ 70	102	+ 96
Exportations vers pays tiers (y compris Chine)				
UE 28	1 630	+ 18	3 900	+ 25
Espagne	452	+ 19	1 123	+ 30
Allemagne	322	+ 12	716	+ 23
Danemark	244	+ 22	742	+ 25
Pays-bas	210	+ 45	497	+ 55
France	90	+ 31	201	+ 39

Source : Eurostat

s'approvisionner massivement sur le marché international en viandes étrangères (encadré 1).

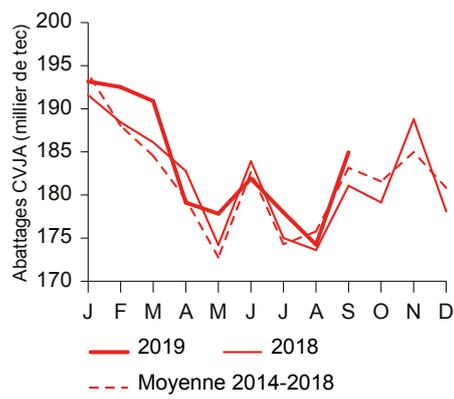
En 2019, la production porcine française reste proche de la moyenne sur cinq ans en têtes tout en progressant en volume

Sur les neuf premiers mois de 2019, la production porcine française (abattages + exportations – importations d'animaux vivants) reste proche de la moyenne 2014-2018 en têtes (+ 0,2 %) tout en s'accroissant en volume (+ 1,1 %) (graphique 1). Sur un an, elle croît modérément : + 0,6 % en têtes (après + 1,2 % en 2018), et + 1 % en volume (tableau 2 - annexe Porcins).

Le marché européen des porcelets vivants, essentiellement produits aux Pays-Bas et au Danemark, est également tendu, face à des besoins importants de la part des pays importateurs (Allemagne, Pologne, Espagne, Belgique) dans un contexte de forte demande asiatique. En France, les importations de porcelets ne représentent que 0,6 % des animaux abattus (principalement en provenance de Belgique et des Pays-Bas) tandis que les exportations de porcs vivants concernent des animaux déjà engraisés représentant près de 3 % de la production française. Déjà en nette progression en 2018, les ventes de porcs tendent à s'accélérer vers l'Espagne, notamment depuis août.

Graphique 5

En 2019, les abattages progressent de nouveau légèrement en volume



Source : Agreste

Encadré 2 - Sur les huit premiers mois de 2019, les abattages de porcins se replient dans l'UE

Sur les huit premiers mois de 2019, les abattages porcins se replient de 1 % en volume dans l'UE, après + 3 % en 2018. Parmi les plus gros producteurs, seuls l'Espagne et les Pays-Bas sont dynamiques (tableau 2). L'Allemagne réduit chaque année un peu plus ses volumes. De son côté, après lui avoir ravi cette année la place de premier exportateur européen vers les pays tiers, l'Espagne pourrait prochainement briguer celle de premier producteur européen.

Pénalisée par la PPA depuis 2018, la Pologne ralentit ses abattages. En Belgique, la production pâtit d'un virus apparu chez la faune sauvage en septembre 2018, mais aucun nouveau cas n'a été recensé depuis l'été 2019. L'embargo instauré par la Chine suspend les entrées de viande porcine polonaise et belge sur son territoire. Le Danemark recule derrière les Pays-Bas et l'Italie. Selon les prévisions Eurostat, la production européenne se stabiliserait en 2020.

Tableau 2

En 2019, baisse des abattages de porcs dans l'UE (8 mois)

Principaux pays	Milliers de tonnes	2019/2018 (%)
Allemagne	3 011	- 3,6
Espagne	2 741	+ 2,3
France	1 286	+ 0,7
Pologne	1 156	- 4,0
Pays-Bas	941	+ 5,6
Italie	869	- 1,5
Danemark	854	- 6,9
Belgique	606	- 2,5
Royaume-Uni	541	+ 1,5
Union européenne	13 807	- 0,9

Sources : Eurostat, Agreste

En 2019, les abattages progressent de nouveau en poids sur un an (+ 0,9 % après + 0,7 % en 2018) et par rapport à la moyenne sur cinq (+ 0,8 %) (tableau 1 - annexe - graphique 5). Ils s'inscrivent dans un contexte de léger repli des abattages dans l'UE et donc de disponibilités plus limitées qu'en 2018 (encadré 2).

En France, le solde du commerce de la viande porcine redevient excédentaire en volume tandis que le déficit diminue en valeur

Sur les neuf premiers mois de 2019, le solde du commerce de la viande porcine redevient excédentaire en volume [+ 41 milliers de tec (Ktec)], sous l'effet de la hausse des exportations (+ 38 Ktec) et de la baisse des importations (- 23 Ktec) (graphique 2 - annexe). De ce fait, et grâce à la hausse des prix, le déficit extérieur se réduit en valeur (- 234 M€ en 2019, - 342 M€ en 2018).

En 2019, les exportations retrouvent des niveaux élevés

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations françaises de viande porcine augmentent de 9 % en volume sur un an (annexe). En avril, elles atteignent même un record en volume (57,4 Ktec contre 52,9 Ktec lors du pic de juin 2016). Fait notable, les volumes exportés de pièces nobles (57 000 tec) atteignent ceux des coproduits (abats graisses).

Avec la propagation de la PPA, les demandes de la Chine, du Japon, de Hong Kong et de Taïwan sont particulièrement dynamiques (+ 38 % vers l'Asie) malgré la stabilité des Philippines, deuxième client de la France sur pays tiers, et le repli de 32 % de la Corée du Sud. Le continent asiatique contribue pour 78 % à la hausse des volumes totaux exportés par la France. Au printemps 2016, les ventes à la Chine s'étaient déjà

intensifiées avant de décliner pendant l'été. Partiellement conservées, elles assurent un débouché substantiel aux produits porcins français, en particulier aux coproduits (graisse et abats) moins consommés en UE.

Conjuguée à la progression des volumes, la hausse des cours de la viande porcine accroît la valeur des exportations (graphique 6). En moyenne sur les neuf premiers mois, les prix de vente de la viande porcine française (y compris graisse) gagnent 13 cts d'euros/kg en moyenne sur un an (+ 23 cts d'€/kg pour la Chine). Les exportations augmentent de 10 % en valeur à destination du marché communautaire et surtout de 37 % vers les pays tiers.

En 2019, l'Italie reste le premier client pour la viande porcine française (17 % en volume et en valeur). Les volumes se replient toutefois de 5 %, après les fortes hausses en 2017 et 2018, tandis qu'en valeur les exportations continuent de progresser en raison de la hausse des prix (+ 23 cts d'euros/kg vers ce pays).

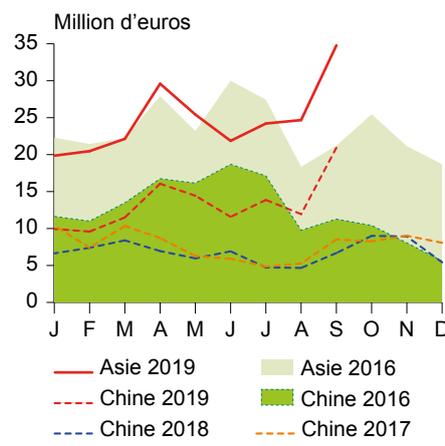
En valeur, les exportations atteignent un record en septembre

Alors que les prix à la production du porc baissent traditionnellement en septembre, lorsque l'offre porcine européenne s'étoffe, les cours français poursuivent leur envolée pendant ce mois par rapport au mois

d'août : + 10 cts d'€/kg vers l'UE, + 19 cts d'€/kg vers les pays tiers et + 29 cts d'€/kg vers la Chine, dans un contexte de flambée des cours chinois depuis l'été.

En septembre, les exportations atteignent un niveau record (117,6 M€). Elles s'élèvent à 20,9 M€ vers la Chine (contre 18,7 M€ lors du pic de juin 2016) (graphique 7).

Graphique 7 Le niveau élevé des exportations françaises en valeur vers l'Asie s'accélère



Source : DGDDI

Les importations de viande porcine se réduisent en volume

En 2019, les importations françaises de viande porcine se replient de 5 % sur un an en volume, après deux années successives de hausse, en lien

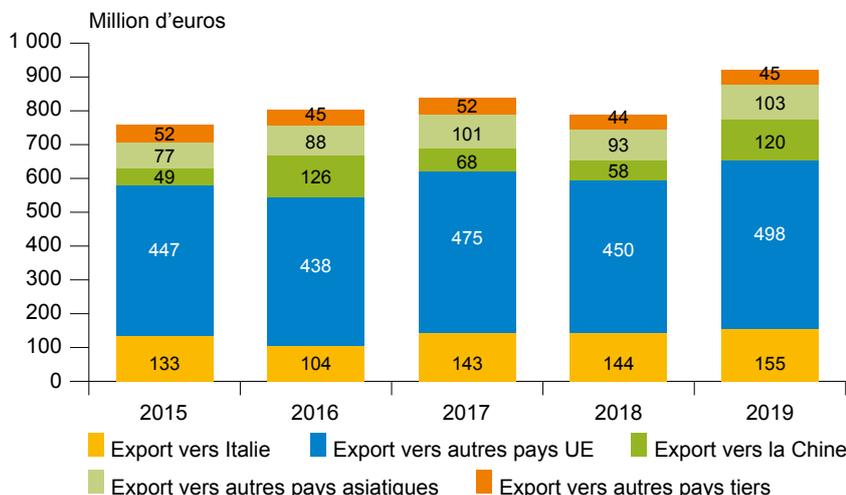
avec la diminution de la consommation française et les moindres disponibilités européennes, compte tenu des opportunités offertes aux pays tournés vers l'export (Espagne, Allemagne, Pays-Bas et Danemark) (annexe). Les importations françaises en provenance d'Espagne se réduisent ainsi (- 5 %), ce pays étant fortement sollicité par la clientèle asiatique depuis le début d'année. Ce repli représente plus de la moitié de la baisse totale des importations françaises en volume.

L'augmentation des cours mondiaux de la viande porcine renchérit également les importations françaises (+ 2 % en valeur).

La consommation française des viandes de porc baisse

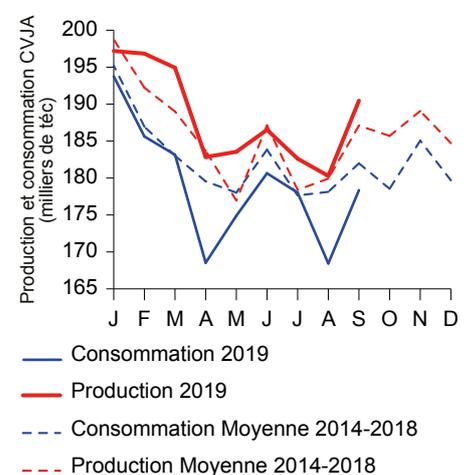
En 2019, la consommation de viande porcine calculée par bilan accuse un repli de 2,3 % par rapport à la moyenne sur cinq ans tandis que la production progresse de 1 % (graphique 8). La contraction de la demande intérieure est marquée en avril (- 6 %) ainsi qu'en août (- 5 %) alors que la production affiche des niveaux moyens. Sur ces mois, les exportations sont en nette hausse (+ 26 % en avril et + 8 % en août). De son côté, la diminution des importations (respectivement - 9 % et - 11 %) confirmerait le repli de la demande intérieure (hors considération de l'usage d'éventuels stocks sur ces mois). Par rapport à 2018, la consommation est également en recul

Graphique 6 En 2019, hausse de la valeur des exportations de viande porcine



Source : DGDDI (sur 9 mois - Viande porcine hors abats)

Graphique 8 En 2019, baisse de la consommation



Sources : DGDDI, Agreste

(- 2,8 %), après une progression de 1,2 % en 2018.

Mesurés sur les neuf premiers mois de 2019 par le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour leur seule consommation à domicile, les achats des ménages de produits à base de porc continuent de baisser sur un an : - 5,4 % pour le porc frais, - 2,7 % pour les jambons, - 1 % pour les autres charcuteries. En avril, les achats sont en repli marqué (de - 8 % à - 12 % selon les produits porcins) tandis qu'en août, le recul ne concerne que les jambons et charcuteries.

Envolée des cours du porc depuis mars en France

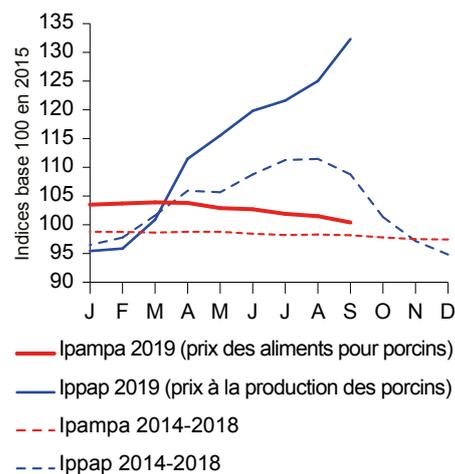
Sur les neuf premiers mois de 2019, le cours moyen du porc charcutier français augmente de 16 % en moyenne sur un an (*graphique 3*). Cette évolution est à relativiser dans la mesure où les prix ont été atones en 2018 (fait inhabituel au printemps et en été). Toutefois, le redressement des cours en 2019 est notable. Ni le repli de la consommation intérieure ni

les canicules estivales ne perturbent l'envolée des prix. La menace de la propagation de la PPA en Asie et la relance des exportations européennes vers la Chine, le Japon et les Philippines déclenchent dès février (en mars pour la France), un redressement précoce des cours. En avril, les cours français sont supérieurs à la moyenne sur cinq ans. Ils poursuivent leur envolée jusqu'en septembre, alors que les cours se replient habituellement. Sur les neuf premiers mois de 2019, le cours moyen du porc charcutier s'établit ainsi à 1,58 €/kg, supérieur de 10 cts d'€/kg au cours moyen sur cinq ans (+ 7 %). Stabilisé à un niveau exceptionnellement élevé à 1,86 €/kg, il repartirait à la hausse fin novembre.

Sur les neuf premiers mois de 2019, dans un contexte de prix payés à la production également en hausse marquée (+ 7,4 % par rapport aux prix moyens 2014-2018), le prix de l'aliment, bien que ferme (+ 4,2 %), progresse sensiblement moins que celui du porc (*graphique 9*). À partir d'avril, la trésorerie des éleveurs et

intégrateurs s'améliore, compte tenu de la progression des cours et de la baisse du coût de l'aliment (liée à celle des cours des céréales pendant l'été). En aval, les entreprises de charcuterie ont entrepris des négociations avec la distribution pour répercuter ces coûts supplémentaires sur leurs prix de vente.

Graphique 9
En 2019, envolée du prix du porc à la production



Sources : Insee, Agreste

Annexe - Porcins

Abattages - production porcine en 2019

	Abattages		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Production porcine	
	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)
Porcins (1000 têtes)	17 590	+ 0,4	465	+ 1,9	104	- 21,6	17 951	+ 0,6
Porcins (1000 tec)	1 641	+ 0,9	44	+ 2,8	2	- 15,9	1 683	+ 1,0

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

Production porcine de 2014 à 2019

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018 (%)	2019/Moy 2014-2018 (%)
1000 têtes								
Abattages bruts	17 613	17 714	17 918	17 417	17 527	17 590	0,4	- 0,3
Production	17 926	18 006	18 187	17 639	17 851	17 951	0,6	+ 0,2
1000 tec								
Abattages bruts	1 608	1 628	1 659	1 614	1 626	1 641	0,9	+ 0,8
Production	1 649	1 669	1 697	1 646	1 667	1 683	1,0	+ 1,1

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande porcine

	2016	2017	2018	2019	2019/2018
	Milliers de tec				%
Monde	447	416	424	463	+ 9,1
UE	300	301	317	324	+ 2,4
Italie	59	74	84	80	- 5,1
Belgique	36	36	36	33	- 7,5
Royaume-Uni	38	33	32	34	+ 7,4
Allemagne	26	24	25	28	+ 14,2
Espagne	19	23	25	27	+ 5,6
Pays tiers	147	115	108	138	+ 28,7
Asie	116	79	79	109	+ 37,7
Chine	73	36	35	63	+ 79,2
Philippines	16	18	20	20	+ 1,0
Japon	12	13	13	14	+ 7,6
	Millions d'euros				%
Monde	801	839	788	922	+ 16,9
UE	542	618	593	654	+ 10,2
Italie	104	143	144	155	+ 8,2
Belgique	90	93	87	86	- 0,8
Royaume-Uni	73	70	67	70	+ 4,6
Allemagne	64	66	68	75	+ 9,3
Espagne	29	38	38	45	+ 17,6
Pays tiers	259	221	195	268	+ 37,5
Asie	214	169	151	223	+ 47,4
Chine	126	68	58	120	+ 105,4
Philippines	20	31	28	33	+ 16,7
Japon	38	42	40	45	+ 12,7

Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois

Viande porcine : hors abats et y c. graisse de porc (graisse de porc totale exportée en 2019 : 35,6 milliers tec, 29 millions d'€. Vers la Chine : 6,3 milliers tec en 2019, 7 millions d'€)

Importations françaises de viande porcine

	2016	2017	2018	2019	2019/2018
	Milliers de tec				%
Monde	425	428	445	421	- 5,2
Pays tiers	4	5	5	6	+ 35,9
UE	421	423	440	415	- 5,7
Espagne	231	228	230	217	- 5,4
Allemagne	71	73	76	73	- 3,1
Italie	43	42	49	45	- 7,4
Belgique	35	34	37	37	+ 0,0
	Millions d'euros				%
Monde	1 012	1 158	1 130	1 156	+ 2,2
Pays tiers	11	12	11	11	- 4,3
UE	1 001	1 145	1 119	1 145	+ 2,3
Espagne	496	578	536	549	+ 2,4
Allemagne	186	200	199	206	+ 3,6
Italie	165	183	191	193	+ 0,9
Belgique	64	77	79	87	+ 9,7

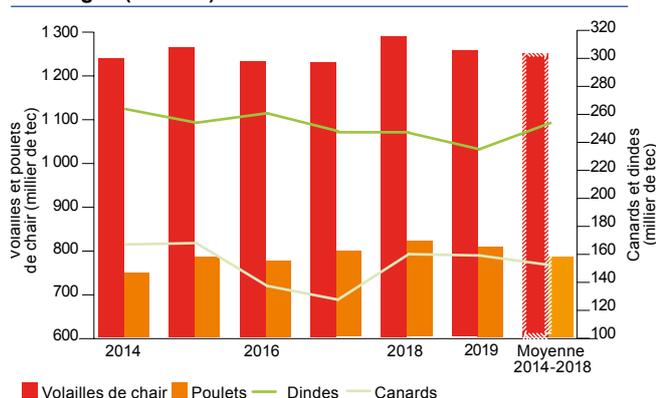
Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois

Volailles

Sur les neuf premiers mois de 2019, les abattages de volailles sont légèrement supérieurs à la moyenne sur cinq ans, du fait du dynamisme de la filière poulet. Stabilisés en 2018, les abattages de dindes perdent de nouveau du terrain tandis que le rythme de croissance de la filière canards gras tend à ralentir. Le déficit extérieur des viandes de poulet continue de se dégrader : les exportations n'augmentent plus vers l'UE et reculent toujours plus vers le Moyen-Orient au 1^{er} semestre tandis que les importations continuent d'augmenter en provenance de l'UE. Les excédents commerciaux des autres viandes de volaille s'effritent. La consommation globale de viande de volaille continue de progresser. Le marché des œufs est fluide et les prix sont soutenus. En repli marqué en début d'année, la production retrouverait des niveaux moyens en décembre.

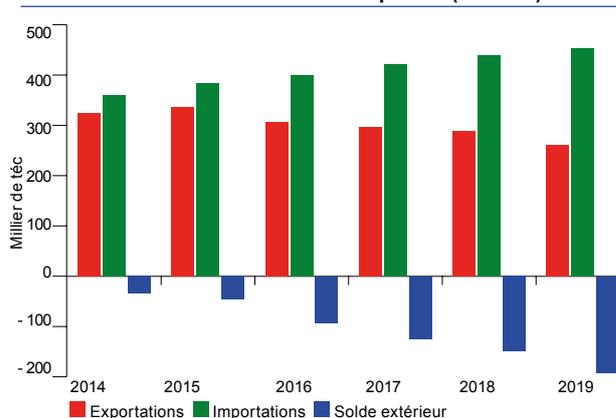
Principaux indicateurs

Graphique 1
Abattages (9 mois*)



Source : Agreste

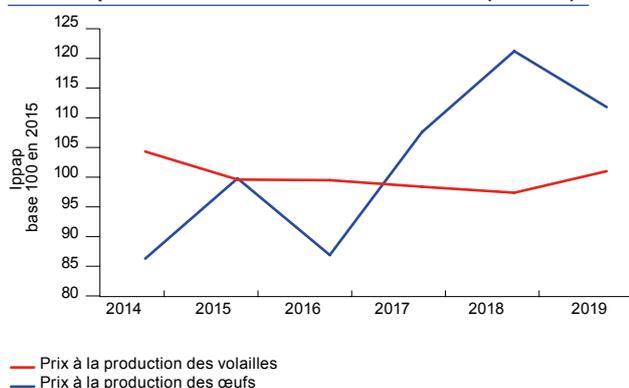
Graphique 2
Commerce extérieur de viande de poulet (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

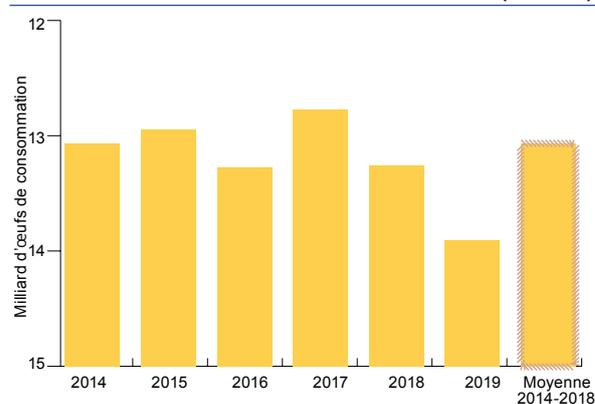
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Prix à la production des volailles et des œufs (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Graphique 4
Production annuelle d'œufs de consommation (12 mois)



Sources : Modèle de production d'œufs SSP - Itavi - CNPO

Prévision de hausse de la production mondiale de volailles

En 2019, selon l'OCDE, la croissance de la production mondiale de viandes de volaille se poursuivrait (+ 2,2 % sur un an), portée par la hausse de la population et de la consommation. L'UE, 3^e producteur mondial derrière les USA et la Chine, avec plus de 10 % de la production mondiale

en 2018, enregistre une hausse équivalente de ses abattages (+ 2 %) sur les sept premiers mois de 2019.

En France, l'activité d'abattage des poulets reste dynamique

Sur les neuf premiers mois de 2019, les abattages de volailles, toutes espèces confondues, sont légèrement supérieurs à la moyenne sur les cinq

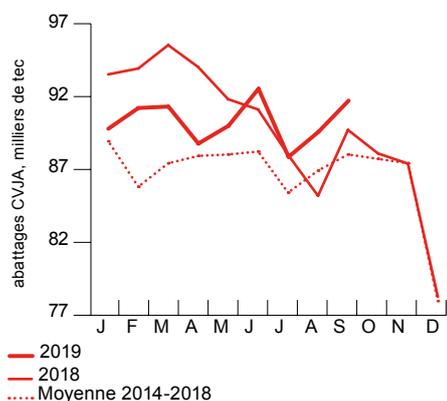
dernières années (+ 0,5 % en poids) mais en baisse sur un an (- 2,5 %) (graphique 1 – annexe Volailles). Ce repli est toutefois à relativiser compte tenu du niveau soutenu des abattages dans la filière poulets en 2018.

En 2019, malgré le repli de 2 % sur un an, les abattages de poulet de chair restent dynamiques par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 2,8 %),

la hausse du poids des carcasses compensant la diminution des effectifs abattus (graphique 5).

En 2019, les abattages de poulets sont dynamiques dans l'UE (encadré).

Graphique 5
Des abattages de poulets soutenus au regard de la moyenne sur cinq ans



Source : Agreste

La filière dinde continue de perdre du terrain

Sur les neuf mois de 2019, les abattages de dindes reculent de nouveau (- 5 % en poids sur un an), dans le prolongement de la

baisse continue enregistrée depuis deux décennies. La stabilité des abattages de dindes enregistrée sur l'année 2018 n'a été que temporaire, uniquement due à la hausse du poids des carcasses.

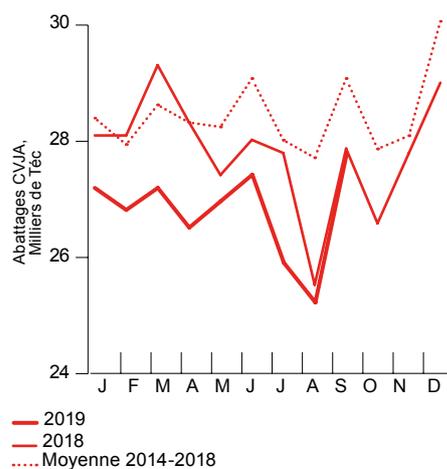
Sur les neuf premiers mois de 2019, les volumes d'abattages se contractent également par rapport aux niveaux moyens 2014-2018 (- 8 % en poids), les effectifs abattus étant nettement inférieurs (- 11 % en têtes) (graphique 6).

De même, les abattages de pintades reculent (- 6,6 % sur un an en poids) après une hausse équivalente en 2018. Les volumes sont toutefois proches de la période antérieure à 2018.

Début 2019, la reprise de la filière canards gras est freinée

Sur les neuf premiers mois de 2019, la reprise des abattages ralentit dans la filière palmipèdes gras (+ 0,4 % en poids et - 0,3% en têtes sur un an). Cela répond à une volonté de la filière de redimensionner sa production afin de s'adapter aux mesures de biosécurité prises à la suite des

Graphique 6
Des abattages de dindes de nouveau en net repli



Source : Agreste

différentes épizooties. Pour pouvoir clausturer les animaux en période de fort risque d'influenza, les éleveurs réduisent les effectifs des bandes d'animaux en hiver, ce qui induit un repli plus marqué des abattages fin 2018-début 2019 (graphique 7, marques noires sur les courbes).

Lors des épizooties d'Influenza aviaire hautement pathogènes (IAHP)

Sur les sept premiers mois de 2019, les abattages de volailles augmentent dans l'UE

En 2019, selon Eurostat, les abattages de volailles continuent d'augmenter dans l'UE : + 2 % en volume après + 3,5 % en 2018 (tableau 1). La croissance s'explique essentiellement par la filière poulets (+ 4,2 %) tandis que les abattages de dindes reculent de 1,3 %. La production espagnole de volailles devient la troisième en Europe devant la France, avec un

dynamisme particulier des filières poulets et dindes. La production de canards s'établit à 276 milliers de tonnes, en repli de 2 %, sous l'effet du recul des abattages en Hongrie et Bulgarie (- 2 % et - 19 %). En revanche, la filière polonaise, en troisième position derrière la France et la Hongrie, progresse de 13 %.

Tableau 1

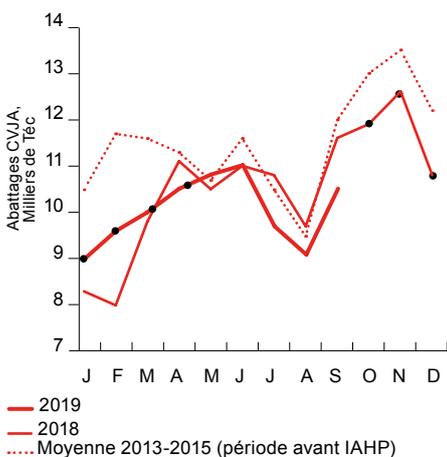
En 2019, les abattages de poulets s'accroissent dans l'UE, notamment en Espagne (7 mois)

Principaux pays	Total volailles		Poulets		Dindes	
	Millier de tonnes	2019/2018 (%)	Millier de tonnes	2019/2018 (%)	Millier de tonnes	2019/2018 (%)
Pologne	1 505	+ 2,5	1 230	+ 2,8	225	- 0,5
Royaume-Uni	1 123	+ 4,4	1 024	+ 5,6	83	- 5,5
Espagne	1 019	+ 9,1	843	+ 10,5	134	+ 9,6
France	980	- 3,5	650	- 3,4	183	- 6,6
Allemagne	925	+ 0,1	605	+ 1,0	277	+ 0,4
Italie	746	- 0,2	568	+ 0,4	172	- 1,5
Union européenne	8 214	+ 2,0	7 216	+ 4,2	1 164	- 1,3

Source : Eurostat

Graphique 7

Des abattages de canards gras inférieurs au niveau moyen 2013-2015 pendant l'hiver



Source : Agreste

de 2016 et 2017, un plan d'actions pour endiguer les épizooties avait été mis en place, occasionnant le dépeuplement d'élevages de palmipèdes dans le Sud-Ouest. En conséquence, les abattages contrôlés de canards gras avaient reculé de 35 % entre 2015 et 2017. En 2018, l'activité de cette filière s'est fortement redressée tout en demeurant 9 % en-deçà des niveaux de 2015.

Concernant la seule filière canards à rôti, les abattages sont supérieurs à la moyenne 2013-2015 (+ 2,4 % en poids), bien qu'en recul de 1,2 % par rapport à une année 2018 dynamique.

Le déficit commercial en viande de volailles continue de s'accroître, en lien avec le recul des ventes de poulet vers le grand export

Déficitaire depuis 2014, le déficit du commerce extérieur de viandes de volaille se creuse de nouveau sur les neuf premiers mois 2019, à la fois en volume et en valeur ; il passe ainsi de - 115 K de tec en 2018 à - 167 K de tec en 2019 et de - 291 M d'€ à - 349 M d'€ (graphique 2). Cela s'explique par la nouvelle dégradation du solde des viandes de poulet (de - 149 K tec en 2018 à - 192 K tec en 2019 et de - 369 M d'€ à - 427 M d'€), notamment à destination des pays tiers.

Les exportations de viande de poulet ne progressent quasiment plus vers l'UE et le recul s'accroît vers les pays tiers

Après une année 2018 en repli de 3 %, les exportations de viande et préparations de poulet se contractent fortement en 2019 (- 10 % sur un an, soit - 30 000 tec) (annexe). Les ventes vers le Moyen-Orient et le Bénin se replient de nouveau (- 18 600 tec et - 6 500 tec). Les débouchés diminuent également vers l'Europe de l'Est et la Russie, sur un marché concurrencé par les viandes polonaises et ukrainiennes.

Contrairement à 2018, la perte des débouchés vers les pays tiers en 2019 (- 30 000 tec) n'est plus compensée par les flux développés vers l'UE. Les exportations vers l'UE stagnent, la progression vers le Royaume-Uni et l'Allemagne étant contrebalancée par le recul des autres partenaires.

Toutefois, hausse des ventes à l'Arabie Saoudite depuis juillet

Malgré le repli vers les pays tiers, les ventes de poulets de chair vers l'Arabie saoudite tendent à se redresser depuis juillet après un déclin continu depuis 2016 : + 20 % sur un an, soit + 1 000 tec environ chaque mois vers cette destination. De ce fait, les exportations vers les pays tiers se stabilisent au 3^e trimestre sur un an.

La croissance des importations européennes de viande de poulet se poursuit

Parallèlement au repli marqué des exportations, les importations de viande de poulet augmentent de 3 % sur un an (+ 13 000 tec). La reconquête du marché intérieur souhaitée par la filière française se heurte à la concurrence européenne. Le rythme de croissance très élevé en 2018 des importations en provenance de Pologne, d'Espagne et de Belgique ralentit en 2019, au profit de l'Allemagne. Dans le même temps, la France réduit ses approvisionnements en provenance du Royaume-Uni et des pays tiers. Ces derniers ne représentent plus que 5 % des importations totales françaises. L'embargo instauré vis-à-vis de certains abattoirs brésiliens

en mars 2017 continue de peser sur cette source d'approvisionnement (- 1 700 tec importées en 2018, - 2 800 tec en 2019), au profit de fournisseurs thaïlandais (+ 2 000 tec en 2018 et + 1 800 en 2019).

La baisse des exportations de viandes de dinde effrite l'excédent commercial

L'excédent des échanges extérieurs de viandes de dinde continue de s'éroder (+ 14,8 K tec après + 22,2 K tec en 2018) tandis qu'il reste déficitaire en valeur (- 2,7 M d'euros en 2019).

Les exportations diminuent fortement (- 14,5 %, soit - 8,4 milliers de tec), essentiellement vers l'Allemagne (- 4,9 K tec). Ce client ne représente plus que 6,5 % des ventes, contre 15 % il y a cinq ans.

En parallèle, les importations reculent de 2,7 % (- 1 millier de tec). Le tiers des volumes provient d'Allemagne et diminue fortement (- 11,3 milliers de tec). L'atonie de la consommation de viande de dinde pourrait expliquer la baisse des importations. En revanche, la France accroît ses achats de viande de poulet allemand.

En 2019, moins d'exportations de viandes de canard

L'excédent des échanges extérieurs de viandes et préparations de canard s'érode de nouveau en volume (+ 11,1 k tec en 2018, + 8,8 K tec en 2019), tout en restant stable en valeur (+ 67 M€).

Les exportations se contractent fortement (- 12,6 % sur un an, soit - 3,5 K tec), notamment vers l'Allemagne et Hong-Kong. Les importations reculent également (- 7,3 %, soit - 1,2 K tec), notamment en provenance de la Bulgarie, touchée par des foyers d'IAHP dans ses élevages avicoles.

En 2019, moins d'importations de foie gras qu'en 2015

Concernant les échanges extérieurs de foie gras, le déficit tend à se

réduire (- 500 tonnes en 2019 contre - 1 100 t en 2018), s'établissant au niveau de 2015, avant les épizooties aviaires.

Les importations françaises s'établissent à 1 660 t en 2019, en repli de 29 % sur un an et de 13 % par rapport à 2015, notamment en provenance de Bulgarie. En parallèle, les exportations s'établissent à 1 160 t, en repli de 6 %, notamment vers la Belgique et l'Espagne, premier client de la France. Les ventes restent inférieures de 240 t aux niveaux de 2015, notamment depuis l'embargo asiatique mis en place au moment des crises sanitaires. Le Japon n'achète plus que 10 % des volumes exportés (contre 29 % en 2015). Toutefois, les Émirats arabes unis achètent près de 9 % des volumes exportés par la France (contre près de 2 % en 2015).

Les prix à la production des volailles sont bien orientés

Sur les neuf premiers mois de 2019, les prix moyens à la production des volailles sont en hausse de 3,7 % sur un an et de 1,2 % comparés à la moyenne sur cinq ans (*graphique 3*). Dans une filière fortement intégrée, ils sont le reflet du coût élevé de l'aliment volailles, compte tenu du niveau plutôt ferme des prix des céréales lors de la récolte 2018. Au 3^e trimestre 2019, la baisse des cours des céréales de la nouvelle récolte oriente les prix à la production des volailles à la baisse.

Consommation française de viande de volaille soutenue, malgré la stabilité à domicile

Sur les neuf premiers mois de 2019, la consommation globale apparente de viande de volaille est tirée par la viande de poulet et de canard, mais pénalisée par la désaffection pour les viandes de dinde et de pintade. La hausse est soutenue par rapport à la moyenne 2015-2017 (+ 11 %) (*graphique 8*). En 2019, la consommation dépasse de 10 % la production.

Hors viande de canard, elle est en hausse plus modérée par rapport à 2018 : + 1,4 % (+ 2,7 % pour la viande

de poulet mais - 3,1 % pour la dinde et - 9,5 % pour la pintade). Comparée à la période moyenne 2013-2015 (avant crises sanitaires), celle de viande et préparations de canard est soutenue (+ 6,6 %). Des actions promotionnelles menées en surfaces de vente en janvier et février 2019, ont permis d'écouler les surplus de stock 2018, suite à la relance de la production de canards non consommée sur l'année. La part des viandes importées dans la consommation se stabilise mais reste importante pour le poulet (44 %), contre 16 % pour la dinde, 9 % pour le canard et seulement 0,1 % pour la pintade.

De son côté, sur les neuf premiers mois de 2019, la consommation de viande de volailles des ménages à leur domicile est quasiment stable pour la deuxième année consécutive (- 0,5 % sur un an, - 0,3 % en 2018, après s'être contractée de 1,8 % en 2017) selon l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer. Les achats de viande de canard continuent de progresser (+ 2,7 %), tandis que ceux de poulet, de dinde et de pintade se replient (respectivement - 1,4 %, - 4,2 % et - 6,6 % sur un an).

Les découpes de viande crue, les produits élaborés à base de volaille, les gésiers, le jambon de volaille, les magrets et canards entiers sont plébiscités. *A contrario*, les achats de poulets entiers et les volailles

surgelées restent moins attractifs. Le prix moyen des viandes de volailles au stade détail continue d'augmenter (+ 1,8 % en 2019, + 1,7 % en 2018), reflétant la tendance haussière des prix à la production.

Compte tenu de la hausse de la consommation globale apparente et de la quasi-stabilité des achats de viande de volaille pour le domicile, la consommation hors foyer des ménages s'accroît en 2019. Celle de viande de poulet augmente hors foyers tandis qu'elle fléchit à domicile, fortement pénalisée par la baisse des achats de poulets entiers.

Œufs

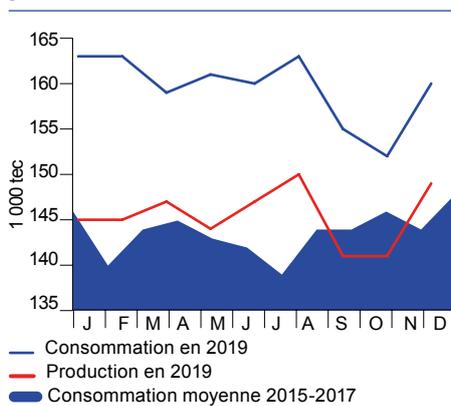
Depuis la mi-2018, le marché européen des œufs de consommation se rééquilibre, en volume et en prix, après la crise du Fipronil fin 2017. En 2019, la production française se replierait de 5 % sur un an, compte tenu de la diminution continue des poulettes de ponte dans les élevages depuis 2018. Toutefois, la production d'œufs amorce une reprise au printemps 2019. La transition des systèmes d'élevage cage vers l'élevage bio, plein air et sol s'accélère. Le déficit du commerce extérieur des œufs de consommation se creuse sur un an, sous l'effet de la hausse des importations européennes. En France, les prix des œufs sont stables et soutenus, les volumes disponibles étant modérés.

En 2019, nouvelle baisse de la production d'œufs

Pour 2019, la production française intensive d'œufs s'établirait à 13,1 milliards d'œufs, soit 800 milliers de téoc (*graphique 4 - annexe*). Elle serait de nouveau prévue en recul de 4,7 % sur un an, selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO. En 2018 elle accusait une baisse de 3,4 % après toutefois une hausse de 3,6 % en 2017. La production 2019 serait inférieure de 6 % comparée à la moyenne 2014-2018 (*graphique 9*).

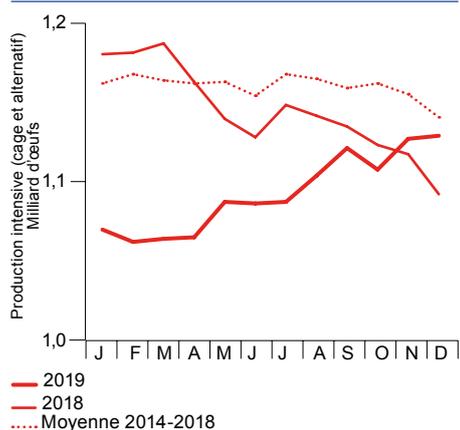
D'avril 2018 à février 2019 la production d'œufs diminue chaque mois, conséquence du repli important des naissances de poussins femelles

Graphique 8
En 2019, une consommation de viandes de volailles supérieure à la moyenne (sur trois ans*) et à la production



Source : Agreste
(* les stocks de viandes intervenant dans le calcul de la consommation ne sont pas connus pour 2018)

Graphique 9
Prévision de production intensive d'œufs de consommation



Source : Modèle ITAVI/SSP/CNPO

(- 7,2 %) et surtout du niveau élevé des exportations au regard des poussins importés, quatre fois moins nombreux.

Depuis septembre 2018, davantage de poules pondeuses mises en place dans les élevages français

Depuis la fin 2018, l'Espagne réduit significativement ses approvisionnements européens en poussins de ponte, notamment en provenance de France, son principal fournisseur. Cela induit des changements structurels au sein de

l'accoupage français et se traduit par près de 5 M de têtes exportées en moins par la France en 2019. Conjugée à la diminution de 70 % des exportations, toutes destinations confondues, la hausse (modérée) des importations en provenance de Belgique et Pays-Bas (+ 750 milliers de poussins) contribue à augmenter les mises en place de pondeuses dans les élevages français.

Reprise de la production française d'œufs au printemps 2019

Malgré la nouvelle baisse des éclosions de poussins (- 9 %, soit 3 M de poussins de moins), 10 % de poulettes supplémentaires intègrent les élevages (2,7 M de poussins de plus), redynamisant la production française d'œufs dès le printemps 2019. Celle-ci devrait ainsi retrouver des niveaux proches de la moyenne sur cinq ans en décembre.

Sur les neuf premiers mois de 2019, le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation se creuse à nouveau

En 2019, le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation se creuse à nouveau en volume : - 38 milliers de téoc contre - 21 milliers de téoc en 2018, sous l'effet d'une

hausse importante des importations, à la fois d'œufs en coquille et d'ovoproduits alimentaires, et d'une légère baisse des exportations (graphique 10 - annexe). Le déficit se dégrade également en valeur: - 20,7 M d'euros, contre - 6,7 M d'euros en 2018.

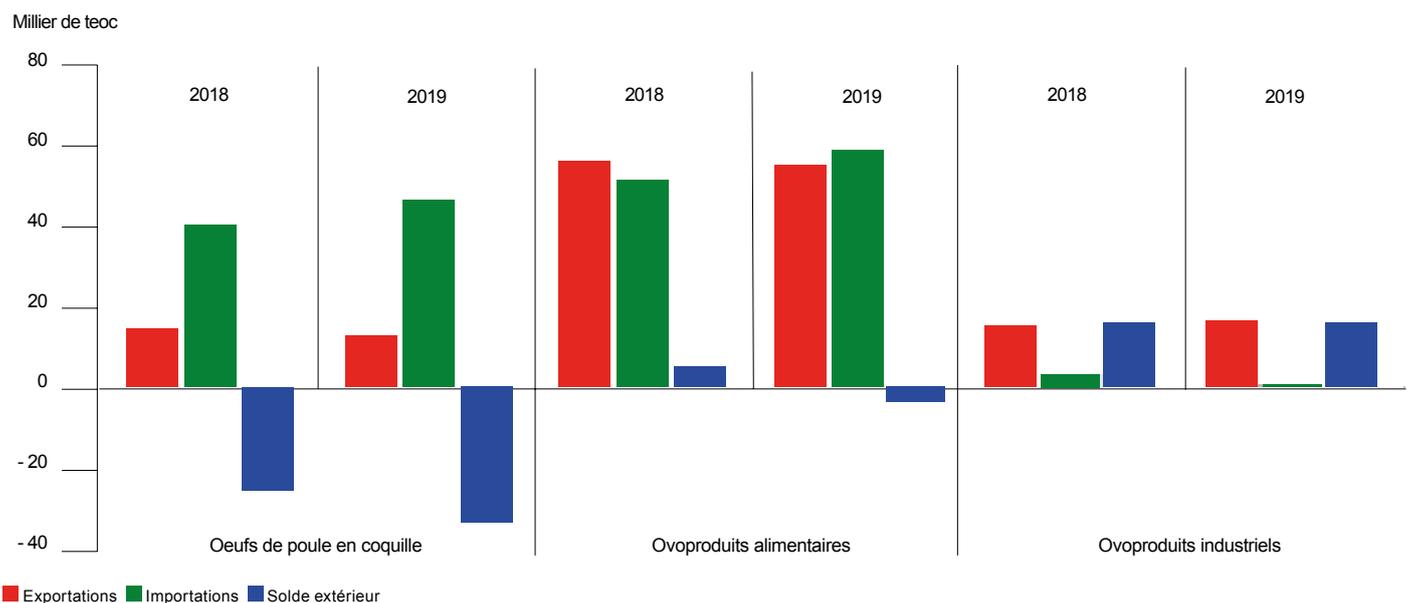
S'agissant des ovoproduits industriels, l'excédent commercial se consolide à + 16,1 milliers de téoc (+ 12,3 milliers de téoc en 2018), sous l'effet de la baisse des importations néerlandaises et belges. En valeur, il en va de même : + 7,6 M d'euros, contre + 6 M d'euros en 2018.

Forte hausse des importations européennes d'œufs de consommation

Les importations d'œufs de consommation augmentent de 14 milliers de téoc : + 16 % pour les œufs coquille, notamment en provenance d'Espagne et + 15 % pour les ovoproduits alimentaires, en provenance de Belgique, des Pays-Bas et d'Italie. L'origine belge tend à progresser, au détriment de l'origine néerlandaise.

En parallèle, les exportations françaises d'œufs en coquille se réduisent de trois milliers de téoc (- 12 %), essentiellement à destination

Graphique 10
En 2019, la hausse des importations creuse le déficit du solde extérieur des œufs de consommation



Source : DGDDI

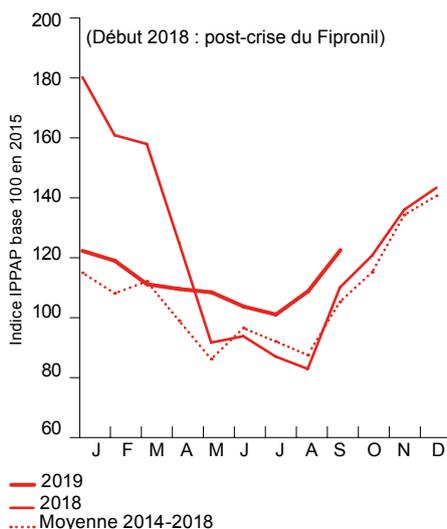
des Pays-Bas. Concernant les ovoproduits alimentaires, les volumes se replient de 2 %, principalement vers l'UE, malgré un marché actif vers l'Allemagne, l'Afrique du nord ainsi que les Emirats arabes unis.

Prix de l'œuf : retour à une situation plus habituelle en 2019

Depuis la crise du Fipronil de fin 2017, le marché européen des œufs de consommation se rééquilibre. En France, les prix des œufs retrouvent des niveaux plus habituels à partir de mai 2018. Au printemps 2019, la baisse saisonnière des prix est peu visible. Les cours sont quasiment stables tout au long de l'année, la production modérée favorisant la fluidité du marché. En moyenne sur les neuf mois de 2019, les prix à la production sont supérieurs de 11,4 % à ceux de la moyenne sur cinq ans et reculent de 7,7 % sur un an (*graphique 11*).

En grande distribution, selon le RNM/ FranceAgriMer, le prix de l'œuf gros calibre entrée de gamme s'établit à 20 cts d'€ TTC pièce, soit 10 % de plus qu'en 2018.

Graphique 11
Des prix stables et soutenus en 2019



Source : Agreste, INSEE - Indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP)

Forte baisse des achats d'œufs en cage par les ménages

Sur les neuf premiers mois de 2019, la consommation d'œufs par les ménages à leur domicile progresse légèrement (+ 0,7 % sur un an, après la stabilisation de 2018) selon

l'enquête Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer. La baisse de la demande en œufs de poules élevées en cage s'accélère (- 13 % en 2019, - 4 % en 2018), faisant tomber leur part dans l'ensemble de la consommation d'œufs à 39 % (- 6 points par rapport à 2018). La part des œufs de plein air est désormais proche de celle des œufs cage, soit 35 % des achats (en hausse de 9 %), devant les œufs biologiques (+ 18 %) représentant 13 % des achats. Les œufs produits au sol, destinés à remplacer les œufs cage dans la distribution à l'horizon 2022-2025 ne représentent que 4 % des volumes mais progressent (+ 79 %). Ces évolutions reflètent l'accélération de la transition de systèmes d'élevage en cage vers l'élevage alternatif (biologique, plein air ou au sol). En 2018, les élevages étaient répartis à 58 % en cage et 42 % en système alternatif, contre respectivement 63 %/37 % en 2017 et 68 %/32 % en 2015.

Annexe - Volailles

Abattages - production de volailles

	Abattages		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Production	
	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)	2019	2019/2018 (%)
Total volailles (million de têtes)	678	- 3,3	42	- 5,1	2	+ 5,6	718	- 3,4
Gallus (*)	582	- 3,3	40	- 6,2	1	+ 3,1	620	- 3,5
Dindes	28	- 5,4	1	+ 6,2	0	- 99,9	30	- 4,9
Canards	52	- 0,7	1	+ 40,9	0	+ 182,0	53	- 0,3
Pintades	16	- 6,3	0	+ 34,1	0	- 1,6	16	- 6,4
Total volailles (1000 téc)	1 252	- 2,5	49	- 1,9	2	+ 0,4	1 299	- 2,5
Gallus (*)	838	- 1,9	40	- 4,8	1	+ 5,1	877	- 2,1
Dindes	234	- 5,2	6	+ 6,9	0	- 99,9	240	- 4,8
Canards	159	- 0,7	2	+ 41,3	0	+ 182,3	161	- 0,4
Pintades	20	- 6,6	0	+ 33,1	0	+ 0,9	20	- 6,7

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)

Total volailles = gallus+ dindes+ canards à rôtir et à gaver + pintades + oies à rôtir et à gaver

(*) Gallus : env. 95 % de poulets de chair/coqs/coquelets, 4 % de poules de réforme, 1 % de chapons

Données de janvier à septembre

Exportations de viande de volaille

	2016	2017	2018	2019	2019/2018
VIANDE DE VOLAILLE	<i>En millier de tec</i>				
Monde	395	393	379	338	- 10,9
UE	185	195	206	197	- 4,4
Pays tiers	209	199	173	141	- 18,7
VIANDE DE VOLAILLE	<i>En million d'euros</i>				
Monde	738	739	760	730	- 3,9
UE	480	492	532	532	- 0,1
Pays tiers	258	246	228	199	- 12,9
VIANDE DE POULET	<i>En millier de tec</i>				
Monde	307	297	289	260	- 10,3
UE	121	123	138	138	+ 0,2
Pays tiers	186	174	151	121	- 19,9
Moyen-Orient	118	98	84	65	- 22,3
Afrique sub-saharienne	29	31	29	20	- 29,0

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

Importations de viande de volaille

	2016	2017	2018	2019	2019/2018
VIANDE DE VOLAILLE	<i>En millier de tec</i>				
Monde	455	473	494	505	+ 2,2
UE	426	447	465	478	+ 2,9
Pays tiers	29	26	29	26	- 8,9
VIANDE DE VOLAILLE	<i>En million d'euros</i>				
Monde	934	962	1 052	1 079	+ 2,6
UE	873	906	982	1 015	+ 3,4
Pays tiers	61	56	70	64	- 8,3
VIANDE DE POULET	<i>En millier de tec</i>				
Monde	400	421	439	452	+ 3,0
UE	374	399	412	428	+ 3,8
Pays tiers	92	93	102	107	+ 4,2
Moyen-Orient	64	77	92	97	+ 5,7
Afrique sub-saharienne	26	23	26	23	- 10,2

Production d'œufs de consommation

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018	Moy 2014-18	2019/Moy 2014-2018
Production intensive d'œufs	13,9	14,0	13,7	14,2	13,7	13,1	- 4,7	13,9	- 6,0

Modèle Itavi-SSP-CNPO

Exportations d'œufs

	2016	2017	2018	2019	2019/2018
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>En milliers de teoc</i>				
Monde	75,6	76,4	71,3	68,5	- 4,0
œufs coquille	17,2	17,1	14,6	12,9	- 12,2
ovoproduits alimentaires	58,4	59,2	56,6	55,6	- 1,9
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	15,8	17,2	15,4	16,6	+ 7,4
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>En millions d'euros</i>				
Monde	96,0	89,8	94,0	82,5	- 12,3
œufs coquille	22,9	22,2	19,8	16,1	- 18,4
ovoproduits alimentaires	73,0	67,6	74,3	66,4	- 10,6
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	6,8	7,6	7,4	7,8	+ 5,7

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

Importations d'œufs

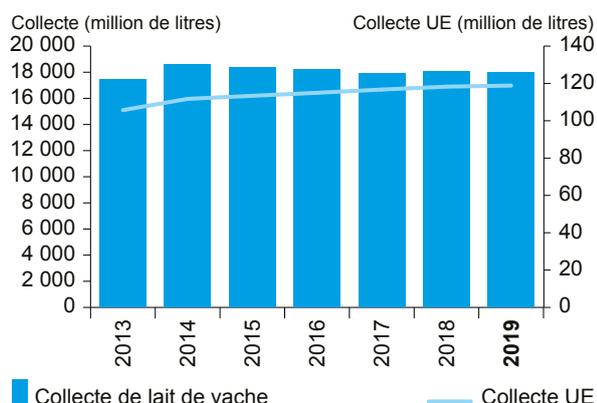
	2016	2017	2018	2019	2019/2018
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>En milliers de teoc</i>				
Monde	91,9	102,2	92,2	106,1	+ 15,1
œufs coquille	41,3	49,3	40,5	46,8	+ 15,6
ovoproduits alimentaires	50,5	52,9	51,7	59,3	+ 14,7
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	2,1	2,1	3,1	0,5	- 82,8
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>En millions d'euros</i>				
Monde	87,7	104,2	100,8	103,2	+ 2,4
œufs coquille	41,2	53,0	44,9	47,0	+ 4,6
ovoproduits alimentaires	46,5	51,2	55,9	56,3	+ 0,7
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	0,6	0,5	1,3	0,2	- 82,9

LAIT

En 2019, la production laitière mondiale de lait de vache est en léger repli dans les principaux bassins laitiers. La demande mondiale en produits laitiers reste dynamique. Les échanges de poudre de lait écrémé progressent, soutenus par des prix attractifs. Cependant, l'instauration de droits de douanes états-uniens plus élevés sur certains produits laitiers européens pourrait affecter le commerce mondial. En France, les prix à la production du lait à teneurs réelles se redressent dans un contexte de légère baisse de la collecte sur neuf mois et de contraction des exportations de la plupart des produits laitiers. À compter du 2^e trimestre 2019, le redressement des prix du lait et la baisse des coûts de production influent positivement sur l'évolution de la marge des éleveurs.

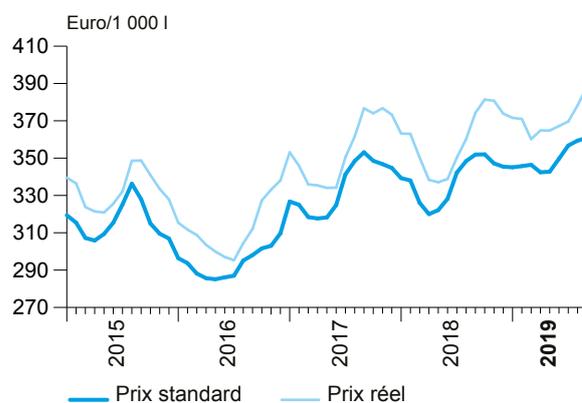
Principaux indicateurs

Graphique 1
Collecte de lait de vache (9 mois*)



Sources : Agreste, Eurostat

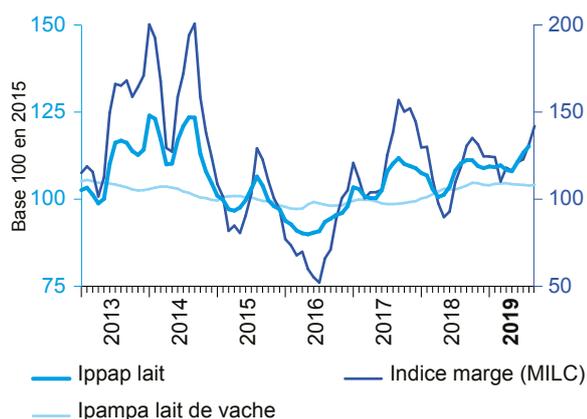
Graphique 2
Prix du lait de vache



Sources : Enquête mensuelle laitière/SSP/FranceAgriMer

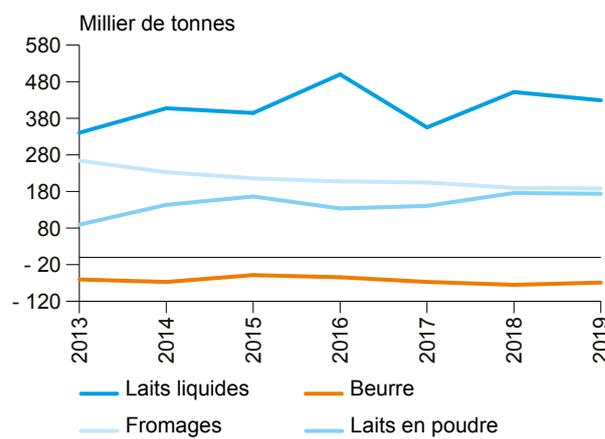
* Sur les 9 mois de chaque année.

Graphique 3
Indices de prix et de coût du lait



Source : Insee (Ippap - Ipampa) - Idèle (Ipampa Lait de vache, indicateur MILC)

Graphique 4
Solde du commerce extérieur des produits laitiers (9 mois*)



Source : Douanes DGDDI

En 2019, une production mondiale de lait de vache en léger repli

En 2019, au niveau mondial, la production de lait de vache des

cinq principaux exportateurs (Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne) baisse sur les cinq premiers mois (- 0,5 % par

rapport à la même période de 2018). Après une croissance modérée de 1,8 % en 2018, la collecte est freinée depuis la fin 2018 par des conditions climatiques défavorables en Europe

et surtout dans l'hémisphère sud (Australie où sévit une sécheresse persistante ainsi qu'en Argentine). La légère croissance de la production dans l'Union européenne et la reprise de printemps plutôt dynamique en Nouvelle-Zélande ne compensent pas les reculs importants enregistrés dans les autres bassins producteurs, tandis que la collecte demeure stable aux États-Unis.

La collecte de lait européenne en légère hausse avec de forts contrastes selon les pays

Sur les huit premiers mois de 2019, la collecte laitière européenne (UE28) progresse légèrement (+ 0,4 %) de janvier à août 2019 d'après Eurostat (graphique 1). Elle est en retrait chez les principaux pays producteurs, Allemagne (- 0,5 %), France (- 0,9 %), Pays-Bas (- 2,1 %), Italie (- 1,1 %) et dynamique au Royaume-Uni (+ 2,6 %) et surtout en Irlande (+ 9 %). La hausse est plus modérée en Pologne et en Espagne respectivement (+ 2,1 % et + 1,6 %).

Une demande mondiale soutenue, particulièrement pour les poudres de lait

En 2019, la demande mondiale en produits laitiers reste dynamique, en particulier pour les poudres. Les exportations européennes progressent de 28 % pour la poudre de lait écrémé, portées par la forte demande asiatique (Chine, Philippines, Indonésie) et de 28 % pour le beurre sur la période de janvier à août, sous l'effet de la hausse des importations russes et nord-américaines. En revanche les échanges de lactosérum pâtissent du contrecoup de la fièvre porcine africaine qui sévit en Chine et qui freine la demande. Les cours mondiaux de la poudre de lait écrémé sont nettement orientés à la hausse tandis que ceux du beurre se replient, passant sous la barre des 4 000 €/tonne, tout en restant élevés.

Dans l'UE, des fabrications de beurre et de poudre de lait écrémé dynamiques

En 2019, portées par la demande mondiale, les fabrications de produits

industriels dans l'UE s'orientent vers les poudres de lait écrémé (+ 1,8 % en cumul de janvier à août) ainsi que vers le beurre (+ 3,6 %). À l'inverse, les autres fabrications reculent ou stagnent : fromages (- 0,3 %), poudres grasses (- 4 %), laits de consommation (- 3,6 %) et yaourts (- 0,3 %) ; parmi les produits frais, seule la crème fait exception, avec une hausse de 2,6 %. S'agissant des exportations, celles de poudres de lait, pour lesquelles l'UE est le premier exportateur mondial, sont en nette progression. Celles de fromages et de beurre se maintiennent alors que les exportations de poudre grasse se contractent. L'UE a vendu tous les stocks d'intervention de poudre de lait écrémé entre fin 2018 et début 2019.

En 2019, après un recul marqué sur un an au premier trimestre, sous l'effet d'un manque de ressources fourragères, la collecte française se stabilise progressivement

Au 1^{er} trimestre 2019, dans le prolongement de la baisse observée à l'automne 2018, la collecte française de lait confirme son repli sur un an, sous l'effet de stocks fourragers restreints par la sécheresse de l'été 2018. Relativement stable au 2^e trimestre, la collecte laitière enregistre une nouvelle baisse en juillet, conséquence d'une sécheresse

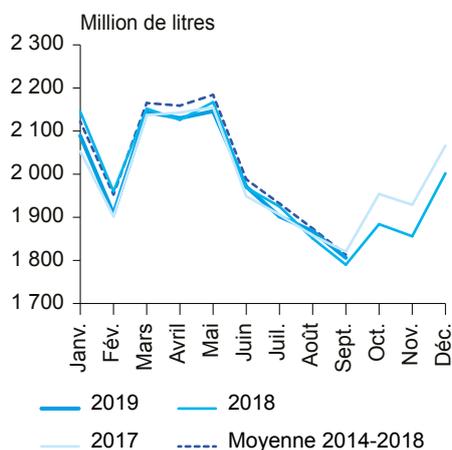
persistante et de la canicule estivale (graphique 5 - annexe Lait). Depuis août, la collecte est dynamique, dépassant les niveaux de l'année 2018 et rattrapant le niveau moyen sur cinq ans.

Sur les neuf premiers mois de 2019, la collecte de lait de vache se réduit de 0,7 %. À l'exception des bassins laitiers du Grand-Ouest, de Normandie et de Nord-Picardie, favorisés par une pluviométrie proche des normales de saison et une pousse de l'herbe plus conséquente en avril, la production baisse dans tous les autres bassins, en particulier en Poitou-Charentes (- 4,2 %) et en Auvergne-Limousin (- 3,6 %). Dans le sud de la France où la collecte de lait oscille entre (- 6,5 %) pour le Sud-Ouest et (- 3,0 %) pour le Sud-Est, cette baisse conjoncturelle s'ajoute au repli structurel déjà existant.

Collecte de lait bio en France : un marché assez bien équilibré

En 2019, la croissance de la collecte de lait biologique se poursuit (+ 15,4 % en volume sur les neuf premiers mois). Cette hausse est toutefois moins prononcée qu'en 2018 (+ 40 % par rapport à la même période de 2017). La collecte de lait bio représente 4,1 % de l'ensemble du lait collecté en France en 2019. Le nombre de livreurs s'accroît un peu moins rapidement qu'en 2018 (+ 28 % après 31 % l'année précédente) mais le rythme reste soutenu. La croissance des achats de produits laitiers bio par les ménages se poursuit. Toutes les fabrications de produits laitiers bio augmentent, en particulier celles de laits conditionnés et de crème ; elles pourraient toutefois être freinées au 2^d semestre 2019 en raison des effets de la sécheresse de l'été sur la production de lait bio. En moyenne de janvier à septembre 2019, le prix du lait de vache bio à teneurs réelles¹ s'élève à 464,1 €, en légère hausse de 1,5 % sur un an.

Graphique 5
En 2019, la collecte française de lait de vache demeure en deçà du niveau de 2018 et de la moyenne sur cinq ans



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

1. Le prix à teneur réelle en matière grasse et matière protéique du lait de vache est le prix versé aux producteurs quelle que soit la qualité du lait.

La hausse du prix du lait à partir de juin favorise une amélioration de la marge des éleveurs français malgré des coûts de production en hausse sur un an

Le prix du lait standard² s'établit en moyenne à 349,5 € pour 1 000 litres sur les neuf premiers mois de 2019, en hausse de 4,4 % par rapport à la même période de 2018 (*graphique 2*). Le prix du lait à teneurs réelles s'établit à 370,2 € pour 1 000 litres, en progression de 5,5 % par rapport à 2018. La baisse saisonnière du prix du lait conventionnel (de mars à juin) a été peu marquée cette année. En 2018, les coûts de production du lait avaient augmenté, en lien avec la hausse des prix de l'énergie et des aliments achetés, mais aussi d'un recours accentué à ces aliments pour pallier le manque de disponibilités fourragères. En 2019, le prix des charges des producteurs laitiers (indice Ipampa lait de vache) se stabilise au niveau atteint fin 2018 ; il est supérieur de 5 % à l'année 2018 sur les neuf premiers mois. Le recours accru à des aliments achetés contribue également à la hausse

2. Le prix standard du lait de vache est le prix versé aux producteurs pour un lait ramené à 38 g/l de matière grasse et 32 g/l de matière protéique.

moyenne des coûts de production du lait. Sur les neuf premiers mois de 2019, l'indice IDELE de marge brute des éleveurs laitiers augmente de 10 %, traduisant une amélioration sensible de la conjoncture laitière (*graphique 3*). Cette hausse de la marge des producteurs de lait s'opère à partir de juin 2019 et coïncide avec le redressement très net des prix du lait, lui-même lié en particulier à la hausse des cours mondiaux des poudres de lait écrémé, et avec la stabilisation des coûts de production.

Des fabrications françaises de beurre en repli, celles de poudres plus dynamiques

Le repli de la collecte de lait et la baisse de la demande pénalisent de nouveau certaines fabrications de produits laitiers : celles de lait conditionné et de yaourts-desserts lactés baissent respectivement de 3,5 % et de 2,7 % sur les neuf premiers mois de 2019 par rapport à 2018. En revanche, celles de crème conditionnée progressent (+ 4,1 %). La plupart des fabrications de fromages sont stables : celles de fromages frais sont en retrait de 2,1 % tandis que la production de fromages à pâte pressée cuite augmente de 2,0 %. Parmi les fabrications de produits industriels, celles de poudre de lait progressent

de 3,4 %. Le prix de la poudre de lait se stabilise, soutenu par la demande extérieure. Les fabrications de matières grasses diminuent de 1,4 %, de même que celles de poudre de babeurre (- 11,2 %) et de poudre de lactosérum (- 3,1 %). Au 1^{er} semestre 2019, le prix du beurre est orienté à la baisse (- 9,8 %), dans un contexte de demande moins dynamique et de stocks plus importants.

Des échanges extérieurs en retrait en France

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations de la plupart des produits laitiers se replient par rapport à la même période de 2018, en particulier pour les yaourts et laits fermentés. En revanche les exportations de laits en poudre sont stables. Les excédents commerciaux extérieurs se réduisent pour les laits liquides, les laits en poudre, les fromages ainsi que les yaourts. Le déficit commercial de beurre quant à lui se réduit (*graphique 4 - annexe*). La consommation de produits laitiers poursuit sa baisse, à l'exception de la crème et des fromages. Les achats de lait conditionné et de produits ultra-frais par les ménages (Panel Kantar) sont toujours orientés à la baisse mais ceux de crèmes et de fromages résistent. Tous les prix payés par le consommateur sont en hausse.

Annexe - Lait

Collecte et prix moyen du lait de vache

	Collecte			Prix moyen		
	2019 (1000 litres)	Evol 2018/2019 (%)	Evol MQ* (%)	2019 *	Evol 2019/2018 (%)	Evol MQ** (%)
Janvier	2 088 754	- 2,6	- 1,9	371,4	+ 2,4	+ 4,2
Février	1 907 802	- 2,7	- 2,8	370,8	+ 2,5	+ 5,2
Mars	2 143 699	- 0,4	- 1,2	360,0	+ 3,0	+ 5,6
Avril	2 130 045	+ 0,2	- 1,6	364,4	+ 8,0	+ 9,6
Mai	2 145 954	- 1,0	- 2,1	363,9	+ 8,2	+ 9,9
Juin	1 971 239	+ 0,1	- 1,0	366,9	+ 8,4	+ 9,5
Juillet	1 901 635	- 1,2	- 1,9	369,4	+ 5,5	+ 7,4
Août	1 867 809	+ 0,9	- 1,1	378,0	+ 4,9	+ 6,3
Septembre	1 805 935	+ 0,9	- 0,4	388,0	+ 3,7	+ 6,6
Cumul 9 mois	17 962 870	- 0,7	- 1,6	370,3	+ 3,2	+ 7,1
dont Lait bio	733 566	+ 15,3	+ 56,7	466,4	+ 1,4	+ 3,1

* Prix en €/1000 l

** Evolution par rapport à la moyenne quinquennale 2014/2018

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Fabrication de produits laitiers

	Cumul 9 mois 2018		Cumul 9 mois 2019	
	Qté	2018/2017 (%)	Qté	2019/2018 (%)
LAIT CONDITIONNÉ	2 365 651	- 2,9	2 295 147	-3,5
Lait UHT	2 159 621	- 4,3	2 127 346	-2,1
YAOURT ET DESSERT LACTÉ	1 548 078	- 2,0	1 547 539	-2,7
Yaourt et lait fermenté	1 050 177	- 2,6	1 062 748	-2,8
Dessert lacté frais	467 716	- 1,0	450 322	-3,5
Dessert lacté longue conservation	30 185	- 0,1	34 469	13,1
CREME CONDITIONNÉE	333 101	- 1,6	352 012	4,1
Crème fraîche :	124 149	+ 0,0	131 861	4,0
MATIÈRES GRASSES (1)	318 198	+ 2,2	314 534	-1,4
Beurre	269 404	+ 1,8	264 302	-2,2
Beurre anhydre de crème (MGLA * 1,22)	42 691	+ 4,8	44 147	3,4
Spécialités à tartiner	6 102	+ 1,5	6 084	-0,3
SÉCHAGE DE POUDRE DE LAIT	380 851	- 8,2	399 453	3,4
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	291 452	- 4,6	318 129	6,3
Autres poudres de lait (1,5% et plus)	89 399	- 18,3	81 324	-6,6
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	123 421	- 10,7	132 999	11,0
LAIT CONCENTRÉ CONDITIONNÉ	9 840	+ 36,0	6 815	-4,0
TOTAL FROMAGE DE VACHE (hors fondus)	1 271 075	- 1,5	1 276 135	0,1
FROMAGES FONDUS issus de la fonte de fromages	83 567	+ 0,1	84 792	1,5
CASÉINES ET CASÉINATES	36 931	+ 7,5	35 243	-2,0
POUDRE DE BABEURRE	21 649	- 0,5	19 574	-9,8
POUDRE DE LACTOSÉRUM	385 449	- 7,0	375 865	-3,1

(1) MATIÈRES GRASSES = Beurre + (MGLA * 1,22) + spécialités à tartiner

(2) Comté : Données estimées

Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Commerce extérieur

	cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Laits liquides (y c. vrac)	172 987	151 091	669 248	588 585	496 261	437 494
Beurre	140 722	119 109	51 036	45 508	-89 686	-73 601
Fromages (tous laits)yc fondus	280 114	255 914	494 044	441 970	213 930	186 056
Laits en poudre	55 398	57 020	229 041	228 695	173 642	171 675
Yaourts et desserts lactés	321 167	292 548	895 331	772 825	574 164	480 277
Yaourts et laits fermentés	36 742	33 100	149 427	105 626	112 685	72 526
Desserts lactés frais	29 780	26 975	117 729	103 548	87 949	76 573

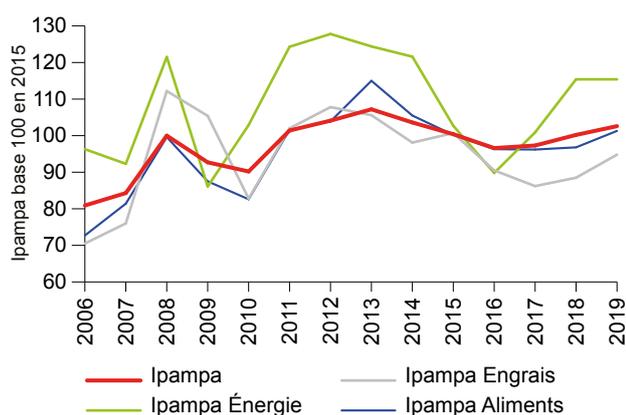
Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

INTRANTS

Sur les neuf premiers mois de 2019, les prix des intrants achetés par les exploitants agricoles s'accroissent sur un an (+ 2,5 %) pour la troisième année consécutive, sous l'effet de la hausse des prix des engrais et des aliments pour animaux. L'utilisation d'aliments pour animaux d'élevage est globalement stable ; la production d'aliments pour bovins et porcins augmente alors que celle d'aliments pour volailles diminue. Sur la campagne 2018-2019, les livraisons d'azote et de phosphate baissent alors que les quantités de potasse croissent. Les prix de tous les types d'engrais sont en hausse.

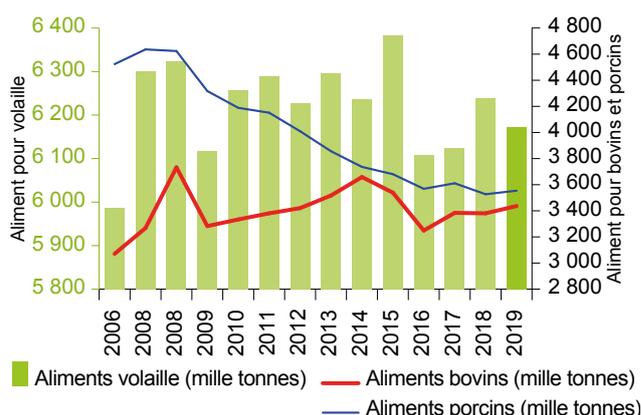
Principaux indicateurs

Graphique 1
Prix des intrants (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

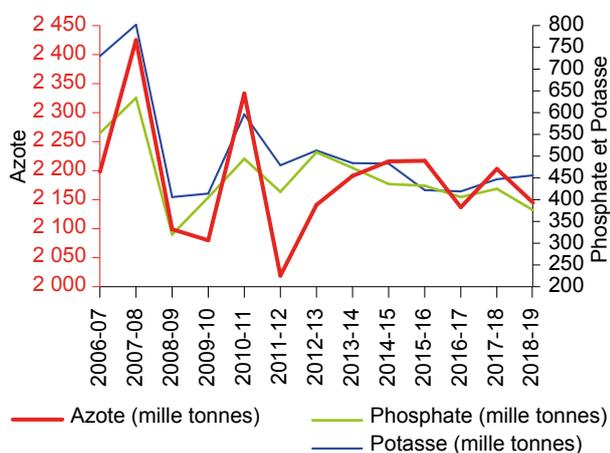
Graphique 2
Production d'aliments composés par espèce (9 mois*)



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA

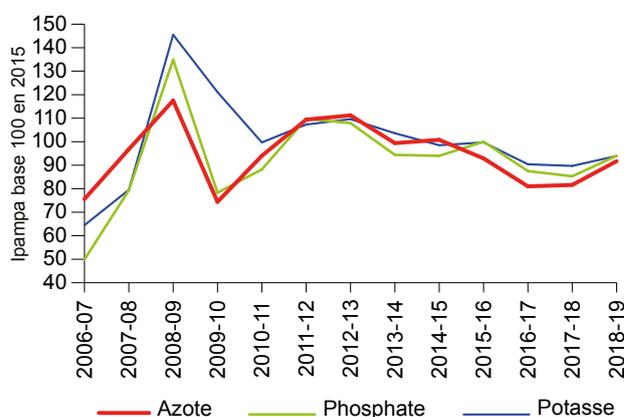
* Sur les 9 mois de chaque année.

Graphique 3
Livraisons d'engrais par campagne



Source : Unifa

Graphique 4
Prix des engrais par campagne (Ipampa) (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Après un repli entre 2014 et 2016, le prix des intrants (consommations intermédiaires), mesuré par l'indice des prix d'achat des biens et services de consommation courante, s'accroît en 2019 pour la troisième année consécutive (graphique 1 -

annexe intrants). Sur les neuf premiers mois de 2019, l'évolution du prix des engrais (14 % du total des intrants) et celle des aliments pour animaux (28 % du total des intrants) contribuent pour l'essentiel à cette hausse. À l'inverse, les prix des semences

(7 % des intrants) et des produits de protection des cultures (11 % des intrants) reculent. Quant aux prix de l'énergie, qui représente 12 % du coût des intrants, ils sont stables, après une baisse continue de 2013 à 2016, suivie d'une reprise en 2017 et 2018.

Hausse modérée des cours du pétrole

Après les fortes hausses de 2017 et 2018, les cours du pétrole de la mer du Nord progressent en 2019, mais de façon moins marquée. De janvier à mai 2019, les cours du baril croissent pour ensuite reculer jusqu'en août (*graphique 5*). En septembre, le prix du pétrole de la mer du Nord se redresse toutefois après les attaques ayant visé deux sites pétroliers saoudiens. Les prix du fioul carburant, qui représente la moitié du poste énergie, suivent la même tendance.

Les prix des semences et des produits phytosanitaires baissent

Après avoir été en hausse en 2018, les prix des semences, qui représentent 7 % des intrants, sont quasiment stables sur les neuf premiers mois de l'année (- 0,2 % sur un an). Poursuivant la tendance enregistrée depuis 2014, les prix des produits de protection des cultures reculent sur un an (- 3,0 %).

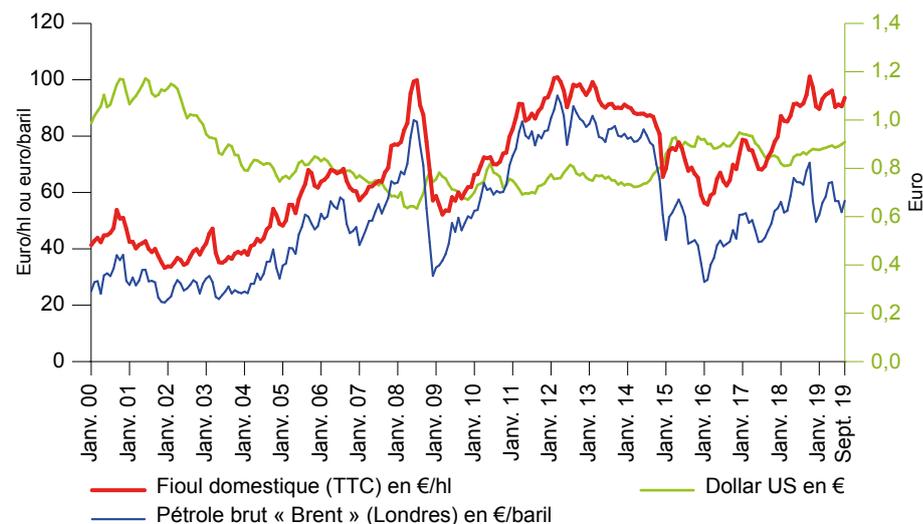
La production d'aliments pour animaux d'élevage repart légèrement à la hausse

En cumul de janvier à septembre 2019, les fabrications d'aliments composés progressent très légèrement (+ 0,3 %) par rapport à la même période de l'année précédente, après la stagnation de 2018. La croissance de la production d'aliments pour bovins (+ 1,7 %), ovins (+ 3,2 %) et porcins (+ 0,8 %) compense le recul des aliments pour volailles (- 1,1 %) (*graphique 2 - annexe*).

Toutes les fabrications d'aliments pour volailles se contractent : - 0,9 % pour les poulets, - 3,1 % pour les dindes et - 1,4 % pour les palmipèdes. La baisse des fabrications d'aliments volailles est la conséquence directe du ralentissement d'activité dans la filière volailles dont les abattages reculent de 2 % sur les neuf premiers mois de 2019.

Après une baisse en 2018, les fabrications d'aliments porcins repartent à la hausse (+ 0,8 %) grâce aux fabrications d'aliments pour

Graphique 5
En 2019, le prix de l'énergie se stabilise



Sources : Insee, ministère de la Transition Écologique et Solidaire

porcs à l'engrais (+ 1,9 %), celles pour porcelets et truies fléchissant (respectivement - 0,4 % et - 2,5 %).

La quantité d'aliments industriels destinés aux vaches laitières s'accroît : + 1,6 % sur les neuf premiers mois de 2019. Il en va de même des aliments composés pour les autres bovins (+ 1,9 %).

Au dernier trimestre 2019, la production d'aliments composés pourrait s'accélérer en raison de stocks de fourrages limités et déjà bien entamés. Au printemps, la pousse d'herbe a démarré très vite, pour ensuite ralentir et s'arrêter, pénalisée par la sécheresse exceptionnelle et la chaleur de l'été. Il en est résulté un surpâturage des prairies et une utilisation précoce des stocks fourragers prévus pour l'hiver. En outre, l'activité de la filière « palmipèdes » s'accélérait à l'approche des fêtes de fin d'année, une demande supplémentaire en aliments composés pourrait apparaître, étant donné par ailleurs l'intégration importante existant au sein de la filière volaille.

En 2019, les prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage augmentent par rapport à 2018

En 2019, les prix des aliments pour animaux d'élevage (27 % des intrants), mesurés par l'Ipampa,

s'établissent au-dessus de ceux de 2018 (+ 4,6 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 6*). Dans le même temps, les prix des matières premières (Ipaa) entrant dans les formulations des aliments pour animaux s'infléchissent à la baisse par rapport à 2018 (- 1,1 % en moyenne). Toutefois, depuis le début de l'année, les prix des aliments achetés comme ceux des matières premières utilisées se replient régulièrement, mais de manière différenciée : - 2,5 % pour les aliments entre janvier et septembre, et - 12,6 % pour les matières premières incorporées.

Bien que les matières premières (céréales, tourteaux oléagineux, etc.) représentent entre 60 et 70 % du coût de production de l'aliment, d'autres coûts (logistiques, fabrication) interviennent, expliquant en partie la différence d'évolution entre les prix des matières premières et celle des aliments fabriqués. L'autre facteur explicatif réside dans le fait que les fabricants procèdent à des achats anticipés plusieurs mois à l'avance, à des conditions de prix pouvant différer de celles du mois de livraison ; de fait les courbes d'évolution des prix des matières premières et des aliments sont bien parallèles mais avec un décalage de quelques mois.

La hausse sur un an des prix des aliments concerne toutes les catégories d'animaux : + 6,3 % sur

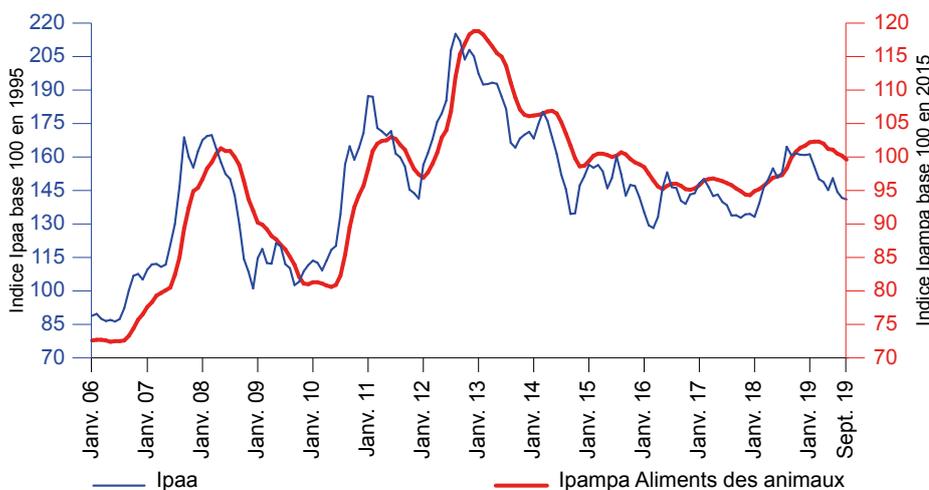
neuf mois pour les aliments veaux, + 4,8 % pour les aliments gros bovins, + 4,7 % pour les aliments vaches laitières, + 6,8 % pour les aliments porcins et + 3,5 % pour les aliments volailles. Elle concerne principalement les exploitations hors sol (porcins et volailles) pour lesquelles le coût de l'aliment représente environ 60 % de la valeur du produit brut de l'exploitation.

Dans le cas de la production porcine, la forte hausse du prix à la production en 2019 fait plus que compenser celle des aliments, comme le montre l'écart croissant entre le prix à la production et le prix théorique permettant de compenser l'évolution du coût de l'aliment (*graphique 7*). S'agissant de la filière avicole, sa forte intégration favorise le parallélisme entre les

prix à la production et les coûts d'élevage contractualisés par les intégrateurs. En conséquence, le prix à la production s'écarte très peu du prix théorique couvrant le coût de l'alimentation animale. Concernant le lait de vache, la hausse du prix à la production en 2019 compense l'effet du coût de l'aliment. En revanche, les élevages bovins de boucherie n'ont pas répercuté la hausse du coût de l'aliment (+ 4,8 % sur neuf mois) sur leur prix de vente (+ 0,2 %). Ils sont d'autant plus pénalisés qu'ils ont dû recourir à des volumes accrus d'aliments industriels pour pallier le manque de ressources fourragères.

Graphique 6

Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et de manière lissée



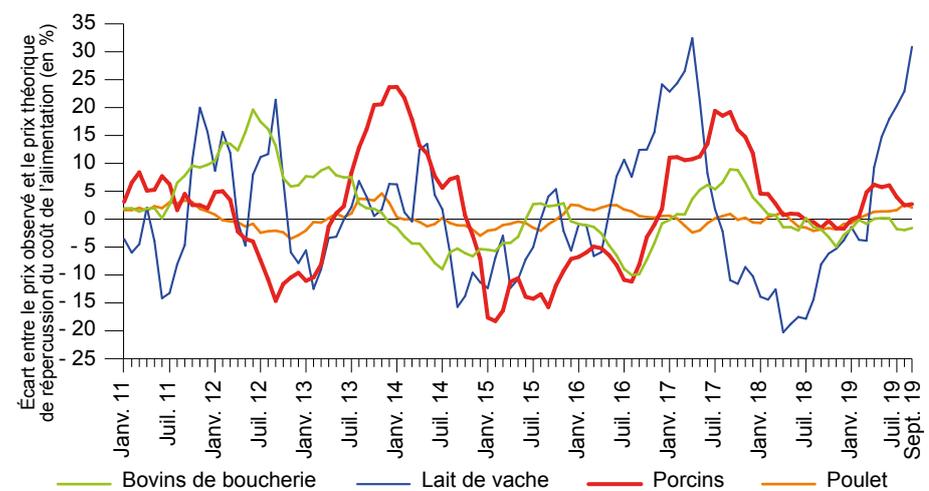
Sources : Agreste et Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale)

Lors de la campagne 2018-2019, les livraisons d'engrais reculent, dans un contexte de prix en hausse

Lors de la campagne 2018-2019, les livraisons d'engrais reculent. La diminution de certaines surfaces de betterave sucrière et surtout de colza, au profit de celles de blé tendre et d'orge de printemps ainsi que les reliquats présents dans les sols ont vraisemblablement contribué à limiter les besoins d'apports.

Graphique 7

En 2019, la hausse des prix à la production des animaux permet de couvrir celle des aliments, à l'exception des bovins de boucherie



Les livraisons d'azote diminuent de 2,6 % sur un an lors de la campagne de juillet 2018 à juin 2019, tout en restant proches de la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 3 - annexe*). Les niveaux ont été particulièrement bas à partir de la fin d'année 2018. Parallèlement, les prix de ces engrais sont en forte hausse (+ 12,4 % sur les neuf premiers mois par rapport à la campagne précédente).

Sur la campagne de mai 2018 à avril 2019, les livraisons de phosphate sont en forte baisse sur un an (- 11,6 %) et par rapport à la moyenne quinquennale. À l'inverse, les livraisons d'engrais potassiques dépassent celles de 2018 (+ 2,1 %) et le niveau moyen. Les prix de ces deux catégories d'engrais augmentent sur un an (+ 10,2 % pour le phosphate et + 4,7 % pour la potasse) (*graphique 4*).

Note de lecture : le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation animale est égal au prix qui, compte tenu de la part des achats d'aliment dans la valeur de la production animale en sortie d'élevage, compenserait la variation du prix de l'aliment par rapport à l'année précédente.

Sources : Insee, Agreste

Annexe - Intrants

Indice de prix d'achat des moyens de production agricole

	Pondérations (%)	2018	2019	Evolution (%)	Moyenne 2014-2018
Ensemble des biens et services de consommation courante	100,0	100,2	102,6	+ 2,4	99,6
dont					
Semences	7,4	97,3	97,1	- 0,2	98,7
Énergie et lubrifiants	12,3	115,4	115,4	0,0	106,1
Engrais et amendements	14,1	88,5	94,8	+ 7,1	92,8
Produits de protection des cultures	11,1	99,2	96,2	- 3,0	99,5
Aliments des animaux	28,2	96,8	101,3	+ 4,6	99,0

Indice base 100 en 2015 - Moyenne sur 9 mois

Source : Insee, Agreste

Production d'aliments composés

	Production d'aliments composés (milliers de tonnes)			Ipampa (indice 100 base 2015)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2018	2019	Evol %	2018	2019	Evol %
Bovins	3 381	3 437	+ 1,7	95,2	100,0	+ 5,0
Ovins Caprins	483	499	+ 3,2	96,7	102,1	+ 5,6
Porcins	3 527	3 554	+ 0,8	96,2	102,7	+ 6,8
Volailles	6 239	6 172	- 1,1	95,7	99,4	+ 3,9
Lapins	208	196	- 5,9	94,9	101,8	+ 7,3
Allaitement	236	238	+ 0,9	95,9	102,4	+ 6,7
Animaux de ferme	14 380	14 418	+ 0,3	95,8	100,8	+ 5,2

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash.

Livraisons d'engrais en quantités d'éléments fertilisants

	Campagne 2017-2018	Campagne 2018-2019	Evolution (%)	Moyenne 2014/15-2018/19
Azote	2 203	2 145	- 2,6	2 184
Phosphate	425	376	- 11,6	415
Potasse	447	456	+ 2,1	445

Campagne pour l'azote : de juillet à juin. Campagne pour le phosphate et la potasse de mai à avril

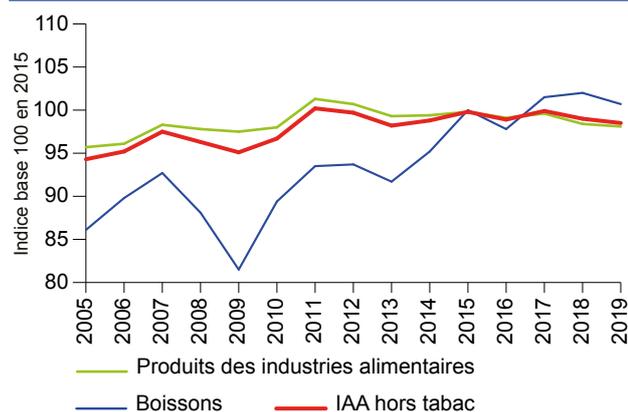
Source : Insee, Agreste

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

En 2019, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait reculer, sous l'effet du repli des fabrications aussi bien de produits alimentaires que de boissons. Pour la 2^e année consécutive, la consommation alimentaire se contracte. Sur les huit premiers mois de 2019, l'excédent commercial des IAA s'accroît en valeur, uniquement du fait d'une hausse de la valorisation des exportations de boissons alcoolisées. Les prix à la production devraient augmenter sur un an, tout comme le chiffre d'affaires.

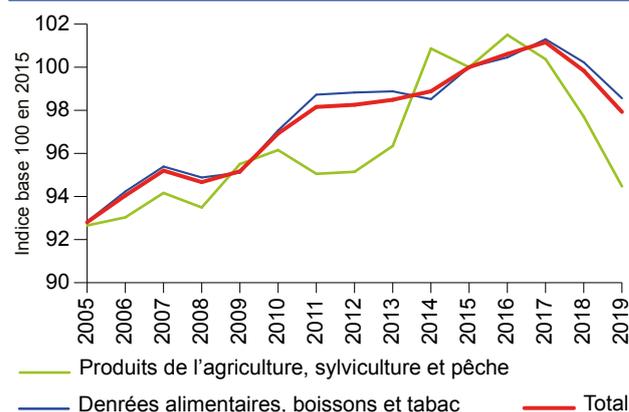
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production (8 mois)



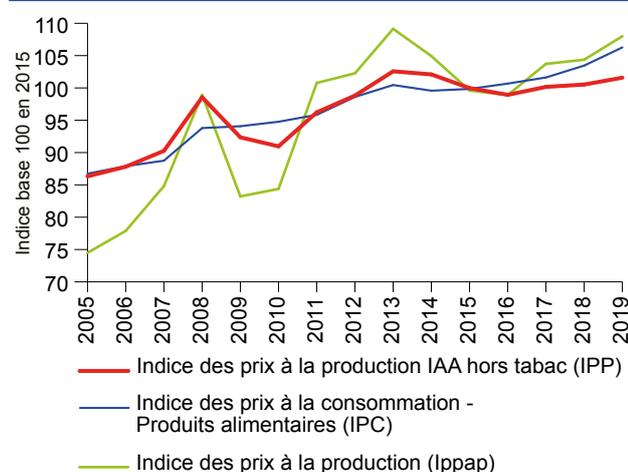
Source : Insee, indice de production industrielle CVS-CJO

Graphique 2
Dépenses de consommation des ménages (9 mois)



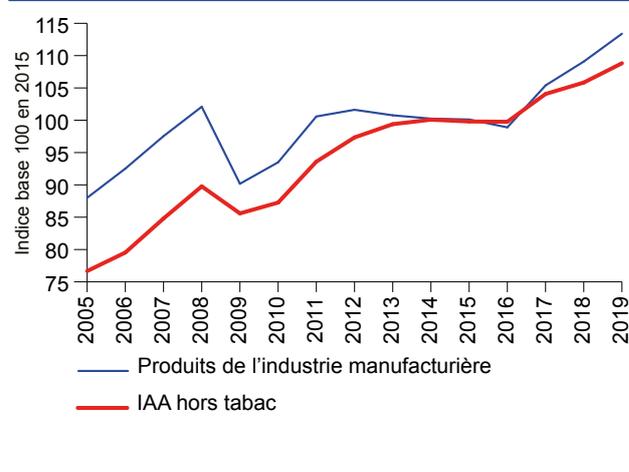
Source : Insee, comptes trimestriels - Traitement SSP - Indice CVS-CJO

Graphique 3
Prix (8 mois)



Source : Insee, indice brut

Graphique 4
Chiffres d'affaires (8 mois)



Source : Insee, indice de chiffres d'affaires CVS-CJO

Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à la même période de l'année précédente.

En 2019, la production des IAA devrait reculer

Sur les huit premiers mois de l'année 2019, la production en volume des industries agroalimentaires est en repli sur un an malgré un nombre de jours ouvrables identique à celui de l'année 2018 à la même période (graphique 1 - annexe Industries agroalimentaires).

Ceci s'explique par le recul des fabrications de produits alimentaires qui représentent 85 % de la production totale des IAA et par la diminution des fabrications de boissons (15 % de la production globale).

La baisse de la production de produits alimentaires se poursuit pour la troisième année consécutive mais masque des évolutions hétérogènes. Les fabrications d'*aliments pour animaux* (+ 2,6 % sur un an) s'accroissent pour la troisième année consécutive, soutenues par la production d'aliments pour bovins et porcins. De même, la production des « *autres produits alimentaires* » progresse (+ 1,8 %). En revanche, toutes les autres fabrications diminuent. Les fabrications de *produits à base de fruits et légumes* ont été freinées par des conditions météo défavorables à la production des légumes d'été (manque de luminosité au printemps et fortes chaleurs estivales). Celles de *produits laitiers* pâtissent, quant à elles, du recul de la collecte de lait de vache sur les premiers mois de 2019.

En 2019, la contraction de la consommation des ménages en produits alimentaires se poursuit

Sur les huit premiers mois de l'année 2019, la consommation des ménages en produits agroalimentaires décroît pour la deuxième année consécutive. Le recul s'explique par le repli conjugué des volumes de denrées alimentaires, boissons et tabac et des produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (*graphique 2*).

Au 1^{er} semestre 2019, l'emploi dans les IAA est en hausse sur un an

Pour la quatrième année consécutive, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) progresse sur un an au 1^{er} semestre 2019 d'après les comptes trimestriels de l'Insee (+ 1,2 %). En moyenne, les IAA ont employé 585 700 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 6 700 salariés de plus qu'au

1^{er} semestre 2018, atteignant leur niveau le plus élevé depuis la crise de 2008. Cette évolution s'inscrit dans un contexte où l'emploi progresse dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Au 1^{er} semestre 2019, près de 2,8 millions de personnes ont travaillé dans l'industrie manufacturière, soit l'équivalent de 14 000 salariés en plus (+ 0,5 % en moyenne sur un an) par rapport à la même période de 2018.

Sur les huit premiers mois de 2019, l'excédent commercial repart à la hausse

Après une stabilité en 2018, l'excédent commercial des IAA repart à la hausse en 2019 (+ 11,5 % sur les huit premiers mois), essentiellement grâce à la hausse des exportations (particulièrement de boissons). L'excédent des échanges de boissons s'accroît (+ 9,4 %) tandis que le déficit commercial des produits alimentaires se creuse pour la septième année consécutive, sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations.

Les prix à la production se redressent

Après une année 2018 stable, les prix à la production des IAA se redressent sur les huit premiers mois de l'année 2019 (+ 1,1 % sur un an), soutenus tant par la hausse des prix des produits alimentaires (+ 1,0 % sur un an) que par celle des boissons (+ 1,2 %) (*graphique 3*). Les prix des *viande et produits à base de viande* (+ 2,4 %) sont en hausse, ainsi que ceux des

produits laitiers (+ 2,2 %) sous l'effet du redressement des cours du lait. Les prix à la production des *boissons* progressent également (+ 1,2 %). Les prix de tous les autres produits sont en baisse. C'est le cas des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche*, des *produits à base de fruits et légumes*, des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* ainsi que des *autres produits alimentaires*.

La croissance du chiffre d'affaires se poursuit

Sur les huit premiers mois de 2019, la croissance du chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires se poursuit en s'accroissant, confirmant la reprise amorcée en 2016 (*graphique 4*). Sous l'effet de l'augmentation des prix, la hausse du chiffre d'affaires est tirée à la fois par les produits alimentaires (en particulier les *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* et les *aliments pour animaux*) et les boissons.

Annexe - Industries agroalimentaires

Activité des industries agroalimentaires (production, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - août 2019 / janvier - août 2018 (%)					2019	2018
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Janvier - août	Janvier - août
	%	Brut					Solde extérieur (million d'euros)	
Produits des industries alimentaires	85,1	- 0,7	+ 1,0	+ 2,4	+ 0,6	+ 1,5	-3 720	-3 486
Viande et produits à base de viande	24,9	- 2,0	+ 2,4	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,6	-961	-944
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	- 3,2	- 1,4	+ 0,7	- 2,5	+ 0,6	-2 126	-2 093
Produits à base de fruits et légumes	6,6	- 1,2	- 1,7	+ 3,4	+ 4,8	- 1,0	-1 892	-1 995
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 8,7	+ 6,8	- 5,7	- 6,4	+ 5,6	-1 614	-1 442
Produits laitiers	20,3	- 1,3	+ 2,2	+ 2,5	+ 2,8	+ 0,7	1 668	1 568
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 1,5	+ 3,2	+ 1,7	- 4,0	+ 4,3	443	563
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	- 0,1	- 1,1	+ 5,5	+ 5,9	+ 6,7	-176	-154
Autres produits alimentaires	21,6	+ 1,8	- 2,6	+ 1,3	- 1,4	+ 0,7	130	251
Aliments pour animaux	6,0	+ 2,6	+ 5,0	+ 5,6	+ 4,6	+ 2,8	808	760
Boissons*	14,9	- 1,7	+ 1,2	+ 3,1	+ 6,4	- 2,4	8 639	7 899
IAA hors tabac	100	- 0,9	+ 1,1	+ 2,5	+ 2,6	+ 1,1	4 919	4 413

* Non compris les vins pour la production

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

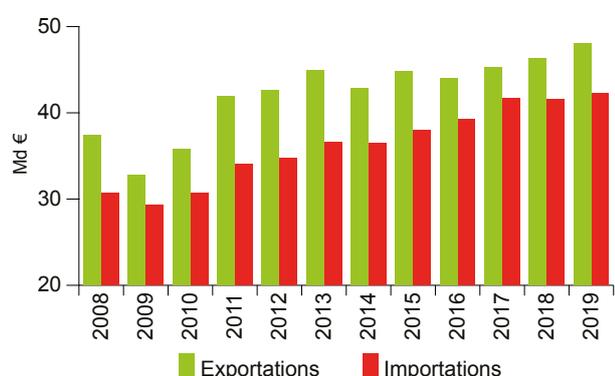
COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En cumul sur les neuf premiers mois de 2019, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires s'accroît de 1 milliard d'euros (Md€) (+ 21 % par rapport à 2018). Cette hausse concerne aussi bien les produits bruts (+ 0,4 Md€) que les produits transformés (+ 0,6 Md€) et résulte d'une croissance des exportations supérieure à celle des importations. Les exportations de céréales et de légumes bénéficient d'une meilleure valorisation, grâce à des prix en hausse sur les marchés UE et mondiaux. L'excédent des produits transformés est quant à lui porté par le dynamisme des ventes de vins et spiritueux et, dans une moindre mesure, des produits laitiers. En 2019, comme lors des deux années précédentes, l'excédent agroalimentaire provient exclusivement des échanges avec les pays tiers, le solde avec l'UE étant devenu structurellement déficitaire.

Principaux indicateurs

Graphique 1

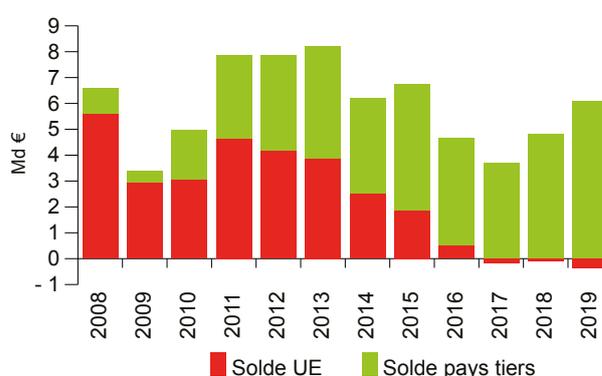
Exportations - Importations de produits agroalimentaires (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

Graphique 2

Solde des échanges UE - Pays tiers (9 mois*)

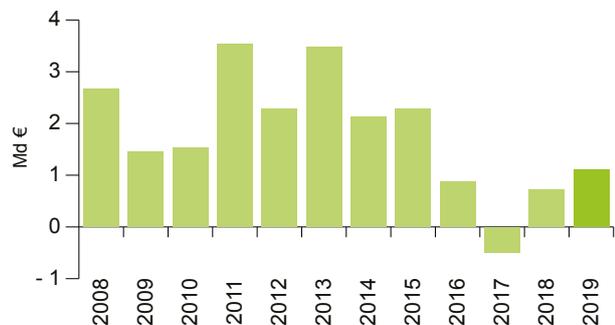


Source : Douanes - CPF 2015

* Sur les 9 mois de chaque année.

Graphique 3

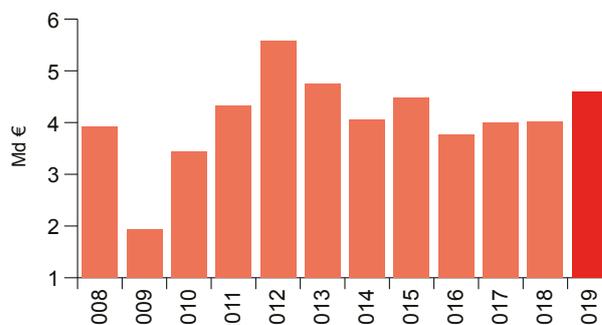
Solde des échanges de produits bruts (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

Graphique 4

Solde des échanges de produits transformés (9 mois*)



Source : Douanes - CPF 2015

Amélioration globale de la balance commerciale sur les neuf premiers mois de 2019

Sur les neuf premiers mois de 2019, le déficit global des échanges extérieurs français s'élève à 56,9 milliards d'euros (Md€), en réduction de 3,8 Md€ par rapport à 2018. Cette

amélioration résulte de la croissance des excédents concernant les produits phares des exportations françaises : + 1,7 Md€ pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques, + 1,7 Md€ pour les produits pharmaceutiques, + 1 Md€ pour les produits agricoles et agroalimentaires et + 0,8 Md€ pour le matériel de transport.

Sur les neuf premiers mois de 2019, la hausse des échanges agroalimentaires bénéficie aussi bien aux produits agricoles bruts qu'aux produits transformés

L'excédent agroalimentaire s'accroît (+ 1 Md€ sur les neuf premiers mois de 2019, soit + 21 % sur un an) pour

la deuxième année consécutive, après les fortes baisses de 2016 et 2017. Cette hausse est imputable tant aux échanges de produits bruts qu'aux échanges de produits transformés (*graphiques 3 et 4*) même si la progression de l'excédent commercial est plus importante pour ces derniers (elle participe pour 60 % à la hausse globale).

Une hausse de l'excédent agroalimentaire uniquement liée aux exportations vers les pays tiers, principalement de produits transformés

Comme lors des deux années précédentes, la hausse de l'excédent avec les pays tiers tire le solde agroalimentaire français vers le haut, les échanges avec l'Union européenne se dégradant (*graphique 2*). Près des trois quarts de l'augmentation de l'excédent avec les pays tiers provient des produits transformés. Leur excédent progresse de 0,9 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2018, sous l'effet de la hausse des exportations, malgré l'accroissement des importations (*annexe Commerce extérieur agroalimentaire*). Dans une moindre mesure, les échanges de produits bruts avec les pays tiers évoluent de la même manière.

Le déficit des échanges agroalimentaires se creuse avec l'UE (- 103 M€ à - 385 M€), sous l'effet d'une hausse des importations (principalement de produits transformés) supérieure à la hausse des exportations, portée à plus de 90 % par les produits agricoles bruts.

Toutes destinations confondues, les ventes de produits agroalimentaires augmentent de 1,7 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2018 tandis que les importations croissent de 0,7 Md€ (*graphique 1*).

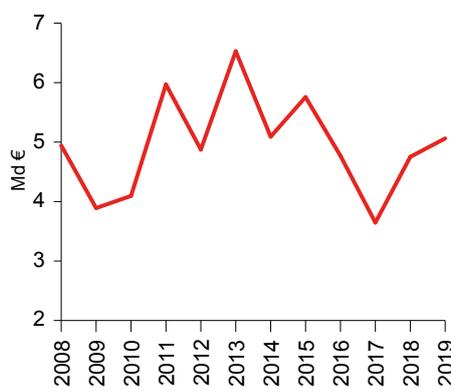
Céréales : une valorisation accrue des exportations, sous l'effet de la hausse des cours mondiaux

Sur les neuf premiers mois de 2019, l'excédent des échanges de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, progresse de près de

0,3 Md€ par rapport à 2018 (*annexe*). La hausse des prix due à une production céréalière en recul en 2018 a permis une meilleure valorisation des ventes de céréales malgré des disponibilités en baisse, confirmant ainsi le redressement des exportations de céréales (*graphique 5*). La récolte céréalière de 2019, en progression au niveau national en dépit des canicules et de la sécheresse, gonfle les disponibilités pour la campagne 2019-2020 et devrait faciliter les ventes de céréales, au moins en quantités, sur les trois derniers mois de l'année 2019, malgré la vive concurrence entre pays exportateurs.

Les exportations de blé tendre diminuent de 0,3 million de tonnes (Mt), compte tenu de la baisse des quantités vendues à destination de l'UE et plus particulièrement des Pays-Bas et de la Belgique (en lien avec la moindre incorporation du blé tendre en alimentation animale). À l'inverse, les exportations de blé tendre vers les pays tiers augmentent de 0,7 Mt car les blés français ont gagné en compétitivité par rapport aux origines mer Noire au deuxième trimestre 2019. Les principales hausses concernent les ventes à destination du Maroc, de l'Égypte ou encore de l'Afrique sub-saharienne et permettent de contrebalancer le repli enregistré vers l'Algérie (premier débouché pour l'origine française)

Graphique 5
Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations de céréales progressent sur un an pour la deuxième année consécutive



Source : DGDDI (Douanes)

du fait d'une augmentation de sa production. En valeur, les ventes de blé tendre s'accroissent cependant (+ 229 M€).

Quant aux exportations de maïs et d'orges, les évolutions sont contrastées avec respectivement - 183 et + 245 M€. Les volumes échangés de maïs français reculent (- 32 %, soit - 1,3 Mt), en lien avec la diminution des disponibilités : la sécheresse de l'été 2018 a fortement entamé le potentiel de croissance des maïs par rapport à 2017. Les ventes d'orges sont, elles, plus dynamiques (+ 0,8 Mt), les volumes expédiés notamment vers l'Allemagne, la Belgique et vers la Chine faisant plus que compenser la baisse des quantités vendues vers l'Arabie saoudite, historiquement premier importateur mondial d'orge.

Filière oléoprotéagineuse : dégradation du déficit sur les neuf premiers mois de 2019 sous l'effet des importations de tourteaux

Par rapport aux neuf premiers mois de 2018, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) s'accroît de 148 M€ sur un an pour s'établir à - 1,6 Md€, essentiellement en raison de l'augmentation des importations de tourteaux (+ 162 M€) (*annexe*). Il s'agit surtout de tourteaux de soja et de tournesol afin de répondre à l'accroissement des besoins en alimentation animale dans un contexte de prix baissiers ainsi qu'à de moindres disponibilités en tourteaux sur le marché intérieur.

Sucre : baisse de l'excédent des échanges

Après une année 2018 marquée par la production record de sucre de la campagne 2017-2018 (octobre 2017 - septembre 2018) et des niveaux d'exportations exceptionnels, les ventes de sucre diminuent de 277 M€ sur les neuf premiers mois de 2019, dans un contexte de disponibilités en baisse (*annexe*). Sur la même période, les importations ne diminuent que de 3 M€. La récolte betteravière de 2019, de nouveau moins importante, devrait entraîner une moindre production de

sucres pour la campagne 2019-2020, et confirmer la tendance observée sur les neuf premiers mois de l'année 2019.

Fruits et légumes : l'amélioration des échanges de légumes frais et de produits transformés fait plus que compenser la dégradation des échanges en fruits frais

Sur les neuf premiers mois de 2019, le déficit commercial structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) se réduit de 198 M€ sur un an pour atteindre - 4,9 Md€, après quatre années consécutives de dégradation.

Le déficit en légumes frais se réduit de 120 M€ en valeur, la hausse des importations sur un an (+ 152 M€) étant plus que compensée par celle des exportations (+ 271 M€). Les quantités exportées diminuent, mais les prix à l'exportation augmentent sous l'effet des moindres disponibilités en 2019. Avec des prix bien orientés du fait d'une récolte 2018 en recul et d'une demande de l'industrie qui ne faiblit pas, les exportations de pommes de terre progressent sur un an (+ 196 M€), malgré des quantités vendues en baisse de 3 %. Dans ce contexte de prix haussiers, les importations croissent, elles aussi, de 55 M€. L'excédent commercial en pommes de terre augmente cependant, atteignant 397 M€.

En valeur, le déficit commercial des fruits frais s'alourdit (+ 2 %), la diminution des exportations de 119 M€ (principalement de pommes, du fait d'une offre en recul et de la faible demande européenne accentuée par la concurrence des produits de l'hémisphère sud) étant supérieure à celle des importations (- 84 M€ en lien notamment avec la diminution en valeur des achats d'agrumes).

Sur les neuf premiers mois de 2019, le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se réduit de 113 M€

en raison de l'augmentation des exportations (+ 77 M€) et de la baisse des importations. Seules les ventes de confitures, gelées, compotes et purées de fruits et, à un degré moindre, les pois appertisés, sont excédentaires. Au premier rang des produits déficitaires, on trouve les jus d'orange qui sont avant tout importés.

Produits laitiers : une meilleure valorisation de la poudre de lait tire l'excédent vers le haut

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations de produits laitiers progressent de 160 M€ par rapport à 2018. Cette évolution s'explique en grande partie par une meilleure valorisation de la poudre de lait dans un contexte de demande mondiale dynamique. Les importations n'augmentent que de 17 M€ sur la même période.

Produits de l'élevage et de l'abattage : en 2019, la hausse des exportations est supérieure à celle des importations grâce aux échanges de viande porcine et d'animaux vivants

Sur les neuf premiers mois de 2019, l'excédent commercial des produits de l'élevage et de l'abattage (273 M€) se consolide (+ 31 M€).

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs progresse de 38 M€ sur un an. Cette bonne tenue s'explique par une hausse de 33 M€ des exportations, conjuguée à la diminution des importations.

En ce qui concerne les produits transformés, le déficit commercial en viandes, préparations à base de viande et sous-produits issus de l'abattage se creuse de 7 M€ sur un an. Le solde commercial en viande porcine s'accroît de 133 M€ grâce à l'augmentation sensible des ventes alors que les importations diminuent (respectivement + 132 et - 2 M€). Les prix orientés à la hausse sous l'effet de la demande chinoise ainsi que les

abattages dynamiques expliquent ces évolutions. À l'inverse, le déficit en viande bovine se creuse de 61 M€ : baisse des exportations (- 38 M€) et hausse des importations (+ 23 M€), dans un contexte où les abattages totaux de bovins se replient après les niveaux élevés de 2018 et alors que la consommation apparente reste relativement stable. De même, le déficit de viande de volaille augmente de 39 M€ en lien avec la baisse des exportations (- 47 M€ en valeur), principalement vers l'Arabie saoudite.

Vins et spiritueux : les exportations restent dynamiques

Sur les neuf premiers mois de 2019, les exportations de vins et Champagne progressent de 7 % en valeur par rapport à la même période en 2018. Vers le Royaume-Uni, premier débouché en valeur au sein de l'UE, les ventes s'accroissent de 98 M€ du fait d'une meilleure valorisation des vins français et de l'anticipation du Brexit par les opérateurs à travers la constitution de stocks. En direction des pays tiers, les ventes restent soutenues à destination des États-Unis (+ 176 M€) mais diminuent vers la Chine (- 59 M€) sur un marché qui se diversifie et qui souffre d'un ralentissement économique. Malgré tout, les exportations augmentent vers l'Asie grâce au dynamisme des débouchés japonais et sud-coréens. Ces bons résultats contribuent fortement à la hausse de l'excédent commercial (+ 535 M€ sur un an).

Les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, Rhum, etc.), en hausse de 14 % en valeur par rapport à 2018, bénéficient de la bonne tenue des échanges avec les pays tiers, notamment les États-Unis (premier débouché pour le Cognac) et, dans une moindre mesure, avec la Chine et Singapour (respectivement + 355, + 63 et + 19 M€).

Au total, l'excédent des échanges de vins et spiritueux atteint 9,5 Md€ (+ 12 % sur un an).

Annexe - Commerce extérieur agroalimentaire

Commerce extérieur par zones et par types de produits

Unité : million d'euros

Produits CPF2	Cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
UE						
Produits bruts	5 600	5 745	8 109	8 292	2 509	2 547
Produits transformés	23 544	23 875	20 933	20 943	-2 611	-2 932
AGROALIMENTAIRE	29 144	29 620	29 042	29 235	-103	-385
Pays tiers						
Produits bruts	4 830	4 909	3 039	3 468	-1 791	-1 441
Produits transformés	7 388	7 539	14 008	15 074	6 621	7 536
AGROALIMENTAIRE	12 217	12 447	17 047	18 542	4 830	6 095
Monde						
Produits bruts	10 430	10 654	11 148	11 760	718	1 106
Produits transformés	30 932	31 414	34 941	36 018	4 010	4 604
AGROALIMENTAIRE	41 362	42 067	46 089	47 778	4 727	5 710

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PRODUITS BRUTS	10 430	10 654	11 148	11 760	718	1 106
Agriculture et élevage	8 971	9 169	10 374	10 974	1 403	1 805
Céréales, légum., oléagi.	1 132	1 249	5 754	6 171	4 622	4 922
<i>Céréales n. c. riz</i>	267	324	4 752	5 062	4 485	4 737
<i>Oléoprotéagineux</i>	863	922	1 000	1 106	137	184
Légumes, fleurs, plantes	2 528	2 683	1 640	1 904	-888	-779
<i>Légumes</i>	2 086	2 238	1 409	1 680	-677	-558
Prod. cult. permanentes	4 898	4 829	1 280	1 167	-3 617	-3 662
<i>Fruits</i>	3 199	3 115	958	839	-2 241	-2 276
<i>Café, cacao, thé</i>	670	680	21	24	-649	-656
Animaux vifs, œufs, miel	413	408	1 699	1 732	1 286	1 324
<i>Bovins</i>	33	41	1 090	1 108	1 057	1 067
Produits sylvicoles	187	188	339	344	152	155
Pêche et aquaculture	1 271	1 296	434	442	-837	-854

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits transformés

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
IAA, TABACS	30 932	31 414	34 941	36 018	4 010	4 604
Viandes, prod. de l'abattage	4 272	4 317	3 228	3 267	-1 044	-1 050
<i>Viande bovine</i>	933	957	708	671	-225	-286
<i>Viande porcine</i>	556	554	560	692	5	138
<i>Volaille</i>	863	854	576	529	-286	-325
Prod. préparés de la pêche	3 040	3 092	687	671	-2 353	-2 420
Prod. à base de fruits & lég.	3 812	3 776	1 591	1 668	-2 221	-2 108
Huiles, tourteaux, corps gras	2 450	2 598	834	786	-1 616	-1 811
<i>Tourteaux</i>	919	1 081	100	98	-819	-983
Produits laitiers, glaces	3 100	3 117	4 848	5 008	1 748	1 891
<i>Fromages</i>	1 230	1 314	2 222	2 260	992	947
Produits des céréales	1 315	1 371	1 945	1 850	630	479
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 697	1 832	1 522	1 616	-175	-216
Autres produits alimentaires	6 339	6 438	6 580	6 494	240	56
<i>Sucre</i>	189	185	978	701	789	516
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 164	2 218	1 491	1 469	-673	-749
Aliments pour animaux	806	835	1 654	1 732	848	897
Boissons	2 969	2 898	11 894	12 797	8 925	9 898
<i>Vins, champagne</i>	721	624	6 689	7 128	5 969	6 504
<i>Eaux de vie, alcools</i>	885	864	3 369	3 825	2 483	2 961
Tabacs	1 130	1 139	157	129	-973	-1 010

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information ressources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2019

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Sommaire du bilan

Climatologie	5	M. Le Turdu, A. Triquenot
Céréales	9	J.-M. Pognat
Oléoprotéagineux - Pomme de terre - Sucre	13	T. Champagnol, J.-M. Pognat
Fruits	17	L. Bernadette
Légumes	21	M. Le Fustec
Vins	27	A. Delort
Productions animales	31	M.-A. Lapuyade, C. Uglieria, O. Le Tollec
Intrants	61	F. Royer
IAA	65	F. Royer
Commerce extérieur	69	T. Champagnol
Organismes et abréviations	73	
Pour en savoir plus	75	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Numéro 5 - décembre 2019

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
